

NORMANDIE

RECUEIL DES ACTES ADMINISTRATIFS N°R28-2020-102

PUBLIÉ LE 16 OCTOBRE 2020

Sommaire

Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2020-09-07-002 - Arrêté conjoint fixant la programmation pour la période 2020-2024 des CPOM pour les établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap du département de Seine-Maritime (16 pages) Page 5

R28-2020-10-08-004 - ARRÊTE MODIFICATIF N°11 DU 8 OCTOBRE 2020 PORTANT COMPOSITION DU CONSEIL TERRITORIAL DE SANTÉ DU CALVADOS (7 pages) Page 22

R28-2020-10-05-014 - DECISION DU 5 OCTOBRE 2020 PORTANT REGROUPEMENT DES OFFICINES DE PHARMACIE SELARL « PHARMACIE CLERE » ET SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE » SUR LA COMMUNE DE FORGES-LES-EAUX (76440) (6 pages) Page 30

R28-2020-09-25-020 - Décision portant extension de capacité du service d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD) géré par l'AAJD et portant modification de son autorisation (4 pages) Page 37

R28-2020-10-01-056 - DECISION PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE AU PROFIT DE LA POLYCLINIQUE DE DEAUVILLE (2 pages) Page 42

R28-2020-10-12-004 - DECISION PORTANT RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE AU PROFIT DE LA POLYCLINIQUE DU PARC DE CAEN (3 pages) Page 45

Direction de la sécurité sociale

R28-2020-10-15-002 - Arrêté modificatif n°2 du 15 octobre 2020 portant modification de la composition du conseil départemental de la Manche au sein du conseil d'administration de l'union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Basse-Normandie (1 page) Page 49

R28-2020-10-15-001 - Arrêté modificatif n°6 du 15 octobre 2020 portant modification de la composition du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de la Manche (1 page) Page 51

Direction interrégionale de la Mer Manche Est - Mer du Nord

R28-2020-10-08-003 - Arrêté n°189-2020 en date du 08/10/2020 fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) (2 pages) Page 53

R28-2020-10-14-001 - Arrêté n°191/2020 en date du 14/10/2020 encadrant la pêche à pied des moules sur les gisements naturels du Boulonnais (département du Pas-de-Calais) (3 pages) Page 56

R28-2020-10-15-003 - Arrêté n°194/2020 en date du 15/10/2020 fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) (2 pages) Page 60

R28-2020-10-09-002 - Décision n° 835/2020 en date du 09/10/2020 portant reconduction d'un pilote au sein de la station de pilotage de la Seine - M. BLANCHARD Mikaël (2 pages) Page 63

R28-2020-10-09-004 - Décision n° 836/2020 en date du 09/10/2020 portant reconduction d’un pilote au sein de la station de pilotage de la Seine - M. GUILLY Jean-Sébastien (2 pages) Page 66

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-08-28-004 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - Août 2020 (33 pages) Page 69

R28-2020-07-31-015 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - juillet 2020 (48 pages) Page 103

R28-2020-10-12-005 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - octobre 2020 (14 pages) Page 152

R28-2020-06-30-002 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - Juin 2020 (4 pages) Page 167

R28-2020-09-29-009 - Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - septembre 2020 (54 pages) Page 172

R28-2020-10-05-013 - Arrêté portant subdélégation d'ordonnancement secondaire (6 pages) Page 227

R28-2020-10-08-007 - DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0042 (2 pages) Page 234

R28-2020-10-12-007 - DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0044 (4 pages) Page 237

R28-2020-10-14-003 - DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/20-0047 (2 pages) Page 242

R28-2020-10-14-005 - DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM76/SEA/20-0049 (2 pages) Page 245

R28-2020-10-14-006 - DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM76/SEA/20-0050 (2 pages) Page 248

R28-2020-10-08-005 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDT61/SET/20-0040 (2 pages) Page 251

R28-2020-10-08-006 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0041 (2 pages) Page 254

R28-2020-10-12-006 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0043 (4 pages) Page 257

R28-2020-10-12-008 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0045 (4 pages) Page 262

R28-2020-10-14-004 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/20-0048 (2 pages) Page 267

R28-2020-10-12-009 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION PARTIELLE D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0046 (4 pages) Page 270

R28-2020-10-14-007 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION PARTIELLE D'EXPLOITER N°DDTM76/SEA/20-0051 (2 pages) Page 275

R28-2020-10-14-008 - DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION PARTIELLE D'EXPLOITER N°DDTM76/SEA/20-0052 (4 pages) Page 278

Direction régionale des douanes de Rouen

R28-2020-10-14-002 - Décision de la Direction Interrégionale des Douanes et Droits Indirects de Normandie n° 20001744 du 14 octobre 2020 portant fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent. (1 page) Page 283

Direction régionale et départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de Normandie

R28-2020-10-13-001 - Rapport d'orientation budgétaire 2020 des centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Normandie (42 pages) Page 285

Rectorat Caen

R28-2020-10-07-003 - Arrêté du 7 octobre 2020 portant délégation de signature - Division des affaires juridiques - (4 pages) Page 328

Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2020-09-07-002

Arrêté conjoint fixant la programmation pour la période 2020-2024 des CPOM pour les établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap du département de Seine-Maritime

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Normandie

SEINE-MARITIME
LE DÉPARTEMENT

ARRETE CONJOINT FIXANT LA PROGRAMMATION POUR LA PERIODE 2020-2024 DES CONTRATS PLURIANNUELS D'OBJECTIFS ET DE MOYENS (CPOM) POUR LES ETABLISSEMENTS ET SERVICES MEDICO-SOCIAUX POUR PERSONNES EN SITUATION DE HANDICAP DU DEPARTEMENT DE LA SEINE-MARITIME

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie,

Le Président du Conseil Départemental de Seine-Maritime,

Vu le code de l'action sociale et des familles ;

Vu le code général des collectivités territoriales ;

Vu la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

Vu la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

Vu la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

Vu la loi n° 2015-1702 du 21 décembre 2015 de financement de la sécurité sociale pour 2016 ;

Vu la loi n°2015-1776 du 28 décembre 2015 relative à l'adaptation de la société au vieillissement ;

Vu la loi n° 2016-1827 du 23 décembre 2016 de financement de la sécurité sociale pour 2017 ;

Vu le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret du 17 juin 2020 portant nomination de Monsieur Thomas DEROCHE en qualité de Directeur général de l'agence régionale de santé de Normandie à compter du 15 juillet 2020 ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2019 portant programmation conjointe des établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap du département de Seine-Maritime pour la période 2019-2023 ;

Vu la décision du 15 juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie.

ARRETENT

ARTICLE 1er : L'arrêté du 23 janvier 2019 portant programmation conjointe des établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap du département de la Seine-Maritime pour la période 2019-2023 est abrogé à compter de la publication du présent arrêté.

ARTICLE 2 : Le Directeur général de l'agence régionale de santé de Normandie et le Président du conseil départemental de la Seine-Maritime arrêtent la programmation des contrats pluriannuels d'objectifs et de moyens (CPOM) des établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap du département de Seine-Maritime pour la période 2020-2024.

ARTICLE 3 : La programmation des CPOM des établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap du département de la Seine-Maritime figure en annexe du présent arrêté. Elle comprend les établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap relevant de la compétence conjointe et/ou exclusive de l'ARS Normandie et du Conseil Départemental de la Seine-Maritime.

ARTICLE 4 : La programmation des CPOM des établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap du département de la Seine-Maritime figurant en annexe du présent arrêté est établie pour 5 ans à compter du 1er janvier 2020. Elle peut être révisée chaque année.

ARTICLE 5 : Les CPOM des établissements et services médico-sociaux pour personnes en situation de handicap du département de la Seine-Maritime signés au cours de l'année N -1 entrent en vigueur au 1er janvier de l'année N, conformément à l'annexe du présent arrêté.

ARTICLE 6. : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen, dans le délai franc de deux mois à compter de la plus tardive des dates de publication prévues à l'article 6. Cette saisine peut se faire via l'application « Télérecours citoyen » : www.telerecours.fr

ARTICLE 7 : La Directrice de l'autonomie de l'ARS de Normandie, le Directeur général des services du Département de la Seine-Maritime sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la Préfecture de la région Normandie, de la Préfecture de la Seine-Maritime et du Conseil Départemental de la Seine-Maritime.

Fait à Caen,
Le 07 SEP. 2020

P/Le Directeur Général
de l'Agence Régionale de Santé de Normandie,
La Directrice de l'autonomie

Françoise AUMONT

Le Président du Département
de la Seine-Maritime,

Bertrand BELLANGER

ANNEXE 1

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R[1]
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2020					
760916254	SAVS La Brèche	Saumont la Poterie	760911313	AARBP	P
760802231	FH La Brèche	Saumont la Poterie			
760035907	FAM La Brèche	Forges Les Eaux			
760802090	ESAT La Brèche	Saumont La Poterie			
760028019	MAS Maison des Lys	Malaunay	940004088	ADEF	P
760915371	FV L'Etang du grand vivier	Gournay en Bray	760804344	APAPSH de Gournay en Bray	P
760915363	FV Planquettes	Gournay en Bray			
760034900	SESSAD	Montroty			
760783209	IME Arc-en-Ciel	Montroty			
760917393	ATJ	Le Trait	760004416	L'ESSOR	P
760920850	SAVS	Le Trait			
760920736	FH Germaine Dumesnil	Le Trait			
760802603	ESAT L'Essor	Le Trait			
760780437	IME L'Essor	Le Trait			
760023531	SAAIS	Le Mesnil-Esnard	760000240	Centre Normandie Lorraine	P
760780387	SEES SME Internat	Le Mesnil-Esnard			
760919944	SAFEP	Le Mesnil-Esnard			
760919795	ATJ	Canteleu	760027334	IDEFHI	P
760027748	SAVS	Canteleu			
760919233	FH	Canteleu			
760920983	ESAT François TRUFFAUT	Canteleu			
760027987	SESSAD Le Chant du Loup	Canteleu			
760024018	SESSAD Vallée de Seine	Canteleu			
760035469	SESSAD TSLA	Bois-Guillaume			
760915009	IME Le Chant du Loup	Canteleu			
760013029	IME Centre Truffaut	Canteleu			
760780320	ITEP Vallée de Seine	Canteleu			
760914952	IDA Centre Truffaut	Canteleu			
760034793	Service expérimental d'accompagnement	Rouen			
760035071	SAMSAH	Bois-Guillaume			

[1] Premier CPOM (P) / Renouvellement CPOM (R)

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2020					
760031674	CAJM Les Tournesols	Le Mesnil-Esnard			
760027185	SAVS Les Ateliers Normands	Sotteville-Lès-Rouen	930019484	LADAPT	R
760801894	FH Les Ateliers Normands	Bonsecours			
760030650	ESAT Le Robec	Darnétal	760807248	Trisomie 21	P
760802124	SESSAD Anatole France	Rouen			
760026682	SAMSAH	Le Havre	760028498	Vivre et Devenir	P
760804765	FV L'Arche d'Ecorcheboeuf	Anneville-sur-Scie	760916247	L'Arche d'Ecorcheboeuf	P

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2021					
760010488	ESAT	Montivilliers	750719239	APF	P
760012823	SESSAD Les 4 saisons	Montivilliers			
760916262	ATJ L'Adagio	Le Havre			
760792358	FV Jean-Marie Barbier	Le Havre			
760913616	FV	Canteleu			
760027193	SAVS	Mont saint Aignan			
760802579	FH L'Adagio	Le Havre			
760780957	IEM Paul Durand Viel	Saint Martin du Bec			
760801647	SATVA Paul Durand Viel	Saint Martin du Bec			
760026310	FAM Jean-Marie Barbier	Le Havre			
760013839	SAAD du FAM JM Barbier	Le Havre			
760018218	SAMSAH	Mont Saint Aignan			
760035097	SAMSAH	Dieppe	910017193	ALVE	P
760915389	ATJ	Yvetot	760000497	ARCAUX	P
760801621	SAVS	Bois-Himont			
760801605	FH Mousset	Yvetot			
760781138	ESAT Arcaux	Bois-Himont			
760027763	SAVS	Rouen	760027755	Association TEAM	P
760034934	Service expérimental d'accompagnement	Rouen			
760035121	AJM	Rouen		Ateliers Sainte Claire	P
760030429	SESSAD Le Clos Samson	Grand-Couronne	760921031	ESMS Le Clos Samson	P
760780353	IME Le Clos Samson	Grand-Couronne			
760014399	ESAT Albâtre Ateliers	Le Tréport	800014235	Cap Energie	P
760027177	SAVS Côte d'Albâtre	Le Tréport			

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2021					
760034033	CAMSP - Plateforme d'intervention précoce autisme	Rouen	760780239	CHU Rouen	P
760919563	CAMSP Saint Exupéry	Le Havre	760780726	GHH Le Havre	P
760028167	SAMSAH	Rouen	760028159	La Clé	P
760038331	Dispositif Logement Inclusif (*expérimental*)	Rouen			
760016808	ATJ Terres de Rouvres	Notre Dame de Bondeville	760919373	SESAME AUTISME Normandie	P
760012757	IME L'Escale	Saint Etienne du Rouvray			
760023408	MAS	Notre Dame de Bondeville			
760919399	FAM Le Roncier	Saint Victor L'Abbaye			
760016899	FH Terres de Rouvres	Notre Dame de Bondeville			
760034348	SESSAD Autisme	Bois-Guillaume			
760030494	EEEH BF Skinner	Yerville	760000265	Œuvre Normande des Mères	P
760780890	IME Jules Guesde	Le Havre	760914317	EPA Helen Keller	P
760026575	IME J. Guesde section autisme	Le Havre			
760035758	Plateforme de répit	Le Havre			
760806232	ATJ L'Arc-en-ciel	Le Havre			
760920231	SAVS	Le Havre			
760918094	FH Les jardins du soleil	Le Havre			
760026237	SESSAD	Le Havre			
760030866	CAMSP Les Coquelicots	Le Havre			
760786061	IEM Denis Cordonnier	Le Havre			
760782797	CROP Ronsard	Le Havre			
760806224	ESAT Ateliers de Bléville	Le Havre			

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2022					
760802322	FH	Yvetot	760803783	CCAS d'Yvetot	P
760915025	ATJ	Yvetot			
760919068	SAVS	Yvetot			
760781955	ESAT	Yvetot			
760030858	SESSAD Pierre Bobée Equipe relais handicaps rares	Yvetot			
760012831	IME Espace Léo Kanner	Yvetot			
760780460	IME Pierre Bobée	Yvetot			
760913210	SSIAD	Yvetot			
760027318	SESSAD Les Hogues	Saint Léonard	760025734	UGECAM	R
760780106	IMPRO La Traverse	Omonville			
760024562	ITEP Les Hogues	Saint Léonard			
760034843	Service expérimental d'accompagnement	Saint Léonard			
760794834	CAMSP	Rouen	750721029	Association Le Moulin Vert	P
760037929	ATJ Les quatre saisons	Foucarmont	760004978	Les Papillons Blancs des Vallées	P
760806760	FV Les quatre saisons	Foucarmont			
760027771	SAVS Les quatre saisons	Foucarmont			
760028928	FAM Les quatre saisons	Foucarmont			
760910885	ATJ	Maromme	760008607	Les Fougères	P
760918573	FH	Maromme			
760024059	SAVS	Le Petit Quevilly	760004044	AID 76	P
760026625	SAVS	Le Havre	760004077	ADEO	P
760804781	ESAT	St Eustache La Forêt	760915710	IMS Bolbec	P
760782813	FH La Résidence	Bolbec			
760034538	FAM La Houssaye	Bolbec			
760782821	FV	Bolbec			
760023473	SAVS	Bolbec			
760782805	IME La Houssaye	Nointot			
760035063	SAMSAH	Bolbec			
760792424	FV Le Chant des vents	Bacqueville en Caux	760000075	EPIFAJ	P
760920173	SAVS	Bacqueville en Caux			
760025932	ESAT Fondation Albert Jean	Bacqueville en Caux			

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2022					
760780312	SESSAD Beethoven	Rouen	760804641	PEP 76	P
760013979	SESSAD La Busine	Eu			
760011056	SESSAD Colette Yver	Rouen			
760027219	SESSAD L'Oison	Elbeuf			
760780403	ITEP L'Eclaircie	Barentin			
760780494	CMPP Sévigné	Rouen			
760028571	CMPP Kergomard	Le Havre			
760802215	CAMSP Beethoven	Rouen			
760781435	IEM Colette Yver	Rouen			
760780429	CRA Beethoven	Rouen			
760780098	IME	Rieux			
760025502	IME Bercail - Nymphéa	Héricourt-en-Caux	760804401	Association pour l'animation des fondations du Dr Gibert	P
760024034	IME Bercail - Chrysalide Section autisme	Héricourt-en-Caux			
760780916	IME Bercail Section polyhandicap	Héricourt-en-Caux			
760035873	IME La Coralline Section autisme	Le Havre			
760915181	EEAP La Coralline	Le Havre			
760783126	FAM Chantecler	Imbleville-sur-Saane			
760915967	FAM La Tourmaline	Héricourt-en-Caux			
760919852	FAM Les Hautes Eaux	Autigny			
760035014	ATJM Les Hautes Eaux	Autigny			
760032300	MAS Aventurine	Héricourt-en-Caux			
760016378	FV Les Charmilles	Tôtes			
760027201	SAVS Les Caraques	Montivilliers	750050916	Fédération des APAJH	P
760024836	ESAT de l'Estuaire	Gonfreville L'Orcher			
760026302	SESSAD La Parentèle	Montivilliers			
760780908	IME La parentèle	Montivilliers			
760034306	IME La Parentèle Section autisme	Montivilliers			
760035105	SAMSAH Les Caraques	Montivilliers			
760026294	SESSAD Henri Wallon	Dieppe			
760781963	SI EEAP Tony Larue	Le Grand Quevilly			
760780114	CMPP Henri Wallon	Dieppe			
760026823	CAMSP Henri Wallon	Dieppe			
760918995	ATJ	Le Grand Quevilly			

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2022					
760782458	FH La Vallée d'Or	Bolbec	760014019	Association La Vallée d'Or	P
760914044	SAVS	Bolbec			
760918284	FV	Rives en Seine	760918268	Association Saint-Onuphre	P
760026708	ATJ	Rives en Seine			

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2023					
760012989	FAM	St Aubin Lès Elbeuf	760000570	Accueil de St Aubin	R
760024711	MAS	Freneuse			
760781047	FV	St Aubin Lès Elbeuf			
760915652	ESAT Navarre	Martin Eglise	760000067	APEI Région Dieppoise	R
760018309	FAM La Margotière	St Nicolas d'Aliermont			
760016709	ATJM La Margotière	St Nicolas d'Aliermont			
760034280	SESSAD Autisme	Dieppe			
760034975	IME Le Château Blanc Section autisme	Arques La Bataille			
760780072	IME Le Château Blanc Internat	Arques La Bataille			
760034967	IME Le Château Blanc Semi-internat	Arques La Bataille			
760035188	IME Le Château Blanc Section Polyhandicap	Arques La Bataille			
760034298	Offre alternative et de répit	Dieppe			
760915595	ATJ Le Ravelin	Dieppe			
760014308	FV Quai d'Yser	Dieppe			
760920868	SAVS	Dieppe			
760915587	FH Quai d'Yser	Dieppe			
760802330	ESAT Les Ateliers du Cailly	Canteleu	760000216	ARRED	R
760015479	SESSAD L'Envol Saint-Jean	Bois-Guillaume			
760780304	IME L'Envol Saint-Jean	Bois-Guillaume			
760920884	IME L'Envol Saint-Jean Section Polyhandicap	Bois-Guillaume			
760028027	MAS	Bois-Guillaume			
760919076	SAVS	Rouen			
760792408	FH L'Etape	Rouen			
760028589	SESSAD Logis St François	Yvetot	760805135	Association de Thietreville	R
760780965	ITEP Logis St François	Thietreville			
760034835	Service expérimental d'accompagnement	Le Havre			
760780718	CRP Jean L'Herminier	Oissel	910808781	EPNAK	R
760780486	CMPP Binet	Rouen	690793435	Fondation OVE	R

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2023					
760030767	ESAT	St Etienne du Rouvray			
760792853	ESAT	Caudebec Lès Elbeuf			
760801506	ESAT	Rouen			
760030759	ESAT	Notre Dame de Bondeville			
760781195	IME Max Brière	St Pierre Lès Elbeuf	760004242	Le Pré de la Bataille	R
760011247	IME Max Brière -EEAP Section Polyhandicap	St Pierre Lès Elbeuf			
760913699	SAVS	Rouen			
760802306	EANM	Rouen			
760023655	FAM Village Sylveison	Notre Dame de Bondeville			
760783027	ESAT Les Ateliers Normands	Le Mesnil-Esnard	930019484	LADAPT	R

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2024					
760786004	ATJ Le Perrey	Le Havre			
760918615	ATJ La Salamandre	Le Havre			
760913681	SAVS	Le Havre			
760786012	FH Edmond Debraize	Le Havre			
760791897	ESAT Porte Océane	Le Havre			
760807347	ESAT La Lézarde	Harfleur			
760012799	SESSAD	Le Havre			
760780940	IMPRO La Renaissance	Le Havre			
760023069	IME L'Arbre à Papillons	Le Havre			
760780924	IMP L'Espérance	Le Havre	760913640	La Ligue Havraise	R
760780932	EEAP Les Myosotis	Le Havre			
760030817	MAS Les Constellations	Le Havre			
760915207	MAS Hameau d'Epremesnil	Le Havre			
760034223	Offre de répit	Le Havre			
760918599	FAM La Salamandre	Le Havre			
760014209	FAM Le Perrey Section adulte	Le Havre			
760014258	FAM Le Perrey Section sénior	Le Havre			
760016568	SAMSAH	Le Havre			
760038398	Dispositif Logement Inclusif	Le Havre			
760786020	IME Dominique Lefort	Mont Cauvaire			
760035006	IME Dominique Lefort Section autisme	Mont Cauvaire			
760915603	FH Les Pommiers	Mont Cauvaire			
760803056	ATJ Les Pommiers	Mont Cauvaire			
760921338	ATJ Les Lierres	Le Petit Quevilly	760000992	AMER	R
760034124	FAM Les Lauriers	Bosc Le Hard			
760920751	FV Les Lauriers	Bosc Le Hard			
760034330	Offre alternative de répit	Bois-Guillaume			
760035766	Plateforme de répit et d'accompagnement	Bois-Guillaume			
760012815	SESSAD	Limesy	760000232	Association d'Etennemarre	R
760780379	IMP	Limesy			
760026286	SESSAD	Cany Barville	760026260	Association GEIST et DIM	R

FINESS ET	Raison sociale ET	Commune ET	FINESS EJ	Raison sociale EJ	P/R
Entrée en vigueur du CPOM au 1er janvier 2024					
760034850	CAFS Les Nids	Mont Saint Aignan	760009779	Association Les Nids	R
760026146	SESSAD L'Orée du Bois	Mont Saint Aignan			
760780346	ITEP L'Orée du Bois	Mont Saint Aignan			
760025924	MAS	Grugny	760000513	EPD Grugny	R
760918565	FAM Gérard de Nerval	Grugny			
760010017	FAM André Martin	Grugny			
760920165	FV André Martin	Grugny			
760792879	ESAT L'Espoir	Fécamp	760803452	EPMS Fécamp	R
760801019	IME	Fécamp			
760012658	SI CAT L'Espoir	Fécamp			
760920207	SAVS Lepiller	Fécamp			
760801001	FH Maupas	Fécamp			
760026690	MAS Magdala	Epouville	240000265	Fondation John Bost	R
760034454	MAS Sarepta	Roumare			
760011197	FAM Sarepta	Roumare			
760028217	FAM Côte d'Albâtre	St Valéry en Caux	760780031	HL Saint Valéry en Caux Le Grand Large	R
760802942	FV Côte d'Albâtre	St Valéry en Caux			
760025536	FAM Le Logis	Rouen	760804351	Les Papillons Blancs de l'agglomération rouennaise et du Pays de Caux	R
760919845	FAM Les Albatros	Le Trait			
760011478	FAM La Bastide	Le Petit Quevilly			
760783449	IMP La Maison de l'enfant - EEAP	Bapeaume Lès Rouen			
760018838	ESAT Papillons Blancs	Cléon			
760025551	SESSAD La Maison de l'enfant	Rouen			
760917401	ATJ Les Courlis	Fécamp			
760918581	ATJ La Clérette	Cléon			
760010074	ATJ Clavel	Le Petit Quevilly			
760913632	FV Les Goélands	Fécamp			
760801092	FV Les Mouettes	Fécamp			
760914036	FV Le Chalets	Le Petit Quevilly			
760025684	FH Le Dantec	Fécamp			
760801720	FH Clavel	Elbeuf			
760781112	FV Jean Vannier	Rolleville	760804195	La Pommeraie Jean Vannier	R

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2020-10-08-004

ARRÊTE MODIFICATIF N°11 DU 8 OCTOBRE 2020 PORTANT COMPOSITION DU CONSEIL TERRITORIAL DE SANTÉ DU CALVADOS

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Normandie

ARRETE MODIFICATIF N°11 DU 8 OCTOBRE 2020 PORTANT COMPOSITION DU CONSEIL TERRITORIAL DE SANTE DU CALVADOS

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'ARS DE NORMANDIE,

VU le code de la santé publique, notamment ses articles L 1434-9 et suivants et R.1434-33 et suivants ;

VU la loi n° 2016-41 du 26 Janvier 2016 de modernisation de notre système de santé, notamment l'article 158 ;

VU le décret n° 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des agences régionales de santé ;

VU le décret N° 2016-1024 du 26 juillet 2016 relatif aux territoires de démocratie sanitaire aux zones des schémas régionaux de santé et aux conseils territoriaux de santé ;

VU le décret du 17 juin 2020 portant nomination de Monsieur Thomas DEROCHE, directeur général de l'ARS de Normandie ;

VU l'arrêté du ministère des affaires sociales et de la santé du 3 août 2016 relatif à la composition du conseil territorial de santé ;

VU l'arrêté du 27 octobre 2016 relatif à la délimitation des territoires de Démocratie sanitaire de la région Normandie ;

VU l'arrêté du 29 décembre 2016 modifié portant composition du Conseil territorial de santé du Calvados ;

VU l'arrêté du 13 novembre 2019 intégrant les dernières modifications de la composition du Conseil territorial de santé du Calvados (CTS) ;

VU le courriel du 8 octobre 2019 de Mme Nadine LEFEVRE (AMF) démissionnant de son mandat de membre du CTS du Calvados ;

VU le courriel du 6 décembre 2019 de la Direction de l'Enfance et de la Famille du Conseil départemental du Calvados ;

VU le courriel du 10 février 2020 de la déléguée régionale de la Fédération des Acteurs de la Solidarité (FAS) ;

VU le courriel du 12 février 2020 de la directrice de l'établissement de santé Korian Brocéliande de Caen informant du départ à la retraite de Monsieur Bernard JAMES (Fédération de l'Hospitalisation Privée - FHP) ;

Agence Régionale de Santé de Normandie
Délégation département du Calvados
Espace Claude Monet
2, place Jean Nouzille
CS 55035
14050 CAEN Cedex
Tél : 02.31.70.96.96
www.ars.normandie.sante.fr

Les services de l'ARS Normandie procède au traitement de vos données à caractère personnel à des fins de gestion de votre dossier, d'information, de communication externe non transmissibles à des tiers. Le traitement est exclu de toute sollicitation commerciale. Vos données sont conservées pendant le temps nécessaire à la gestion de votre dossier et ne sont destinées qu'aux seuls agents du service communication. Vos données de connexion peuvent être exploitées à des fins purement statistiques. Conformément aux articles 48 et suivants de la loi n° 78-17 du 6 janvier 1978 modifiée relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés, vous disposez de droits d'accès, de rectification, de suppression, de portabilité de vos données, que vous pouvez exercer en vous adressant au Responsable des traitements ou au Délégué à la Protection des Données ars-normandie-juridique@ars.sante.fr.

VU le courriel du 4 mars 2020 de la déléguée départementale de l'Union Nationale des Amis et Familles de malades et/ou handicapés psychiques (UNAFAM) ;

VU le courriel du 17 juin 2020 de M. Jean-Claude COMBE (FHP) informant ne plus exercer le mandat de président de conférence médicale d'établissement ;

VU la saisine de l'Association des Maires de France et de l'Assemblée des Communautés de France en date du 31 août 2020 ;

VU le courriel du 7 septembre 2020 de la Préfecture du Calvados ;

VU le courriel du 15 septembre 2020 de Mme Marie-Claude LEPRINCE (FHF) informant de son départ à la retraite ;

ARRETE

ARTICLE 1 : La liste des membres titulaires et suppléants du Conseil territorial de santé du Calvados est modifiée comme suit :

Au collège 1, composé de représentants des professionnels et offreurs des services de santé

1) Au plus six représentant des établissements de santé

a) Au plus trois présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissement

- En attente de désignation du suppléant de M. Xavier TROUSSARD, en remplacement de Madame Marie-Claude LEPRINCE (FHF) ;

- en attente de désignation d'un titulaire, en remplacement de Monsieur Jean-Claude COMBE (FHP) ;

- en attente de désignation d'un suppléant, en remplacement de Monsieur Bernard JAMES (FHP) ;

3) Au plus trois représentants des organismes œuvrant dans les domaines de la promotion de la santé et de la prévention ou en faveur de l'environnement et de la lutte contre la précarité

- Monsieur Thierry LARCHER (FAS) est nommé titulaire ;

- Monsieur Jean-Luc GODET (FAS) est nommé suppléant de Monsieur Thierry LARCHER, en remplacement de Monsieur Fabrice BOURDEAU ;

Au collège 2, composé de représentants des usagers et associations d'usagers du système de santé

1) Au plus six représentants des usagers des associations agréées

- Madame Claudine DÔ (UNAFAM) est nommée titulaire en remplacement de Madame Béatrice RUSSO (UNAFAM) ;

- Madame Claudine GUILY (UNAFAM) est nommée suppléante de Madame Claudine DÔ (UNAFAM), en remplacement de Madame Brigitte ROUSEE ;

.../...

Au collège 3, composé de représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements

3) Un représentant de la protection maternelle et infantile

- Madame Céline BACHIMONT est nommée suppléante de Madame Châu PHAM-DAUBIN (Conseil départemental du Calvados) ;

5) Au plus deux représentants des communes désignés par l'Association des Maires de France

- en attente de désignation d'un titulaire, en remplacement de Madame Nadine LEFEVRE (maire-adjointe de Colombelles) ;

- en attente de désignation d'un suppléant, en remplacement de Monsieur Bernard AUBRIL (maire de Lisieux) ;

Au collège 4, composé de représentants de l'Etat et des organismes de sécurité sociale

1) Au plus un représentant de l'Etat dans le département

- Monsieur Jean-Philippe VENNIN, secrétaire général de la préfecture du Calvados, est nommé titulaire ;

- Monsieur Stéphane DE CARLI, directeur départemental de la cohésion sociale du Calvados, est nommé suppléant de Monsieur Jean-Philippe VENNIN ;

ARTICLE 2 : La version consolidée de la composition du Conseil territorial de santé du Calvados est annexée au présent arrêté.

ARTICLE 3 : Le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux auprès du tribunal administratif dans un délai de deux mois à compter de sa publication aux recueils des Actes Administratifs de la région Normandie et du département du Calvados. La saisine du tribunal administratif peut se faire via Télérecours citoyens www.telerecours.fr.

ARTICLE 4: La Directrice générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé de Normandie, est chargée de l'exécution du présent arrêté.

Fait à Caen, le 8 octobre 2020

Le Directeur général,

Thomas DEROCHE

ANNEXE : COMPOSITION ACTUALISEE AU 8 OCTOBRE 2020 DU CONSEIL TERRITORIAL DE SANTE DU CALVADOS

Sont membres du conseil territorial de santé du Calvados :

Le 1er collège est composé de représentants des professionnels et offreurs des services de santé. Il comprend au moins 20 membres et au plus 28

1) **Au plus six représentants des établissements de santé**

a) Au plus trois représentants des personnes morales gestionnaires

Titulaires	Suppléants
M. Jean-Yves BLANDEL (FHF)	Mme Corinne LARMOIRE (FEHAP)
M. Éric GRAINDORGE (FHF)	M. Olivier FERRENDIER (FHF)
M. Tanguy DE LA BOURDONNAYE (FHP)	M. Samuel KOWALCZYK (FHP)

b) Au plus trois présidents de commission médicale ou de conférence médicale d'établissement

Titulaires	Suppléants
M. Xavier TROUSSARD (FHF)	En attente de désignation
En attente de désignation	Mme Isabelle LANDRU (FHF)
En attente de désignation	En attente de désignation

2) **Au plus cinq représentants des personnes morales gestionnaires des services et établissements sociaux et médico-sociaux (répartis entre ceux qui œuvrent en faveur des personnes âgées et ceux qui œuvrent en faveur des personnes handicapées)**

Titulaires	Suppléants
M. Samuel VILLEROY (SYNERPA)	Mme Sandrine MARABETI (SYNERPA)
M. Jacky BLOT (FEHAP)	M. Stéphane BUSBOCQ (URIOPSS)
M. Patrick ALLIZARD (Ligue Enseignement)	M. Gilles DESCHAMPS (ADMR)
Mme Myriam KRIKORIAN (FEHAP)	Mme Agnès BERTIN (FHF)
M. Jean-Marie KERFOURN (FHF)	Mme Elise GAMBIER (FHF)

3) **Au plus trois représentants des organismes œuvrant dans les domaines de la promotion de la santé et de la prévention ou en faveur de l'environnement et de la lutte contre la précarité**

Titulaires	Suppléants
M. Thierry LARCHER (FAS)	M. Jean-Luc GODET (FAS)
M. Johnny VIALE (Promotion Santé Normandie)	Mme Caroline BOISSET (Promotion Santé Normandie)
M. Samuel COCHET (ANECAMSP)	Mme Mireille CARPENTIER (ANPAA)

.../...

4) Au plus six représentants des professionnels de santé libéraux

a) Au plus trois médecins

Titulaires	Suppléants
Mme Catherine GINDREY	M. Pascal-André MAIGNAN
M. Thierry LOCHU	M. Philippe BARJOT
M. Antoine LEVENEUR	M. Jacques BATTISTONI

b) Au plus trois représentants des autres professionnels de santé

Titulaires	Suppléants
Mme Erna PONCET (URPS Infirmiers)	Mme Christine BONNIEUX (URPS Infirmiers)
M. Pierre IUNG (URPS Pharmaciens)	M. André GEARA (URPS Pharmaciens)
M. Patrick DANESI (URPS Pédicures Podologues)	Mme Catherine HENAULT (URPS Orthophonistes)

5) Un représentant des internes en médecine

Titulaire	Suppléant
En attente de désignation	En attente de désignation

6) Au plus cinq représentants des différents modes d'exercice coordonné et des organisations de coopération territoriale :
- des centres de santé, maisons de santé et réseaux de santé
- des communautés professionnelles territoriales de santé et des équipes de soins primaires
- des communautés psychiatriques de territoire

Titulaires	Suppléants
Mme Véronique DESRAME (URIOPSS)	Mme Stéphanie GAUTIER (URIOPSS)
M. Nicolas SAINMONT (FMPS Normandie)	M. Andry RABIAZA (FMPS Normandie)
M. Gilles TONANI (FENOR)	M. Arnaud TABARD (FENOR)
M. Magali LESUEUR (Planeth Patient)	Mme Chantal BALOCHE (Planeth Patient)
En attente de désignation	En attente de désignation

7) Au plus un représentant des Etablissements assurant des activités d'Hospitalisation à domicile

Titulaire	Suppléant
Mme Malika CHERRIERE (FNEHAD)	M. Ludovic JAMES (FNEHAD)

8) Au plus un représentant de l'ordre des médecins

Titulaire	Suppléant
M. Gérard HURELLE (CDOM 14)	M. Jean-Bernard DEMONTROND (CDOM 14)

.../...

Le 2ème collège est composé de représentants des usagers et associations d'usagers du système de santé. Il comprend au moins 6 membres et au plus 10.

1) **Au plus six représentants des usagers des associations agréées**

Titulaires	Suppléants
Mme Agnès ZARAGOZA (UDAF)	M. Jean-Pierre PASQUET (UDAF)
M. Philippe GUERARD (Advocacy)	M. Francis TURPIN (AFM Téléthon)
M. Patrick MAINCENT (APAEI Caen)	Mme Annick HAISE (APF)
M. Jean-Marc DUJARDIN (AFD)	M. Pierre VILAIN (CLCV)
Mme Annick DUBOIS (UFC Que Choisir)	Mme Brigitte JAMET (UFC Que Choisir)
Mme Claudine DÔ (UNAFAM)	Mme Claudine GUILY (UNAFAM)

2) **Au plus quatre représentants des usagers des associations des personnes handicapées ou des associations de retraités et personnes âgées**

Titulaires	Suppléants
Mme Nicole DELPERIE (APAJH)	Mme Maryvonne DEBARRE (APAJH)
Mme Florence MESATFA FESSY (Autisme Basse-Normandie)	En attente de désignation
M. Philippe STEPHANAZZI (HMVA)	En attente de désignation
M. Jean LEFEUVRE (Union territoriale des retraités CFDT du Calvados)	M. Francis FONTAINE (FGR-FP)

Le 3ème collège est composé de représentants des collectivités territoriales ou de leurs groupements. Il comprend au moins 4 membres et au plus 7.

1) **Au plus un conseiller régional**

Titulaire	Suppléant
Mme Elisabeth JOSSEAUME	M. Frédéric POUILLE

2) **Au plus un représentant des conseils départementaux**

Titulaires	Suppléants
M. Michel ROCA (Conseiller départemental du canton de Condé sur Noireau)	Mme Sylvie LENOURRICHEL (Conseillère départementale du canton d'Aunay sur Odon)

3) **Un représentant de la protection maternelle et infantile**

Titulaires	Suppléants
Mme le Dr Châu PHAM-DAUBIN (CD du Calvados)	Mme Céline BACHIMONT (CD du Calvados)

4) **Au plus deux représentants des communautés de communes**

Titulaires	Suppléants
en attente de désignation	en attente de désignation
en attente de désignation	en attente de désignation

.../...

5) Au plus deux représentants des communes désignés par l'Association des Maires de France

Titulaires	Suppléants
en attente de désignation	en attente de désignation
en attente de désignation	en attente de désignation

Le 4ème collège est composé de représentants de l'Etat et des organismes de sécurité sociale. Il comprend au moins 2 membres et au plus 3.

1) Au plus un représentant de l'Etat dans le département

Titulaire	Suppléant
M. Jean-Philippe VENNIN, secrétaire général préfecture du Calvados	M. Stéphane DE CARLI, directeur de la DDCS du Calvados

2) Au plus deux représentants des organismes de sécurité sociale

Titulaires	Suppléants
M. Michel NAVARRO (CPAM)	Mme Sylviane PRALUS (ARCMSA)
M. Christian LETELLIER (CARSAT)	M. Jacques LAHAYE (CARSAT)

Le 5ème collège est composé de deux personnalités qualifiées

Titulaires
M. Jean-Jacques GUICHOUX (Mutualité)
Mme Annick CZECZKO (APEI de Vire)

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2020-10-05-014

DECISION DU 5 OCTOBRE 2020 PORTANT REGROUPEMENT DES OFFICINES DE PHARMACIE SELARL « PHARMACIE CLERE » ET SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE » SUR LA COMMUNE DE FORGES-LES-EAUX (76440)

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Normandie

DECISION DU 5 OCTOBRE 2020 PORTANT REGROUPEMENT DES OFFICINES DE PHARMACIE SELARL « PHARMACIE CLERE » ET SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE » SUR LA COMMUNE DE FORGES-LES-EAUX (76440)

LE DIRECTEUR GENERAL DE l'AGENCE REGIONALE DE SANTE DE NORMANDIE

VU le code de la santé publique, notamment les articles L.5125-1 à L.5125-32 et R.5125-1 à R.5125-11 relatifs aux modalités de création, de transfert, de regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie ;

VU le titre IV chapitre 1er de la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires dite loi « HPST » qui crée les Agences régionales de santé, modifiée par la loi n° 2014-1653 du 29 décembre 2014 et la loi n° 2016-41 du 26 janvier 2016 ;

VU la loi n° 2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral, notamment l'article 1 ;

VU la loi n° 2019-1446 du 24 décembre 2019 de financement de la sécurité sociale pour 2020 ;

VU l'ordonnance n° 2015-1620 du 10 décembre 2015 adaptant les Agences régionales de santé et les Unions régionales de professionnels de santé à la nouvelle délimitation des régions ;

VU l'ordonnance n° 2018-3 du 3 janvier 2018 relative à l'adaptation des conditions de création, transfert, regroupement et cession des officines de pharmacie ;

VU le décret 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences régionales de santé ;

VU le décret n° 2015-1650 du 11 décembre 2015 adaptant les Agences régionales de santé à la nouvelle délimitation des régions et prorogeant le mandat des Unions régionales de professionnels de santé regroupant les infirmiers, notamment les articles 1, 2 et 3 ;

VU le décret n° 2018-671 du 30 juillet 2018 pris en application de l'article L. 5125-3, 1° du code de la santé publique définissant les conditions de transport pour l'accès à une officine en vue de caractériser un approvisionnement en médicament compromis pour la population ;

VU le décret n° 2018-672 du 30 juillet 2018 relatif aux demandes d'autorisation de création, transfert et regroupement et aux conditions minimales d'installation des officines de pharmacie ;

Agence Régionale de Santé de Normandie
Siège régional
Espace Claude Monet
2, place Jean Nouzille
CS 55035
14050 CAEN Cedex
Tél : 02.31.70.96.96
www.ars.normandie.sante.fr

VU le décret du 17 juin 2020 portant nomination du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie, Monsieur Thomas DEROCHE, à compter du 15 juillet 2020 ;

VU l'arrêté du 30 juillet 2018 fixant la liste des pièces justificatives accompagnant toute demande de création, de transfert ou de regroupement d'officines de pharmacie ;

VU l'arrêté préfectoral de la Seine-Inférieure du 9 février 1943 portant autorisation d'exploitation d'une officine de pharmacie sise 1 rue Bochet à FORGES-LES-EAUX (licence n° 202) ;

VU l'arrêté préfectoral de la Seine-Inférieure du 4 janvier 1943 portant autorisation d'exploitation d'une officine de pharmacie sise 22 rue Maréchal Pétain à FORGES-LES-EAUX (licence n° 95) ;

VU la décision du 2 octobre 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie à compter du 2 octobre 2020 ;

VU le certificat d'inscription du 29 mars 2010 au tableau A de l'Ordre national des pharmaciens de Madame Michèle PERREAU-HARMOY, inscrite sous le numéro national d'identification RPPS 10000765445, pharmacien titulaire de l'officine de pharmacie « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE » située 1 rue Albert Bochet à FORGES-LES-EAUX (76440) ;

VU le certificat d'inscription du 20 décembre 2013 au tableau A de l'Ordre national des pharmaciens de Monsieur Christophe CLERE, inscrit sous le numéro national d'identification RPPS 10000795194, pharmacien titulaire de l'officine de pharmacie « PHARMACIE THERMALE » située 22 rue de la République à FORGES-LES-EAUX (76440) ;

VU la demande de regroupement du 24 juin 2020, réputée complète le 24 juin 2020, présentée par l'officine de pharmacie SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE », située 1 rue Albert Bochet à FORGES-LES-EAUX (76440), représentée par Madame Michèle PERREAU-HARMOY, pharmacien titulaire et présentée par l'officine de pharmacie SELARL « PHARMACIE CLERE », d'enseigne commerciale « PHARMACIE THERMALE », située 22 rue de la République à FORGES-LES-EAUX (76440), représentée par Monsieur Christophe CLERE, pharmacien titulaire, en vue de regrouper les deux officines de pharmacie à l'adresse suivante : 10 place Brévière à FORGES-LES-EAUX (76440), siège de la SELARL « PHARMACIE FORGIONNE » exploitante, issue de la fusion par absorption de la SELARL « PHARMACIE CLERE » par la SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE » ;

VU les courriers du 24 juin 2020 envoyés pour demande d'avis au représentant régional désigné de chaque syndicat représentatif de la profession et au Conseil de l'ordre des pharmaciens territorialement compétent, conformément à l'article L.5125-18 du code de la santé publique ;

VU les mails des 23 et 30 juillet 2020 du conseil de Madame Michèle PERREAU-HARMOY et de Monsieur Christophe CLERE, en réponses aux remarques du pharmacien inspecteur de l'Agence régionale de santé de Normandie en date du 20 juillet 2020 ;

VU l'avis du pharmacien inspecteur de l'Agence régionale de santé de Normandie relatif aux conditions minimales d'installation prévues aux articles R.5125-8, R.5125-9 et R.5125-10 du code de la santé publique en date du 2 septembre 2020 ;

VU l'avis du Conseil régional de l'ordre des pharmaciens de Normandie en date du 10 septembre 2020 ;

VU l'avis du représentant régional désigné pour la Normandie de la Fédération des syndicats pharmaceutiques de France en date du 10 septembre 2020 ;

VU l'avis réputé rendu, selon l'article R.5125-2 du code de la santé publique, du représentant régional désigné pour la Normandie de l'Union des syndicats de pharmaciens d'officine ;

CONSIDERANT QUE le regroupement des officines de pharmacie SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE », implantée 1 rue Albert Bochet à FORGES-LES-EAUX (76440) et SELARL « PHARMACIE CLERE », d'enseigne commerciale « PHARMACIE THERMALE », implantée 22 rue de la République à FORGES-LES-EAUX (76440), est demandé en vue d'une installation au 10 place Brévière à FORGES-LES-EAUX (76440), siège de la nouvelle société exploitante SELARL « PHARMACIE FORGIONNE », après fusion par absorption de la SELARL « PHARMACIE CLERE » par la SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE » ;

CONSIDERANT QUE la population municipale de la commune de FORGES-LES-EAUX (76440), où le regroupement est projeté, est de 3805 habitants au dernier recensement INSEE, selon le décret 2019-1546 du 30 décembre 2019, authentifiant les chiffres des populations de métropole, des départements d'outre-mer de la Guadeloupe, de la Guyane, de la Martinique et de la Réunion, de Saint-Barthélemy, de Saint-Martin et de Saint-Pierre-et-Miquelon ;

CONSIDERANT QUE l'officine de pharmacie SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE » et la « PHARMACIE THERMALE » sont distantes de 140 mètres à pied l'une de l'autre par aménagements piétonniers sécurisés dans le centre-ville de la commune déléguée de Forges-Les-Eaux, et constituent les deux officines de pharmacies très rapprochées de la commune nouvelle de FORGES-LES-EAUX ;

CONSIDERANT QUE le lieu d'accueil de l'officine de pharmacie SELARL « PHARMACIE FORGIONNE », objet du regroupement, proche des commerces et services ainsi que de la mairie, est situé sur la place principale du centre-ville de la commune déléguée de Forges-Les-Eaux, à 65 mètres à pied de la SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE » et à 200 mètres à pied de la « PHARMACIE THERMALE » ;

CONSIDERANT QUE l'officine de pharmacie dénommée « PHARMACIE CENTRALE »,de titulaires Mesdames Aurélie LESUEUR et Aurélie HARDY LEBRET, la plus proche du lieu de regroupement envisagé, sise 160 route de Neufchâtel sur la commune contigüe de SERQUEUX (76440), se retrouve, après regroupement, à même distance à 200 mètres près du lieu d'origine de la « PHARMACIE THERMALE », à 1.4 km en voiture de la SELARL « PHARMACIE FORGIONNE » ; issue du regroupement, et à la même distance à 65 mètres près de la SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE » ;

CONSIDERANT QUE les autres officines de pharmacie des communes les plus proches en voiture du lieu de regroupement de la SELARL « PHARMACIE FORGIONNE » sont : l'EURL « PHARMACIE BECQUET-CAQUELARD », de titulaire Madame Alexandra BECQUET-CAQUELARD, sise Place de la Mairie à GAILLEFONTAINE (76870), à 7.7 km du lieu de regroupement, et la « PHARMACIE VUILHORGNE », de titulaire Madame Céline VUILHORGNE, sise 8 place du Marché aux Etoupes à ARGUEIL (76780), à 9.4 km du lieu de regroupement ;

CONSIDERANT QUE le lieu de regroupement de la SELARL « PHARMACIE FORGIONNE », très visible par son emplacement central, dispose pour son accessibilité, outre des 40 emplacements de stationnement des commerces à proximité sur le même parking municipal, de 2 emplacements de stationnement pour les personnes à mobilité réduite à proximité immédiate ; qu'il n'y a pas d'abandon de la clientèle des deux officines se regroupant et qu'il s'agit d'un regroupement de proximité intra communal ;

CONSIDERANT QUE l'accès piétons se réalise depuis le parking jusqu'à l'entrée de la pharmacie suivant une pente permettant l'accès aux personnes à mobilité réduite ;

CONSIDERANT QUE l'emplacement de l'officine de pharmacie SELARL « PHARMACIE FORGIONNE » dispose d'une meilleure visibilité et accessibilité grâce aux places de stationnement à proximité, permettant un service rendu à la population plus adapté ; qu'il garantit un accès permanent du public et permet d'assurer un service de garde et d'urgence ;

CONSIDERANT QUE le lieu de regroupement de la SELARL « PHARMACIE FORGIONNE » dispose également pour son accessibilité des trottoirs communaux adaptés aux personnes à mobilité réduites entre les emplacements actuels de la SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE » et de celui de la « PHARMACIE THERMALE », avec celui de la SELARL « PHARMACIE FORGIONNE », 10 place Brévière ; le regroupement ne compromet pas l'approvisionnement nécessaire en médicaments de la population résidant dans le lieu d'origine des pharmacies ;

CONSIDERANT QU' un service de livraison à domicile sur demande de patients nécessiteux est mis en place à l'occasion de ce regroupement ;

CONSIDERANT QU'une ligne de bus régionale de transport collectif n°520 « Dieppe-Serqueux-Gisors » dispose d'un arrêt « Mairie » Place Brévière à proximité de l'officine regroupée ;

CONSIDERANT QUE le local de la SELARL « PHARMACIE FORGIONNE », lieu du regroupement, répond aux obligations imposées par les normes législatives et réglementaires applicables aux pharmacies en matière de sécurité, de confidentialité et d'accessibilité pour les personnes à mobilité réduite ;

CONSIDERANT QU' il y a amélioration des conditions d'exercice et du service de santé publique dans les locaux de la SELARL « PHARMACIE FORGIONNE » du fait de la mise en commun des compétences et personnels des deux pharmacies ainsi regroupés, permettant, entre autres, la réalisation des nouvelles missions des pharmaciens d'officine ;

CONSIDERANT QUE l'implantation de l'officine de pharmacie SELARL « PHARMACIE FORGIONNE » permet de répondre de façon optimale aux besoins en médicaments de la population desservie de la commune et résidant dans le lieu d'accueil de la pharmacie du fait du respect des conditions d'accessibilité de l'officine et des conditions minimales d'installation permettant la réalisation des missions des pharmaciens d'officine prévues à l'article L.5125-1-1 A du code de la santé publique ;

CONSIDERANT QUE l'article L.5125-5 du code de la santé publique précise que, suite à ce regroupement d'officines de pharmacies, le nombre de licences concernées par le regroupement est pris en compte dans la commune de FORGES-LES-EAUX pendant 12 ans minimum, à compter de la délivrance de l'autorisation de regroupement ;

CONSIDERANT QU'il ressort de l'ensemble de ces éléments que les conditions d'exercice de la profession et d'accueil répondent aux exigences réglementaires et que la couverture des besoins en médicaments de la population est réputée acquise ;

)

D E C I D E

ARTICLE 1 : La demande présentée par l'officine de pharmacie SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE », représentée par Madame Michèle PERREAU-HARMOY et présentée par l'officine de pharmacie SELARL « PHARMACIE CLERE », d'enseigne commerciale « PHARMACIE THERMALE », représentée par Monsieur Christophe CLERE, en vue de regrouper les deux officines de pharmacie au 10 place Brévière à FORGES-LES-EAUX (76440), après fusion par absorption de la SELARL « PHARMACIE CLERE » par la SARL « PHARMACIE DE L'HOTEL DE VILLE », est accordée.

ARTICLE 2 : La dénomination sociale de l'officine de pharmacie, objet du regroupement, est : SELARL « PHARMACIE FORGIONNE ».

ARTICLE 3 : La licence de regroupement accordée est enregistrée sous le numéro 76#000707 et se substitue aux licences n° 76#000095 et 76#000202 à la date de début d'exploitation de la nouvelle officine.

ARTICLE 4 : La présente décision ne prend effet qu'à l'issue d'un délai de trois mois à compter de sa notification. La licence est caduque de plein droit si, à l'issue du délai de trois mois, la pharmacie n'est pas ouverte au public dans les deux ans à compter de la notification de l'arrêté de licence, sauf prolongation de ce délai en cas de force majeure constatée.

ARTICLE 5 : Toute modification substantielle des conditions d'installation de l'officine est déclarée aux services compétents de l'Agence régionale de santé de Normandie et au Conseil régional de l'ordre des pharmaciens.

ARTICLE 6 : Si pour une raison quelconque, l'officine, dont le regroupement fait l'objet de la présente autorisation, cesse d'être exploitée, les pharmaciens titulaires ou leurs héritiers renvoient la présente licence à l'Agence régionale de santé de Normandie.

ARTICLE 7 : La présente décision peut faire l'objet dans un délai de deux mois :

- d'un recours gracieux auprès de la Directrice générale de l'Agence régionale de santé de Normandie, espace Claude Monet, 2 place Jean Nouzille, CS 55035 14050 Caen Cedex 4 ;
- d'un recours hiérarchique auprès de la Ministre des Solidarités et de la Santé, Direction générale de l'offre de soins, bureau R2, 14 avenue Duquesne 75350 Paris SP 07 ;
- d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif, 53 avenue Gustave Flaubert 76000 Rouen. La saisine du Tribunal administratif peut se faire via Télérecours citoyens www.telerecours.fr

Le délai de recours prend effet :

- pour les intéressés, à compter de la date de notification de la présente décision,
- pour les tiers, à compter de la date de publication de la présente décision.

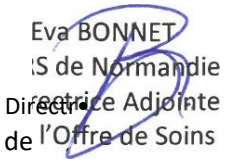
Ces recours ne suspendent pas l'application de la présente décision.

ARTICLE 8 : La Directrice générale adjointe de l'Agence régionale de santé de Normandie est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie et du département de la Seine-Maritime.

Fait à CAEN, le 5 octobre 2020

Pour Le Directeur général,

Le Directeur de l'Offre de Soins,



Directrice Adjointe
de l'Offre de Soins

Kevin LULLIEN

Agence Régionale de Santé de Normandie

R28-2020-09-25-020

Décision portant extension de capacité du service d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD) géré par l'AAJD et portant modification de son autorisation

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Normandie

DECISION PORTANT EXTENSION DE CAPACITE DU SERVICE D'EDUCATION SPECIALISEE ET DE SOINS A DOMICILE (SESSAD) GERE PAR L'ASSOCIATION POUR L'AIDE AUX ADULTES ET AUX JEUNES EN DIFFICULTE (AAJD) ET PORTANT MODIFICATION DE SON AUTORISATION

Le Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie,

VU le code de l'action sociale et des familles, partie législative notamment les articles L.312-1 à L.312-9, relatif aux établissements et services sociaux et médico-sociaux,

VU le code de l'action sociale et des familles, partie règlementaire, notamment les articles R.313-1 à D.313-14 ;

VU la loi 2002-2 du 2 janvier 2002 rénovant l'action sociale et médico-sociale ;

VU la loi 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales ;

VU la loi 2005-102 du 11 février 2005 pour l'égalité des droits et des chances, la participation et la citoyenneté des personnes handicapées ;

VU la loi 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret 2010-336 du 31 mars 2010 portant création des Agences Régionales de Santé ;

Vu le décret du 17 juin 2020 portant nomination de Monsieur Thomas DEROCHE en qualité de Directeur général de l'agence régionale de santé de Normandie à compter du 15 juillet 2020 ;

VU la décision du 3 janvier 2017 portant renouvellement d'autorisation du service d'éducation spécialisée et de soins à domicile (SESSAD) de l'AAJD ;

VU la décision du 15 juillet 2020 portant délégation de signature du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie.

CONSIDERANT l'appel à candidatures lancé le 14 février 2020 par l'Agence Régionale de Santé de Normandie pour la création d'une Unité d'Enseignement Elémentaire pour enfants avec troubles du spectre de l'Autisme (UEEA) sur l'agglomération de Cherbourg ;

CONSIDERANT le projet déposé le 3 avril 2020 par l'Association pour l'Aide aux Adultes et aux Jeunes en Difficulté (AAJD) ;

CONSIDERANT l'avis de classement du comité de sélection d'appel à candidatures lors de sa séance du 8 juin 2020 ;

CONSIDERANT que le projet est compatible avec les objectifs du Projet Régional de Santé et ceux du cahier des charges de l'appel à candidatures ;

SUR PROPOSITION de la Directrice de l'autonomie de l'Agence Régionale de Santé de Normandie ;

DECIDE

ARTICLE 1er : L'extension de capacité de 10 places du SESSAD AAJD est autorisée en lien avec la création d'une Unité d'Enseignement Elémentaire pour enfants avec troubles du spectre de l'Autisme (UEEA) sur la communauté urbaine de Cherbourg, dispositif de scolarisation adaptée, de droit commun, bénéficiant d'un appui renforcé du SESSAD AAJD.

ARTICLE 2 : La capacité totale du SESSAD est fixée à 125 places réparties comme suit :

- 30 places pour enfants et adolescents de 6 à 20 ans présentant des difficultés psychologiques avec troubles du comportement pour le secteur du Centre Manche dont 8 dédiées aux enfants précédemment accompagnés par l'ITEP AAJD,
- 49 places pour enfants et adolescents de 6 à 20 ans présentant des difficultés psychologiques avec troubles du comportement pour le secteur du Nord Cotentin dont 8 dédiées aux enfants précédemment accompagnés par l'ITEP AAJD,
- 25 places pour enfants et adolescents de 6 à 20 ans souffrant de déficience intellectuelle pour le secteur Centre Manche,
- 4 places pour enfants et adolescents présentant des troubles du spectre autistique pour le secteur centre Manche
- 7 places pour enfants présentant des troubles du spectre autistique, âgés de 3 à 6 ans scolarisés au sein de l'unité d'enseignement maternelle,
- 10 places pour enfants présentant des troubles du spectre autistique, âgées de 6 à 11 ans scolarisés au sein de l'unité d'enseignement élémentaire.

ARTICLE 3 : L'autorisation du SESSAD est modifiée et sera enregistrée au fichier national des établissements sanitaires et sociaux FINESS selon les caractéristiques suivantes :

Entité juridique : AAJD **N°FINESS** : 500010301 **Statut juridique** : Association Loi 1901 Reconnue d'Utilité Publique	**Entité Etablissement** : SESSAD AAJD Centre Manche Agneaux (site principal) **N°FINESS** : 500020037 **Catégorie d'établissement** : 182 - SESSAD **Mode de financement** : 34-ARS DG

Site principal à Agneaux (N°FINESS : 500020037) :

Difficultés psychologiques avec troubles du comportement
Discipline : 844 – tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques Public accueilli ou accompagné : 200 – difficultés psychologiques avec troubles du comportement Mode d'accueil et d'accompagnement : 16 – prestations en milieu ordinaire Capacité précédente : 30 places **Capacité totale autorisée : 30 places (dont 8 dédiées aux enfants accompagnés par l'ITEP AAJD)**
Déficience intellectuelle
Discipline : 844 – tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques Public accueilli ou accompagné : 117 – déficience intellectuelle Mode d'accueil et d'accompagnement : 16 – prestations en milieu ordinaire Capacité précédente : 25 places **Capacité totale autorisée : 25 places**
Troubles du spectre autistique
Discipline : 844 – tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques Public accueilli ou accompagné : 437 – Troubles du spectre de l'autisme Mode d'accueil et d'accompagnement : 16 – prestations en milieu ordinaire Capacité précédente : 4 places **Capacité totale autorisée : 4 places**

Site secondaire à Tourlaville (N°FINESS : 500020813) :

Difficultés psychologiques avec troubles du comportement
Discipline : 844 – tous projets éducatifs, pédagogiques et thérapeutiques Public accueilli ou accompagné : 200 – difficultés psychologiques avec troubles du comportement Mode d'accueil et d'accompagnement : 16 – prestations en milieu ordinaire Capacité précédente : 49 places **Capacité totale autorisée : 49 places (dont 8 dédiées aux enfants accompagnés par l'ITEP AAJD)**
Unité d'Enseignement Elémentaire
Discipline : 841 – accompagnement dans l'acquisition de l'autonomie et la scolarisation Public accueilli ou accompagné : 437 – Troubles du spectre de l'autisme Mode d'accueil et d'accompagnement : 16 – prestations en milieu ordinaire Capacité précédente : / **Capacité totale autorisée : 10 places**

Site secondaire à Saint-Lô (N°FINESS : 500023023) :

Unité d'Enseignement Maternelle
Discipline : 840 – accompagnement précoce de jeunes enfants Public accueilli ou accompagné : 437 – Troubles du spectre de l'autisme Mode d'accueil et d'accompagnement : 21 – Accueil de jour Capacité précédente : 7 places **Capacité totale autorisée : 7 places**

ARTICLE 4: En application de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, cette autorisation est accordée pour 15 ans à compter du 4 janvier 2017 soit jusqu'au 3 janvier 2032. Son renouvellement total ou partiel sera exclusivement subordonné aux résultats de l'évaluation externe mentionnée à l'article L. 312-8 dans les conditions prévues à l'article L.313-5 du Code de l'Action Sociale et des Familles.

ARTICLE 5 : En application de l'article L.313-1 du code de l'action sociale et des familles, l'autorisation de création de l'unité d'enseignement élémentaire sera réputée caduque en l'absence d'ouverture dans un délai de quatre ans suivant la notification de la décision.

ARTICLE 6 : Tout changement important dans l'activité, l'installation, l'organisation, la direction ou le fonctionnement de l'établissement, par rapport aux caractéristiques prises en considération pour son autorisation, devra être porté à la connaissance de l'autorité ou des autorités compétentes selon l'article L.313 1 du code de l'action sociale et des familles. L'autorisation ne peut être cédée sans l'accord de l'autorité ou des autorités compétentes concernées.

ARTICLE 7 : Cette décision peut faire l'objet, dans le délai de deux mois francs à compter de la date de notification au pétitionnaire ou de sa publication aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie et de la préfecture de la Manche :

- d'un recours gracieux auprès du Directeur général de l'Agence Régionale de Santé de Normandie,
- d'un recours hiérarchique auprès du Ministre des Solidarités et de la Santé,
- d'un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen. Cette saisine peut se faire via l'application « Télérecours citoyen » : www.telerecours.fr

ARTICLE 8 : La Directrice de l'autonomie de l'Agence Régionale de Santé de Normandie est chargée de l'exécution de la présente décision qui sera notifiée au représentant légal de l'établissement susvisé et publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie et de la préfecture de la Manche.

Fait à CAEN, le 25 SEP. 2020

P/Le Directeur général
de l'ARS de Normandie,

La Directrice générale adjointe

Thierry NOGUERA

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2020-10-01-056

DECISION PORTANT RENOUVELLEMENT DE L’AUTORISATION D’EXERCER L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE AU PROFIT DE LA POLYCLINIQUE DE DEAUVILLE

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Normandie

DECISION PORTANT

RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE

AU PROFIT
DE LA POLYCLINIQUE DE DEAUVILLE

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

DE NORMANDIE

VU le Code de la Santé Publique et notamment :

- ses articles L 6322-1 à L 6322-3 relatifs à la chirurgie esthétique ;
- ses articles R 6322-1 à R 6122-29 relatifs aux conditions d'autorisation en matière de chirurgie esthétique ;
- son article D 6322-30 relatif au délai de réflexion préalable à toute prestation de chirurgie esthétique ;
- ses articles D 6322-31 à D 6322-47 relatifs aux conditions techniques de fonctionnement applicables aux installations de chirurgie esthétique ;
- son article D 6322-48 relatif à la visite de conformité des installations de chirurgie esthétique ;

VU l'ordonnance n° 2018-4 du 3 janvier 2018 relative à la simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2017-129 du 3 février 2017 relatif à la prévention des infections associées aux soins

VU le décret du 17 juin 2020 portant nomination de Monsieur Thomas DEROCHE en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie ;

VU la circulaire DGS/SD 2B/DHOS/O4 n° 2005-576 du 23 décembre 2005 relative à **l'autorisation et au fonctionnement des installations de chirurgie esthétique** ;

VU la décision en date du 28 mai 2015 de la Directrice générale de l'ARS de Basse-Normandie portant renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique au profit de la Polyclinique de Deauville pour une durée de cinq ans à compter du 4 mai 2016 ;

VU la demande présentée le 12 août 2020 par Monsieur le Directeur de la Polyclinique de Deauville en vue du renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique au sein de son établissement ;

VU le rapport établi par Madame Sandrine MERLE, référent établissements de santé à l'Agence Régionale de Santé de Normandie ;

CONSIDERANT les résultats de l'évaluation réalisée par le titulaire d'autorisation en application de l'article R 6322-4 du code de santé publique ;

CONSIDERANT que les installations de chirurgie esthétique et leur utilisation au sein de la Polyclinique de Deauville satisfont aux conditions d'autorisation fixées aux articles R 6322-14 à R 6322-30 du code de la santé publique ainsi qu'aux conditions techniques de fonctionnement prévues par l'article L 6322-3 du code de la santé publique et définies par les articles D 6322-31 à D 6322-47 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT cependant que l'établissement devra veiller à renouveler la convention avec le Centre Hospitalier de la Côté Fleurie pour le recours aux urgences et à la SMUR ; le renouvellement de cette convention pourra également être l'occasion de procéder à un toilettage de l'ensemble des conventions ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La demande présentée le 12 août 2020 par Monsieur le Directeur de la Polyclinique de Deauville en vue du renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique au sein de son établissement est **acceptée.**

ARTICLE 2 : Ce renouvellement prendra effet à compter du 4 mai 2021 pour une durée de cinq ans soit jusqu'au 3 mai 2026.

ARTICLE 3 : En application de l'article R 6322-3 du code de santé publique, le titulaire de l'autorisation devra adresser son dossier de renouvellement de la présente autorisation huit mois au moins et douze mois au plus avant l'achèvement de la durée de l'autorisation (3 mai 2026), soit entre le 3 mai 2025 et le 3 septembre 2025.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions de l'article L 6122-10-1 du Code de la Santé Publique, la présente décision est susceptible d'un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des Solidarités et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

Conformément aux dispositions de l'article R 6122-42 du Code de la Santé Publique, ce recours hiérarchique peut être formé auprès de Madame la Ministre des Solidarités et de la Santé, à la Direction générale de l'organisation des soins, bureau R3, 14 avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP, par tout intéressé dans un délai de deux mois à compter de la notification (en ce qui concerne le demandeur) ou de la publication (en ce qui concerne les tiers) de la présente décision.

ARTICLE 5 : Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Caen par tout intéressé dans un délai de deux mois à compter de la notification (en ce qui concerne le demandeur) ou de la publication (en ce qui concerne les tiers) de la présente décision. La saisine du Tribunal Administratif de Caen pouvant se faire de manière dématérialisée via la nouvelle modalité de Télérecours citoyen sur le site suivant www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : Par application des dispositions de l'article R 6322-9 du code de la santé publique, la présente décision sera notifiée sous pli recommandé avec accusé de réception à Monsieur le directeur de la Polyclinique de Deauville et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Calvados.

ARTICLE 7 : La Directrice Générale adjointe de l'Agence Régionale de Santé de Normandie, est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à CAEN, le 1er octobre 2020

Le Directeur général

Eva BONNET
S de Normandie
Directrice Adjointe
de l'Offre de Soins
Thomas DEROCHE

Agence régionale de santé de Normandie

R28-2020-10-12-004

DECISION PORTANT RENOUVELLEMENT DE L’AUTORISATION D’EXERCER L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE AU PROFIT DE LA POLYCLINIQUE DU PARC DE CAEN

RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
Liberté
Égalité
Fraternité

Agence Régionale de Santé Normandie

DECISION PORTANT

RENOUVELLEMENT DE L'AUTORISATION D'EXERCER L'ACTIVITE DE CHIRURGIE ESTHETIQUE

AU PROFIT
DE LA POLYCLINIQUE DU PARC DE CAEN

LE DIRECTEUR GENERAL DE L'AGENCE REGIONALE DE SANTE

DE NORMANDIE

VU le Code de la Santé Publique et notamment :

- ses articles L 6322-1 à L 6322-3 relatifs à la chirurgie esthétique ;
- ses articles R 6322-1 à R 6122-29 relatifs aux conditions d'autorisation en matière de chirurgie esthétique ;
- son article D 6322-30 relatif au délai de réflexion préalable à toute prestation de chirurgie esthétique ;
- ses articles D 6322-31 à D 6322-47 relatifs aux conditions techniques de fonctionnement applicables aux installations de chirurgie esthétique ;
- son article D 6322-48 relatif à la visite de conformité des installations de chirurgie esthétique ;

VU l'ordonnance n° 2018-4 du 3 janvier 2018 relative à la simplification et à la modernisation des régimes d'autorisation des activités de soins et d'équipements matériels lourds ;

VU la loi n° 2009-879 du 21 juillet 2009 portant réforme de l'hôpital et relative aux patients, à la santé et aux territoires ;

VU le décret n° 2017-129 du 3 février 2017 relatif à la prévention des infections associées aux soins ;

VU le décret du 17 juin 2020 portant nomination de Monsieur Thomas DEROCHE en qualité de Directeur général de l'Agence régionale de santé de Normandie ;

VU la circulaire DGS/SD 2B/DHOS/O4 n° 2005-576 du 23 décembre 2005 relative à l'autorisation et au fonctionnement des installations de chirurgie esthétique ;

VU la décision en date du 6 janvier 2016 de la Directrice générale de l'Agence Régionale de Santé de Normandie portant renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique au profit de la Polyclinique du Parc pour une durée de cinq ans à compter du 4 mai 2016 ;

VU la demande présentée le 04 septembre 2020 par Monsieur le Directeur de la Polyclinique du Parc en vue du renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique au sein de son établissement ;

VU le rapport établi par Madame Sandrine MERLE, référent établissements de santé à l'Agence régionale de santé de Normandie ;

CONSIDERANT les résultats de l'évaluation réalisée par le titulaire de l'autorisation en application de l'article R 6322-4 du code de santé publique ;

CONSIDERANT que les installations de chirurgie esthétique et leur utilisation au sein de la Polyclinique du Parc satisfont aux conditions d'autorisation fixées aux articles R 6322-14 à R 6322-30 du code de la santé publique ainsi qu'aux conditions techniques de fonctionnement prévues par l'article L 6322-3 du code de la santé publique et définies par les articles D 6322-31 à D 6322-47 du code de la santé publique ;

CONSIDERANT cependant que l'établissement devra adresser sans délai à l'Agence régionale de santé de Normandie :

- Un exemple de devis et de consentement éclairé remis aux patients,
- Le planning des trois derniers mois des praticiens intervenant dans l'activité de chirurgie esthétique afin de s'assurer d'une continuité des soins,
- Le planning du bloc ;

DECIDE

ARTICLE 1 : La demande présentée le 4 septembre 2020 par Monsieur le Directeur de la Polyclinique du Parc en vue du renouvellement de l'autorisation d'exercer l'activité de chirurgie esthétique au sein de son établissement est **acceptée.**

ARTICLE 2 : Ce renouvellement prendra effet à compter du 4 mai 2021 pour une durée de cinq ans soit jusqu'au 3 mai 2026.

ARTICLE 3 : En application de l'article R 6322-3 du code de santé publique, le titulaire de l'autorisation devra adresser son dossier de renouvellement de la présente autorisation huit mois au moins et douze mois au plus avant l'achèvement de la durée de l'autorisation (3 mai 2026), soit entre le 3 mai 2025 et le 3 septembre 2025.

ARTICLE 4 : Conformément aux dispositions de l'article L 6122-10-1 du Code de la Santé Publique, la présente décision est susceptible d'un recours hiérarchique auprès de Madame la Ministre des Solidarités et de la Santé. Ce recours hiérarchique ne constitue pas un préalable obligatoire au recours contentieux.

Conformément aux dispositions de l'article R 6122-42 du Code de la Santé Publique, ce recours hiérarchique peut être formé auprès de Madame la Ministre des Solidarités et de la Santé, à la Direction générale de l'organisation des soins, bureau R3, 14 avenue Duquesne, 75350 PARIS 07 SP, par tout intéressé dans un délai de deux mois à compter de la notification (en ce qui concerne le demandeur) ou de la publication (en ce qui concerne les tiers) de la présente décision.

ARTICLE 5 : Un recours contentieux peut être formé devant le Tribunal Administratif de Caen par tout intéressé dans un délai de deux mois à compter de la notification (en ce qui concerne le demandeur) ou de la publication (en ce qui concerne les tiers) de la présente décision. La saisine du Tribunal Administratif de Caen pouvant se faire de manière dématérialisée via la nouvelle modalité de Télérecours citoyen sur le site suivant www.telerecours.fr.

ARTICLE 6 : Par application des dispositions de l'article R 6322-9 du code de la santé publique, la présente décision sera notifiée sous pli recommandé avec accusé de réception à Monsieur le Directeur de la Polyclinique du Parc et publiée au recueil des actes administratifs de la préfecture du département du Calvados.

ARTICLE 7 : La Directrice Générale adjointe de l'Agence régionale de santé de Normandie, est chargée de l'exécution de la présente décision.

Fait à CAEN, le 12 octobre 2020

Le Directeur général

Eva BONNET
ARS de Normandie
Directrice Adjointe
de l'Offre de Soins

Thomas DEROCHE

Direction de la sécurité sociale

R28-2020-10-15-002

Arrêté modificatif n°2 du 15 octobre 2020 portant modification de la composition du conseil départemental de la Manche au sein du conseil d’administration de l’union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d’allocations familiales de Basse-Normandie

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE

Arrêté modificatif n°2 du 15 octobre 2020 portant modification de la composition du conseil départemental de la Manche au sein du conseil d'administration de l'union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Basse-Normandie

Le ministre des solidarités et de la santé

Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles D. 213-7, D. 231-2 et D. 231-3,

Vu l'arrêté ministériel du 16 janvier 2018 portant nomination des membres du conseil départemental de la Manche au sein du conseil d'administration de l'union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Basse-Normandie,

Vu l'arrêté modificatif du 2 août 2019,

Vu les désignations formulées par la Confédération générale du travail (CGT) et le Mouvement des entreprises de France (MEDEF) le 9 octobre 2020,

ARRETE

Article 1

L'arrêté ministériel du 16 janvier 2018 susvisé portant nomination des membres du conseil départemental de la Manche au sein du conseil d'administration de l'union pour le recouvrement des cotisations de sécurité sociale et d'allocations familiales de Basse-Normandie est modifié comme suit :

Dans la liste des représentants des assurés sociaux désignés au titre de la Confédération générale du travail (CGT) :

- remplace Monsieur Alain MANIVIT en tant que membre suppléant :
  Monsieur Bertrand DUBOURG

- le siège de membre titulaire de Monsieur Xavier GANCEL est déclaré vacant

Dans la liste des représentants des employeurs désignés au titre du Mouvement des entreprises de France (MEDEF), remplace Madame Karine CHEVALIER en tant que membre titulaire :

Monsieur Freddy MAMBOUR

Article 2

Le chef de l'antenne interrégionale de Rennes de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Fait à Rennes, le 15 octobre 2020

Le ministre des solidarités et de la santé,

Pour le ministre et par délégation,
Le chef de l'antenne interrégionale de Rennes
de la mission nationale de contrôle et d'audit
des organismes de sécurité sociale



Lionel CADET

Direction de la sécurité sociale

R28-2020-10-15-001

Arrêté modificatif n°6 du 15 octobre 2020 portant modification de la composition du conseil d’administration de la caisse d’allocations familiales de la Manche

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

REPUBLIQUE FRANCAISE
MINISTERE DES SOLIDARITES ET DE LA SANTE

Arrêté modificatif n°6 du 15 octobre 2020 portant modification de la composition du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de la Manche

Le ministre des solidarités et de la santé

Vu le code de la sécurité sociale et notamment les articles L. 212-2, D. 231-1 à D. 231-4,

Vu l'arrêté ministériel du 4 janvier 2018 portant nomination des membres du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de la Manche,

Vu les arrêtés modificatifs des 8 mars, 26 novembre, 11 décembre 2018, 4 avril 2019 et 17 janvier 2020,

Vu les désignations formulées par la Confédération générale du travail (CGT),

ARRETE

Article 1

L'arrêté ministériel du 4 janvier 2018 susvisé portant nomination des membres du conseil d'administration de la caisse d'allocations familiales de la Manche est modifié comme suit :

Dans la liste des représentants des assurés sociaux désignés au titre de la Confédération générale du travail (CGT) :

- remplace Monsieur Gilles RICCI en tant que membre titulaire :

Monsieur Bertrand LEFRANC
précédemment suppléant

- remplace Monsieur Dominique NOEL en tant que membre suppléant :

Monsieur Thierry LECLERE

Article 2

Le chef de l'antenne interrégionale de Rennes de la mission nationale de contrôle et d'audit des organismes de sécurité sociale est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au Recueil des Actes Administratifs de la préfecture de la région Normandie.

Fait à Rennes, le 15 octobre 2020

Le ministre des solidarités et de la santé,

Pour le ministre et par délégation,
Le chef de l'antenne interrégionale de Rennes
de la mission nationale de contrôle et d'audit
des organismes de sécurité sociale



Lionel CADET

Direction interrégionale de la Mer Manche Est - Mer du Nord

R28-2020-10-08-003

Arrêté n°189-2020 en date du 08/10/2020 fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction interrégionale de la mer
Manche Est – Mer du Nord

Service Régulation des Activités et des Emplois Maritimes
Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 8 octobre 2020

ARRÊTÉ n°189 /2020

Fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe)

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Officier de l'ordre de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu la convention de coopération interservices du 11 décembre 2017 des préfets de la Manche, du Calvados, de la Somme, du Pas-de-Calais, du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime et du préfet de la région Hauts-de-France, pour la création d'une délégation interservices (DIS) chargée d'assurer la police sanitaire de la pêche des pectinidés pour les zones de pêche non classées dans les eaux au large de la façade maritime Manche-Est – mer du Nord, assurée par le directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord (DIRM-MEMN) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°71/2019 du 24 mai 2019 portant réglementation de la pêche du pétoncle blanc –vanneau- (*Aequipecten opercularis*) en Manche-Est (Zone CIEM VIId) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°126/2020 du 10 juillet 2020 portant sectorisation pour le suivi sanitaire et la gestion des zones de pêche de pétoncles blancs vanneaux (*Aequipecten opercularis*) en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) ;

Vu l'arrêté du préfet de la Manche du 11 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département de la Manche ;

Vu l'arrêté du préfet de la Seine-Maritime du 21 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département de la Seine-Maritime ;

Vu l'arrêté du préfet du Calvados du 15 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département du Calvados ;

Vu la décision directoriale n°734/2020 du 23 septembre 2020 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité pour les actes et les décisions en matière de police sanitaire pour les zones de pêche des pectinidés en Manche Est – Mer du Nord ;

Considérant l'absence de prélèvements sanitaires dans la zone Hanois de pêche en Manche-Est ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord ;

ARRÊTE

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Article 1 :

A compter de la diffusion du présent arrêté, le statut des zones de pêche du pétoncle est défini dans le tableau ci-dessous :

Secteur	Zones	Statut de la zone
Manche-Est	1	FERME Absence de prélèvement sanitaire
	2	FERME Absence de prélèvement sanitaire
	3	FERME Absence de prélèvement sanitaire
Manche-Ouest	Casquets	OUVERT
	Hanois	FERME Absence de prélèvement sanitaire
	Sercq	OUVERT

Article 2 :

L'arrêté n°179/2020 du 2 octobre 2020 fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) est abrogé.

Article 3 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Normandie.

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur interrégional et par subdélégation,

Par délégation,
La cheffe du service
régulation des activités et des emplois maritimes
Muriel ROUYER

Collection des décisions: préfecture Normandie
Destinataires :
CNSP – CROSS Etel
DDTM-DML 50, 14, 76, 22, 35
DDPP 50, 76, 14, 22, 35
DRAAF Normandie
DGAL
DIRM NAMO
Groupement de gendarmerie maritime Manche Mer du Nord
DR SGC Douanes (Rouen)
CRPMEM Normandie, Bretagne.
OP CME, FROM Nord, OPN
IFREMER Port-en-Bessin,
DIRMer MEMNor

Direction interrégionale de la Mer Manche Est - Mer du Nord

R28-2020-10-14-001

Arrêté n°191/2020 en date du 14/10/2020 encadrant la pêche à pied des moules sur les gisements naturels du Boulonnais (département du Pas-de-Calais)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction interrégionale de la mer
Manche Est – Mer du Nord

Le Havre, le 14 octobre 2020

Service Régulation des Activités et des Emplois Maritimes
Unité Réglementation des Ressources Marines

ARRÊTÉ n° 191 / 2020
Encadrant la pêche à pied des moules sur les gisements naturels du Boulonnais (Département du Pas-de-Calais)

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Officier de l'ordre de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

VU le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 relatif au pouvoir des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'état dans les régions et les départements ;

VU l'arrêté du préfet du Pas-de-Calais du 23 août 2019 portant classement de salubrité des zones de production des coquillages vivants du Pas-de-Calais ;

VU l'arrêté préfectoral n°21/2015 du 10 février 2015 portant réglementation de l'exercice de la pêche à pied des moules sur les gisements naturels du Boulonnais (département du Pas-de-Calais) ;

VU l'arrêté préfectoral n° 5/2020 du 08 janvier 2020 rendant obligatoire la délibération n° 24/2019 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Hauts de France relative à l'attribution des licences de pêche à pied professionnelle ;

VU l'arrêté préfectoral n° 94/2020 du 15 mai 2020 rendant obligatoire la délibération n° 16/2020 du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Hauts de France fixant les contingents de licences de pêche à pied mention « coques », « moules Pas-de-Calais », « moules Somme » et « lavignons » pour la campagne 2020 – 2021 ;

VU l'arrêté préfectoral n° SGAR/20.047 du28 août 2020 portant délégation de signature en matière d'activités à Monsieur Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord ;

VU la décision directoriale n° 640/2020 du 3 septembre 2020 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;

CONSIDÉRANT les échanges avec le Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale ; l'avis du comité régional des pêches maritimes et des élevages marins des Hauts de France et des membres de la commission de visite des gisements naturels de moules réunie le 18 septembre 2020 ;

CONSIDÉRANT les stocks disponibles sur les différents gisements de moules du Boulonnais ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

CONSIDÉRANT la demande de la Direction départementale des territoires et de la mer du Pas-de-Calais du 13 octobre 2020 ;

SUR proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord ;

ARRETE

Article 1er : Date et lieux d'ouverture

A compter du vendredi 16 octobre 2020 et dans le respect des dispositions fixées par l'arrêté préfectoral n°21/2015 susvisé, la pêche à pied des moules, à titre professionnel et de loisir, est autorisée ou interdite sur les gisements classés selon le tableau suivant :

Zone de Production	Commune Concernée	Limites	Gisements concernés	Statut
62.03	SANGATTE	Toute la commune	Gisement du Blanc Nez	FERME
62.04	WISSANT	Toute la commune	Gisement de Saint Pô	FERME
62.05	AUDINGHEN	De l'extrémité ouest de la concession d'élevage de moules sur bouchots Au Cap Gris Nez	Gisements d'Audinghen nord : La Sirène – Les Paulardes	FERME
62.06.01		Du Cap Gris Nez à la limite sud De la commune d'Audinghen	Gisements d'Audinghen sud : Cran aux Oeufs – La Vierge	FERME
	AUDRESSELLES	Toute la commune	Gisements d'Audresselles	FERME
62.06.02	AMBLETEUSE	Toute la commune	Gisements d'Ambleteuse	FERME
	WIMEREUX	De la limite des communes d'Ambleteuse/Wimereux jusqu'au parking des allemands		FERME
62.07.01		Du parking des allemandsAu centre de secours de Wimereux	Gisement de La pointe aux Oies	OUVERT
			Gisements : La Pointe de la Rochette L'Ailette	OUVERT
62.07.02		Du centre de secours de Wimereux À 50 m au nord De la digue nord de Boulogne/Mer	Gisements : Fort de Croy Pointe de la Crèche	OUVERT
62.09	LE PORTEL	De 50 m au sud de la digue Carnot à la limite sud de la commune du Portel (sauf dalle De béton de l'Hoverport	Gisement du Fort de l'Heurt	OUVERT
			Rieu de Cat, Alprech, Ningles	OUVERT
	EQUIHEN	Toute la commune	Gisement d'Equihen	OUVERT

Pour toutes les autres zones non classées, ne figurant pas dans le tableau ci-dessus, la pêche à pied des moules, à titre professionnel ou de loisir, est interdite.

La pêche peut être interdite par arrêté du Préfet de département en cas d'alerte sanitaire sur une ou plusieurs zones.

Article 2 :

L'arrêté n° 117/2020 du 24 juin 2020 encadrant la pêche à pied des moules sur les gisements naturels du Boulonnais (Département du Pas-de-Calais) est abrogé.

Article 3 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est-Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs des préfectures de région Normandie et Hauts-de-France.

Pour le préfet et par délégation,
Pour le directeur interrégional et par subdélégation,

Par délégation,
La [illegible] du service
régulation des activités des emplois maritimes
Muriel ROUYER

Destinataires :
- CNSP CROSS Etel
- CACEM
- Sous-Préfecture de Calais et Boulogne-sur-Mer
- DDTM-Dml 62- 59- Ulam 62
- DDPP 62
- Centre IFREMER de Boulogne-sur-mer
- Parc naturel marin des estuaires picards et de la mer d'Opale
- Toutes mairies littorales du Pas-de-Calais de Calais à Equihen Plage (pour affichage)
- Associations de pêcheurs de loisir
- C.R.P.M.E.M. des Hauts de France
- Vedette de surveillance littorale *ARMOISE*
- Gendarmerie maritime : *vedette Scarpe P604 - BSL* Boulogne sur mer
- Brigade Nautique de Gendarmerie de Calais
- Compagnie de gendarmerie départementale de Calais

Direction interrégionale de la Mer Manche Est - Mer du Nord

R28-2020-10-15-003

Arrêté n°194/2020 en date du 15/10/2020 fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction interrégionale de la mer
Manche Est – Mer du Nord

Service Régulation des Activités et des Emplois Maritimes
Unité Réglementation des Ressources Marines

Le Havre, le 15 octobre 2020

ARRÊTÉ n° 194 /2020

Fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe)

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Officier de l'ordre de la Légion d'honneur
Officier de l'Ordre National du Mérite

Vu le code rural et de la pêche maritime, notamment son livre IX dans ses parties législative et réglementaire ;

Vu la convention de coopération interservices du 11 décembre 2017 des préfets de la Manche, du Calvados, de la Somme, du Pas-de-Calais, du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime et du préfet de la région Hauts-de-France, pour la création d'une délégation interservices (DIS) chargée d'assurer la police sanitaire de la pêche des pectinidés pour les zones de pêche non classées dans les eaux au large de la façade maritime Manche-Est – mer du Nord, assurée par le directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord (DIRM-MEMN) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°71/2019 du 24 mai 2019 portant réglementation de la pêche du pétoncle blanc – vanneau- (*Aequipecten opercularis*) en Manche-Est (Zone CIEM VIId) ;

Vu l'arrêté préfectoral n°126/2020 du 10 juillet 2020 portant sectorisation pour le suivi sanitaire et la gestion des zones de pêche de pétoncles blancs vanneaux (*Aequipecten opercularis*) en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) ;

Vu l'arrêté du préfet de la Manche du 11 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département de la Manche ;

Vu l'arrêté du préfet de la Seine-Maritime du 21 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département de la Seine-Maritime ;

Vu l'arrêté du préfet du Calvados du 15 septembre 2020 portant délégation de signature à M. Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche-Est – mer du Nord, à l'effet de signer les actes en rapport avec les attributions de la délégation interservices « pectinidés » Manche-Est-mer du Nord du département du Calvados ;

Vu la décision directoriale n°734/2020 du 23 septembre 2020 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité pour les actes et les décisions en matière de police sanitaire pour les zones de pêche des pectinidés en Manche Est – Mer du Nord ;

Considérant l'absence de prélèvements sanitaires dans la zone Etac de Sercq de pêche en Manche-Est ;

Sur proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord ;

ARRÊTE

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

www.dirm.memn.developpement-durable.gouv.fr

Article 1 :

A compter de la diffusion du présent arrêté, le statut des zones de pêche du pétoncle est défini dans le tableau ci-dessous :

Secteur	Zones	Statut de la zone
Manche-Est	1	FERME Absence de prélèvement sanitaire
	2	FERME Absence de prélèvement sanitaire
	3	FERME Absence de prélèvement sanitaire
Manche-Ouest	Casquets	OUVERT
	Hanois	FERME Absence de prélèvement sanitaire
	Sercq	FERME Absence de prélèvement sanitaire

Article 2 :

L'arrêté n°189/2020 du 8 octobre 2020 fixant le régime des zones de pêche du pétoncle en Manche (Zones CIEM VIId et VIIe) est abrogé.

Article 3 :

Le directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la région Normandie.

Pour le préfet et par délégation
Pour le directeur interrégional et par subdélégation,

Par délégation,
La cheffe du service
régulation des activités et des emplois maritimes
Muriel ROUYER

Collection des décisions: préfecture Normandie
Destinataires :
CNSP – CROSS Etel
DDTM-DML 50, 14, 76, 22, 35
DDPP 50, 76, 14, 22, 35
DRAAF Normandie
DGAL
DIRM NAMO
Groupement de gendarmerie maritime Manche Mer du Nord
Douanes
CRPMEM Normandie, Bretagne.
OP CME, FROM Nord, OPN
IFREMER Port-en-Bessin,
DIRMer MEMNor

Direction interrégionale de la Mer Manche Est - Mer du Nord

R28-2020-10-09-002

Décision n° 835/2020 en date du 09/10/2020 portant reconduction d’un pilote au sein de la station de pilotage de la Seine - M. BLANCHARD Mikaël

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction interrégionale de la mer
Manche Est – mer du Nord

Service de Contrôle des Activités Maritimes

Le Havre, le 09 octobre 2020

DÉCISION n° 835 / 2020

Portant reconduction d'un pilote au sein de la station de pilotage de la Seine

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Code des transports ;

VU le Code des ports maritimes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-130 du 11 février 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;

VU l'arrêté du 08 avril 1991 relatif aux conditions d'aptitude aux fonctions de pilote et de capitaine pilote ;

VU l'arrêté n° 140/2005 du 13 mai 2005 modifié portant règlement local de la station de pilotage de la Seine ;

VU l'arrêté préfectoral N° SGAR/20-047 du 28 août 2020 du préfet de la région Normandie portant délégation de signature en matière d'activités à M. Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord, notamment en matière de tutelle des stations de pilotage ;

VU la décision n° 640 /2020 du 3 septembre 2020 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;

VU la demande de monsieur le président de la station de pilotage de la Seine pour renouveler la carte d'identité professionnelle de monsieur BLANCHARD Mikaël ;

SUR proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99 – mèl : dirm-memn@developpement-durable.gouv.fr
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

DÉCIDE :

Article 1 :

Monsieur BLANCHARD Mikaël, né le 18/11/1976 à Harfleur (76), identifié au quartier du Havre sous le n° 19940543, est reconduit pour une durée de dix ans en qualité de pilote près de la station de pilotage de la Seine à compter du 01 avril 2020.

Article 2 :

Le Directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Normandie.

Pour le préfet et par subdélégation,

L'adjoint au directeur interrégional
de la mer Manche Est - Mer du Nord
Sébastien ROUX

Collection des décisions :
M. BLANCHARD Mikaël
Station de pilotage de la Seine
DDTM / DML 76
DGITM /DST / PTF2
Dossier SCAM

Direction interrégionale de la mer Manche est - Mer du Nord

R28-2020-10-09-004

Décision n° 836/2020 en date du 09/10/2020 portant reconduction d’un pilote au sein de la station de pilotage de la Seine - M. GUILLY Jean-Sébastien

STATION PILOTAGE

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction interrégionale de la mer
Manche Est – mer du Nord

Service de Contrôle des Activités Maritimes

Le Havre, le 09 octobre 2020

DÉCISION n° 836 / 2020

Portant reconduction d'un pilote au sein de la station de pilotage de la Seine

Le préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime
Officier de la légion d'honneur
Officier de l'ordre national du mérite

VU le Code des transports ;

VU le Code des ports maritimes ;

VU le décret n° 2004-374 du 29 avril 2004 modifié, relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

VU le décret n° 2010-130 du 11 février 2010 modifié relatif à l'organisation et aux missions des directions interrégionales de la mer ;

VU l'arrêté du 08 avril 1991 relatif aux conditions d'aptitude aux fonctions de pilote et de capitaine pilote ;

VU l'arrêté n° 140/2005 du 13 mai 2005 modifié portant règlement local de la station de pilotage de la Seine ;

VU l'arrêté préfectoral N° SGAR/20-047 du 28 août 2020 du préfet de la région Normandie portant délégation de signature en matière d'activités à M. Hervé THOMAS, directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord, notamment en matière de tutelle des stations de pilotage ;

VU la décision n° 640 /2020 du 3 septembre 2020 portant subdélégation de signature du directeur interrégional de la mer Manche Est – Mer du Nord aux personnes placées sous sa responsabilité en matière d'activités maritimes et littorales ;

VU la demande de monsieur le président de la station de pilotage de la Seine pour renouveler la carte d'identité professionnelle de monsieur GUILLY Jean-Sébastien ;

SUR proposition du directeur interrégional de la mer Manche Est-mer du Nord ;

Horaires d'ouverture : 9h00-12h00 / 14h00-16h00
Tél. : 33 (0) 2 35 19 29 99 – mèl : dirm-memn@developpement-durable.gouv.fr
4 rue du Colonel Fabien – BP 34 - 76083 LE HAVRE Cedex

DÉCIDE :

Article 1 :

Monsieur GUILLY Jean-Sébastien, né le 01/12/1976 à Blois (41), identifié au quartier de Boulogne-sur-Mer sous le n° 19960407, est reconduit pour une durée de dix ans en qualité de pilote près de la station de pilotage de la Seine à compter du 01 avril 2020.

Article 2 :

Le Directeur interrégional de la mer Manche Est – mer du Nord est chargé de l'exécution de la présente décision qui sera publiée au recueil des actes administratifs de la région Normandie.

Pour le préfet et par subdélégation,

L'adjoint au directeur interrégional
de la mer Manche Est - Mer du Nord
Sébastien ROUX

Collection des décisions :
M. GUILLY Jean-Sébastien
Station de pilotage de la Seine
DDTM / DML 76
DGITM /DST / PTF2
Dossier SCAM

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-08-28-004

Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - Août 2020

Accord tacite d'autorisation d'exploiter

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

CÉDRIC HEUGUET
Le Petit Gruchy
MARIGNY
50570 MARIGNY LE LOZON

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019627**

Saint-Lô, le 7 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,2** ha situés à **Marigny le Lozon (A-824 à 827, 829 à 831, 835).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 20 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC CHOISNEL
STÉPHANE ET ARMELLE CHOISNEL
4, Vilaine
50240 SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019629**

Saint-Lô, le 7 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,25** ha situés à **Saint Aubin de Terregatte (ZY-37).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 20 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DU HAMEL VALOIS
ÉLODIE, MEHDI DEPINCÉ, THÉRÈSE HARDEL, YANN LEBOUVIER
Le Hamel Valois
50410 LA HAYE-BELLEFOND

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019630**

Saint-Lô, le 7 janvier 2020

Mesdames, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **92,37** ha situés à **Maupertuis, Percy en Normandie, Villebaudon.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 23 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA BASNEVILLERIE
VALÉRIE ET RAPHAËL ANGOT
La Basnevillerie
50250 SAINT-SAUVEUR-DE-PIERREPONT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019631**

Saint-Lô, le 7 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **9,25** ha situés à **Saint Nicolas de Pierrepont (ZI-15, ZA-6-48-50).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 23 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GRÉGORY MOREL
2, rue des Castelets
50330 SAINT-PIERRE-EGLISE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019632**

Saint-Lô, le 7 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **40** ha situés à **Saint Pierre Eglise (B-258-259-245-246-285-232), Tocqueville (ZC-69, ZE-27).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 23 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SCEA DU MOULIN
GRÉGORY, SOPHIE, SYLVAIN MOREL
6, rue du Moulin
50330 TOCQUEVILLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019633**

Saint-Lô, le 7 janvier 2020

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **40** ha situés à **Saint Pierre Eglise (B-258-259-245-246-285-232), Tocqueville (ZC-69, ZE-27).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 23 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE L'AUMERAIE
DENIS ET ALEX MOREL
1, L'Aumerais
50240 SAINT-AUBIN-DE-TERREGATTE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019634**

Saint-Lô, le 7 janvier 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **7,63 ha** situés à **Saint Aubin de Terregatte (ZB-27, ZC-28-29).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 23 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

DAVID MAZIARZ
Le bourg
LA BAZOGE
50520 JUVIGNY LES VALLEES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019638**

Saint-Lô, le 14 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **7,06 ha** situés à **Grandparigny (ZH-1-7-70-71, ZN-58), Saint Hilaire du Harcouët (24), Isigny le Buat (ZA-6).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 31 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL GOHIER
MICKAËL GOHIER
1, Le bourg Neuf
50410 VILLEBAUDON

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020001**

Saint-Lô, le 14 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,45** ha situés à **Beaucoudray (ZA-1)**.

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL GOHIER
MICKAËL GOHIER
1, le bourg Neuf
50410 VILLEBAUDON

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020002**

Saint-Lô, le 14 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **8,24** ha situés à **Villebaudon (ZC-20-21), Beaucoudray (ZA-6).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SÉBASTIEN ARNAUD
1019 route du Guigeois
50380 SAINT-PAIR-SUR-MER

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020003**

Saint-Lô, le 14 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,96** ha situés à **Saint Jean de la Haize (B-209-140-213-211-991-993-989-212).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SCEA DES SALINES
JULIEN LEFEBVRE ET ANNE-SOPHIE FRÉMY
48, rue du Haut Dy
50710 CREANCES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020004**

Saint-Lô, le 14 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **77,87** ha situés à **Bretteville sur Ay (ZK-78, ZI-66), Créances, Lessay, Pirou, Saint Germain sur Ay, Vesly.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 06 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DE LA VALLÉE
ÉLISE BOIS, PASCAL BOIS
Le Val
50200 CAMBERNON

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020005**

Saint-Lô, le 14 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,72** ha situés à **Montcuit (C-117, 158 à 161 , 328-379).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 06 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SCEA DU PORC ÉPIC
FRANÇOIS, JORIS POTEY, NOËL LARSONNEUR
Le Petit Hamel
50200 NICORPS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020006**

Saint-Lô, le 14 janvier 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **71,82** ha situés à **Savigny (AA25, 36 à 38, 100 à 104, 45-46-50, 55 à 57, 98, AC-2-3-4-6, 116 à 118, 152-157-158), Belval (AC-109-212-213).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 06 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC PERREY
JEAN-PIERRE ET ANTOINETTE PERREY
Les Réaux
50200 CAMBERNON

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020007**

Saint-Lô, le 14 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,81** ha situés à **Cambernon (AO-206-207-208-194).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 06 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LEDÉSERT
RAPHAËL ET ÉMILIE LEDÉSERT
Source Lune
ROMAGNY
50140 ROMAGNY FONTENAY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020009**

Saint-Lô, le 14 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,47** ha situés à **Mortain Bocage (ZP-6).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 07 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE L'HÔTEL NEUF
GEORGES ET PIERRE MACÉ
21, rue de la Vanne
50210 SAINT-MARTIN-DE-CENILLY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020012**

Saint-Lô, le 14 janvier 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **9,04** ha situés à **Notre Dame de Cenilly (E-134-135, 146 à 149, 161 à 169, 172-408-410-416-456-481-115-116, 127 à 130).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 07 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LE JADET
LOÏC, HERVÉ, CATHERINE AUFFRAY
Le Jadet
50600 LES LOGES-MARCHIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020015**

Saint-Lô, le 20 janvier 2020

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,72** ha situés à **Les Loges Marchis (YB-62-12-8-9-109).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 08 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SCEA DE LA SAGERIE
CAMILLE ET ANGÉLIQUE LEPOURRY
La Sagerie - 2-B route de l'Orme
SAINTENY
50500 TERRE ET MARAIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020016**

Saint-Lô, le 20 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **8,93** ha situés à **terre et Marais section Sainteny (ZS-13-14).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 09 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

JEAN-LUC DROULLIN
La Doitière
50420 BEAUCOUDRAY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020018**

Saint-Lô, le 20 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,09** ha situés à **Beaucoudray (ZC-49-54-125-126-127).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 10 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

THOMAS BELLIN
La Cour
50630 LE VAST

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020019**

Saint-Lô, le 20 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **12,44** ha situés à **Le Vast (C-584-586-1015, A-210, 220 à 230, 218).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 10 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DU PRAVEY
SAMUEL ET ARNAUD LEGOUPIL
La Rivière de bas
CHEVRY
50420 MOYON VILLAGES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020021**

Saint-Lô, le 20 janvier 2020

Messieurs

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **18,24** ha situés à **Chevry (A-89-90-92-93, 95 à 98, 101-102-293-296-354-265-322-309-39-30, 106 à 108, 117, B-106-107-109-117-118, 120 à 124, 126-132).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 10 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL LEFILEUR DIDIER
DIDIER ET MARIE-MADELEINE LEFILEUR
Longeau
14400 BLAY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020023**

Saint-Lô, le 20 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 8,33 ha situés à **La Meauffe (C-64-113-146- -144-145-147).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

JEAN-GUY HATUNGIMANA
La Haute Pommerie
50600 LE MESNILLARD

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020024**

Saint-Lô, le 20 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 1,43 ha situés à **Mortain Bocage (AB-70), Bion (C-509-510-941-947).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 14 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL LES BRETONNIÈRES
VALENTIN OURRY ET GAËLLE LEDAIN
3, Les Bretonnières
PERCY
50410 PERCY EN NORMANDIE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020025**

Saint-Lô, le 20 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **6,2** ha situés à **Percy en Normandie (ZT-43-74).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 14 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020026**

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL LES BRETONNIÈRES
VALENTIN OURRY ET GAËLLE LEDAIN
Les Bretonnières
PERCY
50410 PERCY EN NORMANDIE

Saint-Lô, le 20 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,64** ha situés à **Percy en Normandie (ZV-15).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 14 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LES HOGUAIS
ALEXIS LAISNÉ ET MAXIME LEMARCHAND
3, La Porte aux Hoguais
50400 SAINT-PLANCHERS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020028**

Saint-Lô, le 28 janvier 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **138** ha situés à **St Planchers, St Aubin des Préaux, Anctoville sur Boscq, Granville, Coudeville sur mer, Yquelon.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 15 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SOELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LES HOGUAIS
ALEXIS LAISNÉ ET MAXIME LEMARCHAND
3, La Porte aux Hoguais
50400 SAINT-PLANCHERS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020029**

Saint-Lô, le 28 janvier 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **14,89** ha situés à **Saint Planchers (B-873-793, 887-830-831-857-870, 556 à 562, 858, 860 à 866, 877 à 883, 886-1390, C-617).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 15 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LES HOGUAIS
ALEXIS LAISNÉ ET MAXIME LEMARCHAND
3, La Porte aux Hoguais
50400 SAINT-PLANCHERS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020030**

Saint-Lô, le 28 janvier 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **14,51** ha situés à **Saint Planchers (C-209-207-444-204-208-1661-1659-1657-1655-342-328-339-329-338-1845).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 15 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LES HOGUAIS
ALEXIS LAISNÉ ET MAXIME LEMARCHAND
3, La Porte aux Hoguais
50400 SAINT-PLANCHERS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020031**

Saint-Lô, le 28 janvier 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,94** ha situés **à Saint Planchers (C-691-1095-1756-1757-1759-1850).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 15 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL LES CYTISES
JEAN-PAUL ET BRIGITTE SALMON
1, La Denolais
CARNET
50240 SAINT JAMES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020033**

Saint-Lô, le 28 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **8,7** ha situés à **Carnet (YK-9-10-11).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 16 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

NICOLAS HERVY
Le Mesnil Coq
PERCY
50410 PERCY EN NORMANDIE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020034**

Saint-Lô, le 28 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **7,21** ha situés à **Percy en Normandie (ZE-25-26-29).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 16 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DE BEAUREGARD
STÉPHANIE ET YANNICK FOUGERAY
Les Fieffes
50450 GAVRAY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020035**

Saint-Lô, le 28 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **58 ha 85** **situés à La Baleine et Gavray sur Sienne.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 16 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-07-31-015

Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - juillet 2020

Accord tacite d'autorisation d'exploiter

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : Isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

RÉGINE DUMAINE
10 bis rue Antoine de Garaby
MONTCHATON
50660 ORVAL SUR SIENNE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019552**

Saint-Lô, le 25 novembre 2019

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,71** ha situés à **Montchaton (AH-82-83).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 19 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA DENOLAIS
LANDRY ET LAURENT RIVIÈRE
La Denolais
CARNET
50240 SAINT JAMES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019554**

Saint-Lô, le 25 novembre 2019

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **10,2** ha situés à **Saint James section Carnet (YK-4-5-6-23-30-31-32-60).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 20 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : Isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE MALICORNE
ANTHONY FAVRAY ET SÉBASTIEN BÉDOUIN
1, Malicorne
50400 SAINT-PLANCHERS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019555**

Saint-Lô, le 25 novembre 2019

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **12,07** ha situés à **Saint Planchers (A-105 à 109, 116-117, 168 à 174, 179-100-78-79).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 20 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

(4)

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL JMC PÉPIN
JEAN-MICHEL ET CLAIRE PÉPIN
1, Avenue de Virville
SAINT-AUBIN-DU-PERRON
50190 SAINT SAUVEUR VILLAGES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019558**

Saint-Lô, le 25 novembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,58** ha situés à **Saint Aubin du Perron (ZD-21-89), Saint Sauveur Villages (ZB-95).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019562**

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA GAUDICHÈRE
BENOÎT BOUDIN ET FRANCINE LERAY
La Chardonnière
MORTAIN
50140 MORTAIN BOCAGE

Saint-Lô, le 25 novembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,46** ha situés à **Mortain Bocage section Villechien (ZA-14).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LEHÉRISSEY
ÉTIENNE ET CHRISTELLE LEHÉRISSEY
6, route de la Croix du Château
50540 MONTGOTHIER

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019566**

Saint-Lô, le 2 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2,68** ha situés à **Montgothier (ZI-48).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

(7)

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA GARLIÈRE
SAMUEL, ÉLODIE, RÉGINE CUDELOU
La Haute Garlière
50370 LES CRESNAYS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019565**

Saint-Lô, le 2 décembre 2019

Mesdames, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,32** ha situés à **Les Cresnays (ZB-1).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

NICOLAS LEBOUTEILLER
1 C rue du Bounot
50200 BRAINVILLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019573**

Saint-Lô, le 2 décembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **11,89** ha situés à **Brainville (B-93-94-95, A-332-333-412-727-728-731-723-724), Servigny (B-144-145-153-151).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 26 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL LEBAILLY MONROCQ
MARTINE ET ADRIEN LEBAILLY
La Rochaiserie
50510 CERENCES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019572**

Saint-Lô, le 2 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **145,92** ha situés à **Cérences, Hudimesnil, Trelly.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 26 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC HOUIVET
ANTHONY ET CHRISTOPHE HOUIVET
La Chapelle
50190 PERIERS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019571**

Saint-Lô, le 2 décembre 2019

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **11,79** ha situés **à Périers (ZC-23), Saint Germain sur Sèves (B-136-306-310-311-347-366-352-354-362).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 26 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC TROISMONTS
CÉDRIC ET MORGANE BARBIER
La Henière
50420 TROISGOTS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019577**

Saint-Lô, le 10 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **63,59 ha** situés à **Saint Vigor des Monts (ZT-37-38-40-41, ZC-15-5-20, ZR-9-112, ZS-16 à 20, 10-49-53-51-56-57, ZI-24, ZN-07), Montbray (ZH-56).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 27 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DE LA BUNELIÈRE
PATRICK ET FABIENNE COUÉTIL
La Bunelière
50670 CUVES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019575**

Saint-Lô, le 2 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **6,57** ha situés **à Cuves (ZA-43).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 27 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DU BOIS JARDINS
ADRIEN GUÉRIN ET LAURENCE MASQUELIER
3, Les Bois Jardins
50170 SERVON

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019574**

Saint-Lô, le 2 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,81** ha situés à **Précey (ZA-22-38).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 27 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE L'ÉTRANGER
PASCAL ET VALÉRIE MARIE, LUDOVIC JEANNE
19, route de la Sélune
50220 SAINT-QUENTIN-SUR-LE-HOMME

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019578**

Saint-Lô, le 10 décembre 2019

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,29** ha situés à **Ducey (ZC-147).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 28 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC HÔTEL HANTONNE
HENRI, ANNIE, JUSTINE, MATHIEU MOULIN
L'Hôtel Hantonne
RAUVILLE-LA-BIGOT
50260 PICAUVILLE

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 50 80 80 22
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**
Annule et remplace le courrier du 10/12/2019

N° dossier : **5019579**

Saint-Lô, le 17 février 2020

Mesdames, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **25,8** ha situés sur la(les) commune(s) de **Rauville la Bigot (C-149-151-201-133-157-241-243-257, 225 à 229, B-634-635-640-641-728), Breuville (B-84-85-89-90-104).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 28 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS suivant la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que j'ai fait procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/Le directeur départemental des territoires et de la mer,
L'adjointe à la cheffe du service d'économie agricole et des territoires

Natacha COLINOT

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC BEAUSAPIN
HERVÉ LEGRAVERAND, GUILLAUME RICHARD, ROSELINE ALMIN
Le Sapin
50520 REFFUVEILLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019580**

Saint-Lô, le 10 décembre 2019

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,88** ha situés à **Reffuveille (ZE-50).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 28 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

MAXIME DUSZA
Village du Bois
50880 PONT-HEBERT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019581**

Saint-Lô, le 10 décembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **0,99** ha situés à **Pont Hébert (ZI-11).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 28 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DES NOYERS
ARNAUD ROBIDEL
3, route des Ecoles
VERGONCEY
50240 VERGONCEY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019582**

Saint-Lô, le 10 décembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **116,06** ha situés à **Saint James, Juilley, Saint Senier de Beuvron.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 29 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SARL DESLANDES
SERGE ET BRUNO DESLANDES
Le Tertre
50730 HAMELIN

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019583**

Saint-Lô, le 10 décembre 2019

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **8,5** ha situés à **Hamelin (ZB-14-a-b-c-d-e).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 29 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SGELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DES POUMYIS
DAVID ET EMMANUEL FOUCHARD
La Bunelière
50210 OUVILLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019584**

Saint-Lô, le 10 décembre 2019

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **11,18** ha situés à **Ouville (ZM-17-21-22-48-49), Nicorps (A-483).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 29 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DU BLACK PEARL
ÉRIC FOLLAIN
2, L'Hôtel Rosse
50450 LE MESNIL-VILLEMAN

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019589**

Saint-Lô, le 13 décembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **101,61** ha situés à **Bréville sur mer, Ver, Le Mesnil Villeman, Coudeville sur mer, Gavray sur Sienne.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA PLATOISIÈRE
AURÉLIEN ET BRIGITTE GUILBERT
3, route de la Platoisière
50290 BRICQUEVILLE-SUR-MER

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019588**

Saint-Lô, le 13 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,45** ha situés à **Muneville sur mer (AC-116-163).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DES TOURELLES
FRÉDÉRIC ET NICOLAS LEFRANÇOIS
8, Les Tourelles
50390 ORGLANDES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019595**

Saint-Lô, le 13 décembre 2019

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **72,73** ha situés à **Picauville (ZA-12-13), Amfreville (C-338), Beuzeville la Bastille (B-24).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

ROMAIN GAZENGEL
22, rue de la Libération
50220 JUILLEY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019591**

Saint-Lô, le 13 décembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **32,76** ha situés à **Juilley (ZO-63-64-55-56), Les Chéris (ZI-1-16-17), St Quentin sur le Homme (YK-46-47, YL-15-16).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 04 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SCEA LE FÉRET
PHILIPPE, VIRGINIE, CORALIE BEAUFILS
Le Féret
50810 ROUXEVILLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019592**

Saint-Lô, le 13 décembre 2019

Mesdames, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **89,19** ha situés à **Lamberville (AD-46-54), St Germain d'Elle (C-423-495-497-499), Saint Jean d'Elle.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 04 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**
N° dossier : **5019594**

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LEGROS
VINCENT ET CHRISTELLE LEGROS
La Trébisais
SAINT-MARTIN-DE-LANDELLES
50730 SAINT HILAIRE DU HARCOUËT

Saint-Lô, le 13 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,2** ha situés à **Saint Brice de Landelles (ZP-10).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 05 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE BRAY
THOMAS, FRANÇOISE LEPELLEY, DAVID BEAUFILS
Bray
50210 CERISY-LA-SALLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019598**

Saint-Lô, le 13 décembre 2019

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **34,48** ha situés à **Carantilly (B-28-29-30-39-53-54-56-59-60-62-131-132-185-186, 218 à 221, 226-227-304-306-311-313-316-327, 330 à 333, 353-381, D-7-8-10-11-13), Marigny le Lozon (D-158-165-197-199-202-208-210-213-316-319-323, 327 à 329, 333 à 339, 586-590).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 06 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

AUDE BOURDON
42, La Longue Chasse
50690 HARDINVAST

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019599**

Saint-Lô, le 19 décembre 2019

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **0,4** ha situés à **Hardinvast (891).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 09 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DUQUESNE
ALAIN, CLAUDE, BENOÎT DUQUESNE
La Ferme du Parc
EQUEURDREVILLE-HAINNEVILLE
50120 CHERBOURG EN COTENTIN

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019600**

Saint-Lô, le 19 décembre 2019

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **20,21** ha situés à **Cherbourg en Cotentin (AM-43 à 45, 59, CB-48 à 50, 52 à 56, 64, 144 à 149, BI-16, BE-50-384).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 09 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

FRANCK CHAMPEL
23, route du Château
50390 HAUTTEVILLE-BOCAGE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019601**

Saint-Lô, le 19 décembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **20,78** ha situés à **Hautteville Bocage (B-61-62, 136 à 139, 141, 143 à 146, 226 à 232, 249-330).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 09 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019605**

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE CELNIE
CHRISTIAN ET FLORENCE GUILLOTIN
5, Celnie
DUCEY
50220 DUCEY LES CHERIS

Saint-Lô, le 19 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **6,67** ha situés à **Le Mesnil Thébault (ZE-18, ZH-26-27-35-36, ZD-62-j-k, ZD-64).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 11 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

CHRISTOPHE CARBONNIER
3, rue de l'église
CARQUEBUT
50480 SAINTE MERE EGLISE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019606**

Saint-Lô, le 19 décembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,95** ha situés **à Carquebut (B-265), Houesville (A-4-5-10).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 11 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL FALHISIA
ALEXANDRE-IVAN ET FLORIANE HUET
Les Landes Patry
50680 CERISY-LA-FORET

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019607**

Saint-Lô, le 19 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **72,31** ha situés à **Cerisy la Forêt (A-291-481-527-528-557-561-562-956-520-594-719-720-727-728-1199-1200, 523 à 525, 530 à 532, 510 à 515), Moon sur Elle (A-565 à 570, 585 à 588, 612-617, 619 à 621, 625 à 627, 795-842-1189-1396).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 11 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA LONGRAIS
SÉBASTIEN MANCEL ET DAMIEN COEFFETIER
La Longrais
50600 LAPENTY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019608**

Saint-Lô, le 19 décembre 2019

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,16** ha situés **à Lapenty (ZO-84).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 12 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC COLASSE
JÉRÉMY, ÉVELINE, JANY COLASSE
4, route de la Baudonnière
50670 SAINT-LAURENT-DE-CUVES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019609**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2,4** ha situés à **Saint Laurent de Cuves (ZE-77).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DE LA GAUTERIE
ÉRIC ET SOPHIE LEMÉNAGER
2, route de la Gauterie
50800 BOURGUENOLLES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019610**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **11,59** ha situés à **Bourguenolles (A-212-213-109-110, 113 à 115, C-213-227-228-238-239, 316 à 319, 396-683-684-108).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DELAUNAY
STÉPHANE ET ÉDITH DELAUNAY
4, route des Poiriers
MILLY
50600 GRANDPARIGNY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019611**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **80,84** ha situés à **Juvigny les Vallées, Le Mesnillard, Grandparigny, Romagny Fontenay.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

JULIA POTIER
31, route de Crux
50590 REGNEVILLE-SUR-MER

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019612**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,33** ha situés à **Regnéville sur mer (ZA-55-277-278).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LORIN BARBOT
FABIEN ET JÉRÔME LORIN, FRÉDÉRIC BARBOT
L'Aumouillère
50370 LES CRESNAYS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019613**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,49** ha situés à **Les Cresnays (ZO-12-27-b).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EMMANUEL GILLES
13, rue de la Gare
50170 TANIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019614**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **55,12** ha situés à **Pontorson (ZL-26), Tanis (ZL-3-21-26, ZB-12-13-15-24-25-29-34-35-44-47-53-54-56-59-99-107-113, ZM-13-14, ZA-18-22, A-184-185-186).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 15 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LA COLOMBRIE
CHANTAL ET MICKAËL LEHERPEUR
La Noslière
50210 NOTRE-DAME-DE-CENILLY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019616**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,64** ha situés à **Lengronne (B-209-210-211-213-215-558-559).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 16 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DES 4 SAISONS
GAËTAN MAILLARD, MIKAËL LEPLU, OLIVIER PERRÉE, GERMAIN FOLLAIN
La Ferrerie
50610 JULLOUVILLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019618**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **12,32** ha situés à **Jullouville (A-544 à 546, 548-554, B-319-323-334-358-1264-1268-1270-1272-1274-1276-1278-1266-1280).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 16 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL SALIOT
EMMANUEL ET VIRGINIE SALIOT
4, Bouffigny
50240 SAINT-LAURENT-DE-TERREGATTE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019619**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,09** ha situés à **Saint Laurent de Terregatte (ZN-72-74-75, ZI-19).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 16 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

FREDDY NICOLLE
3, La Josseaumière
PLOMB
50870 LE PARC

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019620**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,43** ha situés à **Le Luot (A-248-69-250-264-63-62), Sainte Pience (B-59).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 16 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA VACQUERIE
VINCENT ET DELPHINE DAVID
2, route de la Vacquerie
50450 HAMBYE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019621**

Saint-Lô, le 23 décembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **9,78** ha situés à **Hambye (F-567 à 569, 572-609, 632 à 636, 795-796-959-792-797-637).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 16 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DES CINQ SILLONS
JEAN-FRANÇOIS ET STÉPHANIE TAPIN
12, Les Corvées
50190 FEUGERES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019622**

Saint-Lô, le 7 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **28,48** ha situés à **Saint Martin d'Aubigny (AH-132-118-114-127-113-173, 169 à 171, 33, 148 à 154, 33-245-147-120-6, 10 à 14, 22 à 24), Feugères (A-266).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 17 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SCEA LES VALLÉES
SÉBASTIEN AMAND
Le Manoir
JUVIGNY-LE-TERTRE
50520 JUVIGNY LES VALLEES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019625**

Saint-Lô, le 7 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **12,5** ha situés à **Le Mesnil Rainfray (ZE-23-26).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 19 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC PATOYÈRE DE HAUT
ANTOINE ET BENJAMIN LECOEUR
La Patoyère - 16, rue de la Lande
GOURFALEUR
50750 BOURGVALLEES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019626**

Saint-Lô, le 7 janvier 2020

Messieurs

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **174,68** ha situés à **Canisy, Gourfaleur, Bourgvallées, Saint Lô.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 19 décembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-12-005

Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - octobre 2020

Accord tacite d'autorisation d'exploiter

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC JSM
SABRINA ET JÉRÔME MANCEL
La Haute Grimaudière
50640 SAVIGNY-LE-VIEUX

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020104**

Saint-Lô, le 28 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **9,25** ha situés à **Savigny le Vieux (ZP-32, ZR-76-79-71).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 18 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SOELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

ALBAN ÉNÉE
30, rue des Fontaines
50000 LE MESNIL-ROUXELIN

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020107**

Saint-Lô, le 28 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **16,23** ha situés à **La Luzerne (A-61 à 65), Saint Lô (D-316-364-372).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 20 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LEGROS
VINCENT ET CHRISTELLE LEGROS
La Trébisais
SAINT-MARTIN-DE-LANDELLES
50730 SAINT HILAIRE DU HARCOUËT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020108**

Saint-Lô, le 28 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2,37** ha situés à **Saint Martin de Landelles (ZB-142).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SOELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SCEA DES GONDINIÈRES
PASCAL ET MARIE-PIERRE ORVAIN
4, Impasse des Gondinières
50540 ISIGNY-LE-BUAT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020109**

Saint-Lô, le 28 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **17,32** ha situés à **Isigny le Buat (A-145-148-149, 152 à 157, 177 à 180, 195 à 197, 200-501-475-477-337-562-567-568, D-473-484).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

PAUL FORTIN ET FREDDY FROGER GAEC FROGER FORTIN
1, Charruel
50170 SACEY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**
N° dossier : **5020110**

Saint-Lô, le 9 mars 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **20,23** ha situés à **Vessey (ZI-49, ZK-9-56-61, ZW-40, ZL-23).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SAMUEL QUENTIN
Les Baillées
50140 SAINT-CLEMENT-RANCOUDRAY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020111**

Saint-Lô, le 9 mars 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **28,48** ha situés à **Ger (B-1161 à 1166, 795 à 798, 1174 à 1181, 1182-780-781-1188-1189), Bion (B-499-503-505, 511 à 515, 517-869-871-873), Saint Clément Rancoudray (ZP-18).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020112**

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DES ROUSSELIÈRES
DIMITRI JULIEN
Les Rousselières de Haut
CHERENCE-LE-ROUSSEL
50520 JUVIGNY LES VALLEES

Saint-Lô, le 9 mars 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **12,5** ha situés à **Juvigny les Vallées section Chérencé le Roussel (ZA-14-16-1, ZD-92-93).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 24 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC SISSE BOURDINIÈRE
CHRISTIAN PRIME, PIERRE-MICHEL VIEL, PIERRE-JEAN VIEL
1, Sisse
50220 POILLEY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020114**

Saint-Lô, le 9 mars 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **37,42** ha situés à **Précey (ZH-77-118), Courtils (ZA-114, ZC-37, ZD-59 à 62, ZD-1), Huisnes sur mer (ZE-4, ZH-6-7-75, ZM-35).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 25 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020116**

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC GOMBERT
SAMUEL, PHILIPPE, MONIQUE GOMBERT
Les Tesnières
50300 SAINT-JEAN-DE-LA-HAIZE

Saint-Lô, le 9 mars 2020

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,41** ha situés **à Saint Jean de la Haize (B-405, 409 à 411, 423-777-779).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 26 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DRA
DENIS ET ROMAIN AVENEL
9, rue du Presbytère
LES VEYS
50500 CARENTAN LES MARAIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020118**

Saint-Lô, le 9 mars 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **132,87** ha situés à **Carentan les Marais, Pont Hébert, Auxais.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 27 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DRA
DENIS ET ROMAIN AVENEL
9, rue du Presbytère
LES VEYS
50500 CARENTAN LES MARAIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020119**

Saint-Lô, le 9 mars 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **38,14** ha situés à **Carentan les Marais section St Pellerin (A-187 à 191), section Les Veys (ZC-8-10-11-20, ZE-32, ZI-29-11).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 27 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Méi : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LA VICOMTERIE
HUBERT, THÉRÈSE, DAMIEN QUESNEL
La Vicomterie
50800 FLEURY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**
N° dossier : **5020121**

Saint-Lô, le 13 mars 2020

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2** ha situés à **Fleury (ZK-119), Champrepus (C-673).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 28 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

MAXIME DELAMARE
2, route de la Campagnette
50590 REGNEVILLE-SUR-MER

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020122**

Saint-Lô, le 13 mars 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,27** ha situés à **Regnéville sur mer (ZB-45-46).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 28 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LEBRETON LEPESANT
SYLVAIN, LAURENCE, ADRIEN, PHILIPPE LEBRETON
2, La Davière
50370 LA CHAISE-BAUDOUIN

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020123**

Saint-Lô, le 13 mars 2020

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,24** ha situés **à La Chaise Baudouin (ZN-22, ZM-1-3), Le Parc (ZH-25).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 28 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-06-30-002

Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - Juin 2020

Accord tacite d'autorisation d'exploiter

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

NICOLAS HAMEL
22, route du Marais
50310 FRESVILLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019549**

Saint-Lô, le 18 novembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,92** ha situés à **Fresville (ZA-7-23).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 14 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE L'ÉTORRERIE
ANTHONY ET SYLVIE BRIENS
L'Etorrerie
50510 HUDIMESNIL

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019551**

Saint-Lô, le 18 novembre 2019

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **103,03** ha situés à **Hudimesnil, Chanteloup (B-380).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 15 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC GIROULT
ODILE, DAVID, KEVIN GIROULT
La Cour
VENGEONS
50150 SOURDEVAL VENGEONS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019563**

Saint-Lô, le 25 novembre 2019

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **29,73** ha situés à **Beaufficel (A-310-311, 323 à 326, 333 à 335, 337 à 339), Gathemo (ZH-48-49-72-31-29), Vengeons (A-253-255-266, 268 à 270, 273-274-886).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 18 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SOELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

PIERRE GIRRES
75, route de l'Hippodrome
50800 SAINT-MAUR-DES-BOIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5019564**

Saint-Lô, le 25 novembre 2019

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **7,64** ha situés à **Saint Maur des Bois (ZH-1-30).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 18 novembre 2019

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-09-29-009

Accusé de réception de demandes d'autorisation d'exploiter - département de la Manche - septembre 2020

Accord tacite d'autorisation d'exploiter

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC VOISIN
CYRIL ET NICOLAS VOISIN
La Bercerie
50420 SAINT-VIGOR-DES-MONTS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020036**

Saint-Lô, le 28 janvier 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,04** ha situés **à Saint Vigor des Monts (ZA-38).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 20 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC AVENUE ÉTOILAIT
FABRICE ET ÉDITH BUHOT
6, La Cuvette
50340 BENOISTVILLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020039**

Saint-Lô, le 28 janvier 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **18,28** ha situés à **Benoistville (ZL-37-38-66, ZK-53-55, ZB-85), Les Pieux (ZM-14-15-16).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SCEA LABELVACHE
DENIS JOSSAUME, SARL GLOBALIS
Le Bessin
50510 CERENCES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020040**

Saint-Lô, le 28 janvier 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **136** ha situés à **Cérences, Hudimesnil, Bréhal, Chanteloup, Le Mesnil Aubert.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : Isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL LEFÈVRE
SAMUEL ET NATHALIE LEFÈVRE
2, La Guédoitière
50800 BOISYVON

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020043**

Saint-Lô, le 3 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,16** ha situés à **Coulouvray Boisbenâtre (AS-93-104, AB-40-42-60-61).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 21 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DE BEAUPRÉ
PATRICK ET JOCELYNE VIARD
Le Mesnil Durand
50880 PONT-HEBERT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020044**

Saint-Lô, le 3 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **15,04** ha situés à **Pont Hébert (ZI-46-52), Thérevai section Hébécrevon (ZA-42).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 22 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LA FERME AUX CANARDS
RODOLPHE LEROY ET ALAIN LEBOUVIER
La Porte aux Villains
PERCY
50410 PERCY EN NORMANDIE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020045**

Saint-Lô, le 3 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2,5** ha situés à **Percy en Normandie (ZE-23).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 22 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DU PETIT MARAIS
RÉMY, MARIE-PAULE, FRÉDÉRIC LERICOLAIS
17, route du Marais
50220 JUILLEY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020046**

Saint-Lô, le 3 février 2020

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,49** ha situés à **Saint Aubin de Terregatte (ZK-79-a-b-c-d).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 22 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

ROMAIN JAMMES
13 rue du Maréchal Leclerc
50220 PONTAUBAULT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020047**

Saint-Lô, le 3 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2,85** ha situés à **Saint Quentin sur le Homme (YI-37, YO-02, YP-25).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 22 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA RÉNETTERIE
ÉRIC ET MAXIME BIGOT
Hameau Mouchel
SAINTE-CROIX-HAGUE
50440 LA HAGUE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020048**

Saint-Lô, le 3 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **6,96** ha situés à **La Hague section Beaumont Hague (ZB-166-168-170, AD-11-15).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 23 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

DANIEL LECORDIER
12, rue de la mer
HERENGUERVILLE
50660 QUETTREVILLE SUR SIENNE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020051**

Saint-Lô, le 3 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **10,94** ha situés à **Hérenguerville (ZA-5-42-64-27-61).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 27 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA ROUSTIÈRE
JEAN-CLAUDE, ISABELLE, ANTOINE PARIS
La Roustière
BUAIS
50640 BUAIS LES MONTS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020053**

Saint-Lô, le 10 février 2020

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,69** ha situés à **Buais (ZC-68).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 29 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA VESQUERIE
XAVIER ET JÉRÔME COULOMBIER
La Vesquerie
SARTILLY
50530 SARTILLY BAIE BOCAGE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020054**

Saint-Lô, le 10 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **6,37** ha situés à **Sartilly Baie Bocage (D-366-449-360-364-362-448-546-547-370-455-077).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 29 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

ÉLODIE HUAULT
22 C route du bas Hamel
50270 SURTAINVILLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020055**

Saint-Lô, le 10 février 2020

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **58,16** ha situés à **Pierreville (ZL-71, 53 à 57, 59-82-91-10-72-16, ZC-09, ZN-99), Le Rozel (A-227-229-226-272, 192 à 194, 271-437-230-276), Surtainville (YB-70, A-749-712-714-719-720-882, 723 à 727, 730 à 733, 750 à 755, 839-865, 804 à 806, 810 à 814, YB-11-71).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 29 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, l IMadame, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SOELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DU VAL POILLEY
JEAN-LUC ET BAPTISTE BOURGUENOLLE, BASILE THOBY
8, La Basse Guette
50300 LE VAL-SAINT-PERE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020056**

Saint-Lô, le 10 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **20,23** ha situés à **Saint Loup (ZE-36-37, ZN-130-71-74-76-121), Saint Quentin sur le Homme (AB-16-34-36, YA-16).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 29 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAUTIER LERY
69, Chemin de Blot
50610 JULLOUVILLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020057**

Saint-Lô, le 10 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,59** ha situés à **Saint Planchers (C-226 à 229, 234-235).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 30 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL HOUSSIN
PASCAL ET NATHALIE HOUSSIN
La Noblerie
50420 PONT FARCY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020058**

Saint-Lô, le 10 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **31,39** ha situés à **Pont Farcy (ZK-24-33-29-70-43-60-53-70-39-40, ZL-140), Beuvrigny (ZM-34-36-37-40).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 30 janvier 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA GAUDICHÈRE
BENOÎT BOUDIN ET FRANCINE LERAY
La Chardonnière
MORTAIN
50140 MORTAIN BOCAGE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020060**

Saint-Lô, le 10 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **6,98** ha situés à **Mortain Bocage (ZL-9-10-11).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

THIBAULT MORDACQ
Le Parc
SAINT-SYMPHORIEN-DES-MONTS
50640 BUAIS LES MONTS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020061**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **82,02** ha situés à **Lapenty (ZI-23), Savigny le Vieux (ZH-28, ZE-8-9), Buais les Monts (ZE-71 à 85, 104).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

ANNICK CEUNINCK
10, Hameau Vastel
50630 TEURTHEVILLE-BOCAGE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020062**

Saint-Lô, le 10 février 2020

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **73,7** ha situés à **Teurtheville Bocage, Le Vast (D-147 à 149, 151-4-5-12-63-71-68-69-81-83, 153 à 155, A-259 à 261), Clitourps (B-394 à 397, 318 à 320, 439).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020063**

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LEROY
DANIEL, FLORENT, MAXIME LEROY, ÉVELYNE COMMUNIER
Le Manoir
CHAMPCEY
50530 SARTILLY BAIE BOCAGE

Saint-Lô, le 13 février 2020

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **6,71** ha situés à **Bacilly (ZI-33, YA-2), Lolif (ZM-73), Dragey Ronthon (ZI-22).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

NICOLAS POISNEL
La Bellangerie
50670 SAINT-MICHEL-DE-MONTJOIE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020064**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2,85** ha situés à **Saint Michel de Montjoie (ZN-50).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020065**

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DE LA GENAUDIÈRE
ADELINE BRIONNE
2, La Genaudière
50240 SAINT-SENIER-DE-BEUVRON

Saint-Lô, le 13 février 2020

Madame,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur 19,48 ha situés à **Saint James (ZD-7), Saint Senier de Beuvron (ZR-31-76-102).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

VALENTIN DOUTRESSOULLES
9, Résidence les Chênes
LES VEYS
50500 CARENTAN LES MARAIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020066**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,72** ha situés à **Les Veys (ZN-31), Saint Georges de Bohon (ZH-19).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 03 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

PHILIPPE POTIER
12, route du Gué Cerisier
50540 ISIGNY-LE-BUAT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020068**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,17** ha situés à **Montigny (C-168-181, 174 à 177).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 04 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

PHILIPPE POTIER
12, route du Gué Cerisier
50540 ISIGNY-LE-BUAT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020069**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **8,73** ha situés à **Montigny (C-171-173, 178 à 180, 182 à 185).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 04 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DU PORT SAINT PIERRE
GILBERT, NOËL, SYLVAIN TAHOT
5, rue du Port Saint Pierre
GRAIGNES
50620 GRAIGNES MESNIL ANGOT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020070**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **4,56** ha situés **à Graignes Mesnil Angot (B-5 à 9, 133-134).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 04 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 50 80 80 22
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

DAVID LEVILLAIN
18, route des Mesleries
50670 SAINT-LAURENT-DE-CUVES

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**
Annule et remplace le courrier du 14/02/2020

N° dossier : **5020071**

Saint-Lô, le 18 août 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **31,44** ha situés sur la(les) commune(s) de **Les Loges sur Brécey (ZA-4, 6 à 9, 18-24-25-63-59, ZB-59-60-61).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 04 février 2020

Je vous précise que par ordonnance ministérielle 2020-306 du 25 mars 2020, les délais d'instruction ont été suspendus entre le 12 mars et le 23 juin inclus. Par conséquent, la date à partir de laquelle le délai d'instruction de votre dossier est réactivé, est le 24 juin. A partir du 26 septembre 2020, et en l'absence de notification de décision reçue, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 – 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que j'ai fait procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/Le directeur départemental des territoires et de la mer,
la cheffe du service économie agricole et territoires

Catherine SIMON

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL ÉLEVAGE MOUCHE
JULIEN, MATHIEU, VICTORIEN BELLET
La Rouannière
50320 LA MOUCHE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020072**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **127** ha situés à **Le Grippon, La Lucerne d'Outremer, La Haye Pesnel, Hocquigny, Le Luot, La Mouche, Le Tanu.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 05 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

STÉPHANE LAPIE
39, rue du Clos
50590 MONTMARTIN-SUR-MER

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020073**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,94** ha situés **à Montmartin sur mer (AP-26-27-28), Hérenguerville (ZA-1-3).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 05 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020075**

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL HOUSTIN
MORGAN ET HERVÉ HOUSTIN
Le Hamel de Haut
LE MESNIL-RAINFRAY
50520 JUVIGNY LES VALLEES

Saint-Lô, le 13 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2,87** ha situés à **Le Mesnil Rainfray (ZD-23-b et c).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 06 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

JÉRÔME TESNIÈRE
La Parquerie
50450 LE MESNIL-GARNIER

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020077**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2,86** ha situés à **Le Mesnil Garnier (AC-139-141-65).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 06 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC BOURDON
BAPTISTE, COLETTE, MARCEL BOURDON
25, rue du Pavé
50800 LA COLOMBE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020078**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Madame, Messieurs

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **76,35** ha situés à **La Colombe (ZN-61-3-17, ZT-50, ZM-23 à 26, 28-29-61-9-40-41, ZL-133-22-23-25-28-39, ZO-42-43-45-22-54-55, ZD-1-2-41, ZR-42-43, ZA-43), Saint Martin le Bouillant (ZA-126), Le Chefresne (ZA-66).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 06 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020079**

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DU VAUPLAIN
AGNÈS ET STANISLAS DUVAL
6, Le Vauplain
50190 SAINT-MARTIN-D'AUBIGNY

Saint-Lô, le 13 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,12** ha situés à **Saint Martin d'Aubigny (AB-11).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 07 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA RENAUDERIE
CHARLES DEBEAUPTE ET CHRISTOPHE SALMON
6, La Renauderie
50190 MARCHESIEUX

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020080**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **11,73** ha situés à **Raids (T-36-39-40-56, ZA-9).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 07 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DU PETIT BANVILLE
BENOÎT ET DAMIEN DUPREY
2, rue de Banville
CATZ
50500 CARENTAN LES MARAIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020081**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **189,53** ha situés à **Saint Côme du Mont, Catz, Saint Pellerin, Saint Hilaire Petitville, Brévands, Les Veys.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 07 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC LANDAIS
VINCENT, GÉRARD, MARIE-FRANCE LANDAIS
Les Fossés
BUAIS
50640 BUAIS LES MONTS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020082**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Madame, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,7** ha situés à **Buais (ZC-35-38).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 07 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC VIVIEN RAULT
KARINE VIVIEN ET PASCAL RAULT
725 rue de la Sienne
50800 LA COLOMBE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020083**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **11,8** ha situés à **Sainte Cécile (A-82-85-86-90-96-656-657-660-668-669-1281-1283), Beslon (ZP-52).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 07 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE L'INGREHOU
AURÉLIEN ET JULIEN SADOT
L'Ingrehou
50250 SAINT-SAUVEUR-DE-PIERREPONT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020084**

Saint-Lô, le 13 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5** ha situés à **Saint Nicolas de Pierrepont (ZE-44).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 07 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EMMANUEL GILLES
13 rue de la Gare
50170 TANIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020085**

Saint-Lô, le 20 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **6,82** ha situés à **Tanis (ZA-23, ZB-109-125-131).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 10 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EMMANUEL GILLES
13, rue de la Gare
50170 TANIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020086**

Saint-Lô, le 20 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **0,01** ha situés à **Tanis (ZL-20).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 10 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SCEA DU GRAND SAPIN
SÉBASTIEN LABOUCHE ET NATHALIE VARIN
26, La Crue
SAINT-JEAN-DES-BAISANTS
50810 SAINT JEAN D'ELLE

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020087**

Saint-Lô, le 20 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **84,05** ha situés à **La Barre de Semilly, Condé sur Vire, Lamberville, Saint Jean d'Elle section Saint Jean des Baisants.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 11 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE LA RÉTHORERIE
FABRICE LOQUET, GUILLAUME TIREL, J-CHARLES BOTTIN
2269 rue de la Vire
SAINT-EBREMOND-DE-BONFOSSE
50750 CANISY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020088**

Saint-Lô, le 20 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **2,31** ha situés à **Saint Ebremond de Bonfossé (ZK-22).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 11 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DE LA HUBERDERIE
ANTOINE HUBERT
La Grande Huberderie
50630 QUETTEHOU

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020090**

Saint-Lô, le 20 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **12,97** ha situés à **Quettehou (B-163-180-182-197-198-181-158-195-157), Octeville l'Avenel (A-283-311), Crasville (A-1-7-389-394-395).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 11 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Méi : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC 2J ORVAIN
JESSIE ET JÉRÔME ORVAIN
5, Impasse des Gondinières
50540 ISIGNY-LE-BUAT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020091**

Saint-Lô, le 20 février 2020

Madame, Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **17,24** ha situés à **Isigny le Buat (OA-155 à 158, OB-369 à 371, OC-572-574, OD-173 à 175, 368-369).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Madame, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

ALEXANDRE HERVIEU
22 route de Périers
50500 MEAUTIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020092**

Saint-Lô, le 20 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **66,92** ha situés à **Carentan les Marais (ZI-16), Méautis (ZI-1-3-78, ZK-57, ZH-100-44, ZL-30-32-34-6, ZM-27, ZR-1), Terre et Marais (ZE-91-92-29-31), Saint Hilaire Petitville (ZA-8).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE BRÉCOURT
JACQUES ET GRÉGOIRE DE VALAVIEILLE
Brécourt
50480 SAINTE-MARIE-DU-MONT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020095**

Saint-Lô, le 20 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **16,27** ha situés à **Foucarville (A-256 à 258, 241-261-191), Saint Germain de Varreville (A-3), Sainte Marie du Mont (ZY-45-50), Boutteville (A-183-184-185).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE BRÉCOURT
JACQUES ET GRÉGOIRE DE VALAVIEILLE
Brécourt
50480 SAINTE-MARIE-DU-MONT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020096**

Saint-Lô, le 20 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **1,58** ha situés à **Sainte Marie du Mont (ZX-23-27).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DE BRÉCOURT
JACQUES ET GRÉGOIRE DE VALAVIEILLE
Brécourt
50480 SAINTE-MARIE-DU-MONT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020097**

Saint-Lô, le 20 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **3,49** ha situés à **Sainte Marie du Mont (YB-62, ZX-29).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 13 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC HERBERT
SYLVAIN, MARTINE, JULIEN, PAULINE HERBERT
3, La Couespellière
50150 BEAUFICEL

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020099**

Saint-Lô, le 28 février 2020

Mesdames, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **5,46** ha situés à **Chérencé le Roussel (ZL-14-78).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 14 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC HERBERT
SYLVAIN, MARTINE, JULIEN, PAULINE HERBERT
3, La Couespellière
50150 BEAUFICEL

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020098**

Saint-Lô, le 28 février 2020

Mesdames, Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **67,34** ha situés à **Vengeons (D-621-601-694-696-762-793, A-521-570-572-584-585-586-594-598-600-601-606-607-608-687).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 14 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Mesdames, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE
PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EARL DU THAR
MICKAËL BASSARD
Le Lampas - 51 route de l'Abbaye
50530 SAINT-PIERRE-LANGERS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020100**

Saint-Lô, le 28 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **138,64** ha situés à **Juilouville, St Aubin des Préaux, St Pierre Langers, St Pair sur mer, La Lucerne d'Outremer, St Jean des Champs.**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 14 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

EMMANUEL LECERF
9, Les Pyrus
50810 BERIGNY

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020101**

Saint-Lô, le 28 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **68,69** ha situés à **La Bazoque (A-148), Litteau (ZB-14), Bérigny (ZB-9, B-140 à 142, 241 à 243, 246-247-252, 255 à 258, 260 à 262, 353-354-360-553, ZB-6, C-37-38-43).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 17 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

SCEA LIONEL MARIE
LIONEL MARIE
1, route des Capucines
MONTMARTIN-EN-GRAIGNES
50500 CARENTAN LES MARAIS

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020102**

Saint-Lô, le 28 février 2020

Monsieur,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **14,82** ha situés à **Montmartin en Graignes (YA-54 à 57, 30, ZB-66, ZA-45).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 17 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Monsieur, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Liberté • Égalité • Fraternité
RÉPUBLIQUE FRANÇAISE

PRÉFET DE LA MANCHE

Direction départementale des territoires et de la mer
Service économie agricole et des territoires
Unité projets et vie des exploitations agricoles

Dossier suivi par : Isabelle LESOUEF
Appel direct : 02 33 77 52 37
Fax direct : 02 33 06 39 09
Mél : isabelle.lesouef@manche.gouv.fr

Le directeur départemental des territoires et de la mer

à

GAEC DES ÉPINES
CHRISTOPHE ISABETH ET JEAN-ROGER GAUVAIN
L'Epine
50250 SAINT-NICOLAS-DE-PIERREPONT

Objet : **Demande d'autorisation d'exploiter**

N° dossier : **5020103**

Saint-Lô, le 28 février 2020

Messieurs,

J'accuse réception de votre dossier de demande d'autorisation d'exploiter portant sur **14,95** ha situés à **La Haye (C-335-522-523), Saint Nicolas de Pierrepont (ZI-4-6-10-93-94-98).**

ACCUSE DE RECEPTION

Dossier réceptionné complet le : 17 février 2020

Je vous précise qu'en l'absence de notification de décision reçue dans un délai de QUATRE MOIS SUIVANT la date de réception mentionnée dans le présent accusé de réception, vous bénéficierez d'une AUTORISATION TACITE d'exploiter (application de l'article R 331 - 6 du Code Rural et de la Pêche Maritime).

Je vous informe que je fais procéder à la publicité prévue par l'article R 331-4.

Je vous prie d'agréer, Messieurs, l'expression de mes salutations distinguées.

P/ La cheffe du service économie agricole et territoires,
L'adjoint du chef d'unité projets et vie des exploitations agricoles

Fabrice SCELLE

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-05-013

Arrêté portant subdélégation d'ordonnancement secondaire

Centre de prestations comptables mutualisés de Normandie (CPCM)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

Arrêté portant subdélégation d'ordonnancement secondaire

La Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie,

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances

Vu la loi n° 82-213 du 2 mars 1982 modifiée, relative aux droits et libertés des communes, des départements et des régions

Vu la loi n° 2004-809 du 13 août 2004 relative aux libertés et responsabilités locales, notamment son article 131, modifiant la loi n° 72-619 du 5 juillet 1972 portant création et organisation des régions

Vu la loi n°2015-29 du 16 janvier 2015 relative à la délimitation des régions, aux élections régionales et départementales et modifiant le calendrier électoral

Vu le décret n° 62-1587 du 29 décembre 1962 portant règlement général de la comptabilité publique

Vu le décret n° 84-1191 du 28 décembre 1984, relatif à l'organisation des services extérieurs du ministère de l'agriculture et de la forêt

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 modifié relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'État dans les régions et les départements

Vu le décret n° 2004-1085 du 14 octobre 2004 relatif à la délégation de gestion dans les services de l'État

Vu le décret n°2005-54 du 27 janvier 2005 relatif au contrôle financier au sein des administrations de l'État

Vu le décret n° 2010-429 du 21 avril 2010 relatif à l'organisation et aux attributions des directions régionales de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et de la direction régionale et interdépartementale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt d'Île-de-France

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique

Vu le décret n°2015-1689 du 17 décembre 2015 portant diverses mesures d'organisation et de fonctionnement dans les régions de l'administration territoriale de l'État et de commissions administratives

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime

Vu l'arrêté interministériel du 30 décembre 2008 portant règlement de comptabilité du ministère de l'agriculture et de la pêche pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués

Préfecture de la Région Normandie
7 place de la Madeleine - CS16036 - 76036 ROUEN CEDEX
Standard : 02 32 76 50 00
Courriel : pref-secretariat-prefet@eine-maritime.gouv.fr

Vu l'arrêté ministériel du 11 avril 2017 portant nomination de Madame Caroline GUILLAUME, ingénieure générale des ponts, des eaux et des forêts, en qualité de Directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie à compter du 10 mai 2017

Vu l'arrêté ministériel du 5 décembre 2016 portant nomination de Monsieur Ludovic GENET, Ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, en qualité de Directeur régional adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

Vu l'arrêté ministériel du 8 août 2018 portant nomination de Monsieur François POUILLY, inspecteur général de la santé publique vétérinaire, en qualité de Directeur régional adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie, à compter du 17 septembre 2018

Vu l'arrêté préfectoral n°SGAR/19.159 du 27/12/2019 portant délégation de signature de Monsieur le Préfet de région pour l'ordonnancement secondaire à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale, de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

ARRÊTE

Article 1er Subdélégation de signature est donnée à Monsieur François POUILLY, inspecteur général de la santé publique vétérinaire, Directeur régional adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie et à Monsieur Ludovic GENET, ingénieur divisionnaire de l'agriculture et de l'environnement, Directeur régional adjoint de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie, à l'effet de signer les actes d'ordonnateur secondaire concernant les actes de gestion validés électroniquement sur le progiciel « chorus ». Cette subdélégation concerne les programmes 113, 129, 134, 135, 143, 147, 149, 154, 157, 159, 174, 177, 181, 203, 205, 206, 207, 215, 217, 218, 303, 304, 309, 354, 723, 724, 741 et 780, en application des conventions de délégation de gestion conclues avec les responsables des unités opérationnelles mettant en œuvre ces programmes dans le ressort du centre de prestations comptables mutualisées de Normandie (CPCM).

Article 2 Subdélégation de signature est également donnée à Monsieur Rémi LAFOREST, attaché principal d'administration, secrétaire général de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie, à l'effet de signer les actes d'ordonnateur secondaire concernant les actes de gestion validés électroniquement sur le progiciel « chorus ». Cette subdélégation concerne les programmes 113, 129, 134, 135, 143, 147, 149, 154, 157, 159, 174, 177, 181, 203, 205, 206, 207, 215, 217, 218, 303, 304, 309, 354, 723, 724, 741 et 780, en application des conventions de délégation de gestion conclues avec les responsables des unités opérationnelles mettant en œuvre ces programmes dans le ressort du centre de prestations comptables mutualisées de Normandie (CPCM).

Article 3 Subdélégation de signature est également donnée à Madame Valérie GARNIER, attachée principale d'administration, secrétaire générale adjointe de la direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie, à l'effet de signer les actes d'ordonnateur secondaire concernant les actes de gestion validés électroniquement sur le progiciel « chorus ». Cette subdélégation concerne les programmes 113, 129, 134, 135, 143, 147, 149, 154, 157, 159, 174, 177, 181, 203, 205, 206, 207, 215, 217, 218, 303, 304, 309, 354, 723, 724, 741 et 780, en application des conventions de délégation de gestion conclues avec les responsables des unités opérationnelles mettant en œuvre ces programmes dans le ressort du centre de prestations comptables mutualisées de Normandie (CPCM).

Article 4 Subdélégation de signature est également donnée à Monsieur Norbert LECARDONNEL, attaché principal d'administration, responsable du CPCM, à l'effet de signer les actes d'ordonnateur secondaire concernant les actes de gestion validés électroniquement sur le progiciel « chorus ». Cette subdélégation concerne les

programmes 113, 129, 134, 135, 143, 147, 149, 154, 157, 159, 174, 177, 181, 203, 205, 206, 207, 215, 217, 218, 303, 304, 309, 354, 723, 724, 741 et 780, en application des conventions de délégation de gestion conclues avec les responsables des unités opérationnelles mettant en œuvre ces programmes dans le ressort du centre de prestations comptables mutualisées de Normandie (CPCM).

Article 5 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Norbert LECARDONNEL, subdélégation de signature est donnée aux agents figurant dans le tableau suivant, à l'effet de signer les actes d'ordonnateur secondaire concernant les actes de gestion listés dans ce même tableau et validés électroniquement sur le progiciel « chorus ». Cette subdélégation concerne les programmes 113, 129, 134, 135, 143, 147, 149, 154, 157, 159, 174, 177, 181, 203, 205, 206, 207, 215, 217, 218, 303, 304, 309, 354, 723, 724, 741 et 780, en application des conventions de délégation de gestion conclues avec les responsables des unités opérationnelles mettant en œuvre ces programmes dans le ressort du centre de prestations comptables mutualisées de Normandie (CPCM).

AGENT	CORPS	FONCTION	PÉRIMÈTRE
Mme Hoby ANDRIAMIALISON	Commissaire des armées	Adjoint au responsable du centre de prestations comptables mutualisées	BNOR/HNOR
Mme Marie-Line JOLY	Secrétaire administratif	Référent métier CHORUS Encadrant intermédiaire	BNOR/HNOR
M. Daniel CHERIFI	Secrétaire administratif	Référent métier CHORUS Encadrant intermédiaire	BNOR/HNOR
Mme Karine FONTAINE	Secrétaire administratif	Référent métier CHORUS Encadrant intermédiaire	BNOR/HNOR
Mme Spés Caritas NDABASHINZE	Secrétaire administratif	Référent métier CHORUS Encadrant intermédiaire	BNOR/HNOR
Mme Elisabeth SINAPIN-ROPERT	Secrétaire administratif	Référent métier CHORUS Encadrant intermédiaire	BNOR/HNOR
M. Eric GIFFARD	Adjoint administratif	Valideur CHORUS à compter du 07/09/2020	BNOR/HNOR
M. Vincent GUILLAUME	Secrétaire administratif	Valideur CHORUS	BNOR/HNOR
M. Guillaume LE SANN	Secrétaire administratif	Valideur CHORUS	BNOR/HNOR
Mme Hortense LOUVARD	Adjoint administratif	Valideur CHORUS	BNOR/HNOR

Article 6 En cas d'absence ou d'empêchement de Monsieur Norbert LECARDONNEL, subdélégation de signature est donnée aux agents figurant dans le tableau suivant, à l'effet de certifier le service fait des actes d'ordonnateur secondaire. Cette subdélégation concerne les programmes 113, 129, 134, 135, 143, 147, 149, 154, 157, 159, 174, 177, 181, 203, 205, 206, 207, 215, 217, 218, 303, 304, 309, 354, 723, 724, 741 et 780, en application des conventions de délégation de gestion conclues avec les responsables des unités opérationnelles mettant en œuvre ces programmes dans le ressort du centre de prestations comptables mutualisées de Normandie (CPCM).

AGENT	CORPS	FONCTION	PÉRIMÈTRE
Mme Emilie AUBRY	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	BNOR/HNOR
Madame Bénédicte BENARD VICENTE	Vacataire	Gestionnaire de prestations comptables	BNOR/HNOR
Mme Geneviève CHEMIN	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	BNOR/HNOR
Mme Emeline FLEUTRY	Vacataire	Gestionnaire de prestations comptables	BNOR/HNOR
M. Eric GIFFARD	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables jusqu'au 06/09/2020	BNOR/HNOR
Mme Martine GRELET-LEROY	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR
Mme Angèle HANGARD	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR
Mme Véronique KUBIK-WEILL	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR
Mme Sandrine LEBER	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR
Mme Nicole LEBOUTEILLER	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR
Mme Isabelle LECOCQ	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR
Mme Christine LEMETAIS	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR
M. Nordine METENE	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR
Mme Nadège NICOLAY	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR
Mme Stéphanie PATIN	Secrétaire administratif	Gestionnaire de prestations comptables	BNOR/HNOR
Mme Patricia POLIN	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	BNOR/HNOR
Mme Ludivine QUIBEL	Secrétaire administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR
Mme Catherine RAFFRAY	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	BNOR/HNOR
Mme Nathalie SENELLIER	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	BNOR/HNOR
Mme Sandrine VUE	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR

AGENT	CORPS	FONCTION	PÉRIMÈTRE
Mme Aurélie ZALILA	Adjoint administratif	Gestionnaire de prestations comptables	HNOR

Article 7 Toutes dispositions antérieures au présent arrêté portant sur le même objet sont abrogées.

Article 8 Le présent arrêté sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de la région Normandie. Il sera par ailleurs notifié à la Directrice régionale des finances publiques de Normandie.

Fait à Caen, le 05/10/2020

Pour le Préfet de la région Normandie et par délégation, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt,



Caroline GUILLAUME

Voies et délais de recours – Conformément aux dispositions des articles R.421-1 à R.421-5 du code de justice administrative, le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le tribunal administratif de Rouen dans le délai de deux mois à compter de sa notification ou de sa publication. Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique « Télérecours citoyens » accessible par le site Internet **www.telerecours.fr**

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-08-007

DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0042

M. Christophe DUCLOS n'est pas autorisé à exploiter 167ha sur les communes de LA CHAPELLE YVON, COURTONNE LES 2 EGLISES et ST GERMAIN LA CAMPAGNE

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UN REFUS D'EXPLOITER N° DDTM14/SA/20-0042

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région de Basse-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 juillet 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2019 modifié fixant la composition de la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie .

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande partiellement concurrente, en date du 23/06/2020, déposée par Monsieur DUCLOS Christophe, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une surface de 167 hectares, située sur le territoire des communes de LA CHAPELLE YVON, COURTONNE LES DEUX EGLISES et SAINT GERMAIN LA CAMPAGNE(14)

Vu la demande, en date du 30/06/2020, présentée par Monsieur BOULARD Romain, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une surface de 170,85 hectares, située sur le territoire des communes de LA CHAPELLE YVON, COURTONNE LES DEUX EGLISES et SAINT GERMAIN LA CAMPAGNE(14)

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

Vu l'avis défavorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados, lors de sa séance du 11/09/2020, concernant la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DUCLOS Christophe

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- les priorités définies par le SDREA dans son article 3
- que les demandes respectives de Monsieur BOULARD Romain et de Monsieur DUCLOS Christophe sont en situation de concurrence sur 167 ha, auxquelles donc doivent s'appliquer les priorités du schéma directeur régional des exploitations agricoles

- que la demande formulée par Monsieur DUCLOS Christophe consiste en une installation sur une surface supérieure au seuil de déclenchement fixé par le SDREA (70 ha)
- que la demande formulée par Monsieur BOULARD Romain consiste en une installation d'un jeune agriculteur avec le bénéfice des aides de l'État
- qu'en application de l'article 3 du schéma directeur régional des exploitations agricoles, la demande de Monsieur DUCLOS Christophe, relève du rang de priorité 9 « les autres installations ou agrandissements en-deçà du seuil d'agrandissement excessif »
- qu'en application de l'article 3 du schéma directeur régional des exploitations agricoles, la demande de Monsieur BOULARD Romain relève du rang de priorité 2 « installation des exploitants à titre principal ou secondaire, engagés concrètement dans le parcours à l'installation aidée (PPP agréé), présentant un projet économiquement viable et remplissant les conditions de formation ou d'expérience professionnelle nécessaires à l'obtention des aides de l'État à l'installation,
    - y compris dans le cadre de l'installation sociétaire d'un candidat qui sera au terme de son installation titulaire d'un titre de jouissance (acte de propriété, bail rural...) pour des terres qu'il mettra à la disposition de la société
    - y compris dans le cadre d'une installation progressive aidée, à titre secondaire, visant à une installation à titre principal dans les 5 années suivant la première demande d'autorisation d'exploiter dans la limite de la SAU moyenne régionale des moyennes et grandes exploitations retenue par le SDREA »
- qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande formulée par Monsieur DUCLOS Christophe n'est pas prioritaire par rapport à celle de Monsieur BOULARD Romain
- qu'il y a lieu de refuser l'autorisation d'exploiter à Monsieur DUCLOS Christophe en application de l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er Monsieur DUCLOS Christophe, n'est pas autorisé à exploiter une superficie de 167 ha, située sur le territoire des communes de LA CHAPELLE YVON, COURTONNE LES DEUX EGLISES et SAINT GERMAIN LA CAMPAGNE(14)

Article 2 Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :
– soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Normandie
– soit un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
– soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de CAEN

Article 3 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les maires de LA CHAPELLE YVON, COURTONNE LES DEUX EGLISES et SAINT GERMAIN LA CAMPAGNE(14) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie de la commune intéressée

Fait à Caen, le - 8 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-12-007

DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0044

M. Philippe DUGUEY n'est pas autorisé à exploiter les 20ha 92a répartis sur les communes de ERAINES (ZD10) ST PIERRE CANIVET (ZE 13 28) SOULANGY (ZK 19) VERSAINVILLE (ZA 8)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UN REFUS D'EXPLOITER N° DDTM14/SA/20-00 44

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, L331-3-1, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région de Basse-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 juillet 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2019 modifié fixant la composition de la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu La demande présentée par Monsieur DUGUEY Philippe dont le siège d'exploitation est situé à EPANEY (14), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une superficie de 20,92 ha, situés à ERAINES, à SAINT PIERRE CANIVET, à SOULANGY et à VERSAINVILLE réceptionnée complète le 15 juillet 2020

Vu la demande présentée par Monsieur BINET Sébastien (14), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une surface de 120,98 ha, situés à ERAINES, à SAINT PIERRE CANIVET, à SOULANGY et à VERSAINVILLE réceptionnée complète le 03 juin 2020.

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

Vu L'avis défavorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, lors de sa séance du 11 septembre 2020 en ce qui concerne la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur DUGUEY Philippe

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- les priorités définies par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) dans son article 3
- que les demandes respectives de Monsieur DUGUEY Philippe et Monsieur BINET Sébastien sont en situation de concurrence sur 20,92 ha, auxquelles donc doivent s'appliquer les priorités du schéma directeur régional des exploitations agricoles.

- que la demande de Monsieur DUGUEY Philippe dont la superficie totale est de 195 ha repose sur un agrandissement de l'exploitation avec 1 UTH
- que la demande formulée par Monsieur BINET Sébastien dont la superficie totale est de 135,46 ha repose sur un agrandissement de l'exploitation avec 1 UTH.
- qu'en application de l'article 3 du schéma directeur régional des exploitations agricoles, la demande du Monsieur DUGUET Philippe relève du rang de priorité 10 : *« agrandissement au-delà du seuil d'agrandissement excessif (140 ha/UTH) »*
- que la demande de Monsieur BINET Sébastien, relève du rang de priorité 10 : *« agrandissement au-delà du seuil d'agrandissement excessif (140 ha/UTH) »*
- que les demandes respectives de Monsieur DUGUEY Philippe et Monsieur BINET Sébastien sont en situation de concurrence sur 20,92 ha, auxquelles donc doivent s'appliquer les priorités du schéma directeur régional des exploitations agricoles.
- qu'en cas de concurrence au même rang de priorité, l'article 5 du SDREA dispose que des critères soient pris en compte, après avis de la CDOA, pour départager les candidats.
  Les critères ci-dessous ont été retenus pour chacun :

Demandeurs Critères	BINET Sébastien Critères favorables	DUGUEY Philippe Critères favorables
Dimension économique	1	0
Diversité des productions	0	0
Performance économique et environnemental	0	0
Degré de participation	1	1
Nombre d'emplois	0	0
Impact environnemental	1	1
Structure parcellaire	1	0
Situation personnelle	0	0
Nombre de critères favorables	4	2

Considérant

- qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande formulée par Monsieur DUGUEY Philippe n'est pas prioritaire sur celle de Monsieur BINET Sébastien ,
- qu'il y a lieu de refuser l'autorisation d'exploiter à Monsieur DUGUEY Philippe pour les 20,92 ha en application de l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er Monsieur DUGUEY Philippe dont le siège d'exploitation est situé à EPANEY (14), n'est pas autorisé à exploiter les 20,92 hectares répartis ainsi :

Communes	Parcelles	Superficie (ha)
ERAINES	ZD 10	2,73
SAINT PIERRE CANIVET	ZE 13 28	6,16
SOULANGY	ZK 19	4,99
VERSAINVILLE	ZA 8	7,04

Article 2 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification par :
- recours gracieux devant le Préfet de la région Normandie
- recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- recours contentieux devant le Tribunal Administratif de CAEN

Article 3 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les maires d' ERAINES, de SAINT PIERRE CANIVET, de SOULANGY et de VERSAINVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie de la commune.

Fait à Caen, le 12 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-14-003

DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N° DDTM50/SEAT/20-0047

L'EARL PAPIN n'est pas autorisée à exploiter 10ha 61a sur la commune de BRECEY (parcelles ZA 44 - 96)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UN REFUS D'EXPLOITER N° DDTM50/SEAT/20-00 47

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Basse-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 mars 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2019 fixant la composition de la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture de la Manche

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande d'autorisation d'exploiter du 12 mars 2020 déposée par l'EARL Papin, représenté par M. Cédric PAPIN dont le siège est situé à « La Butte Julien » 50370 Brécey, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter 10,61 ha situés à Brécey (ZA-44-96)

Vu l'autorisation d'exploiter accordée sur les mêmes parcelles, le 1er novembre 2019, au GAEC de la Horique, représenté par Richard, Corinne, Florentin, Valentin VIEL, dont le siège d'exploitation est situé à « La Horique » 50370 Le Grand Celland

Vu l'avis défavorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation agricole de l'agriculture du département de la Manche, lors de sa séance du 8 septembre 2020, concernant la demande d'autorisation de l'EARL Papin

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du code rural et de la pêche maritime visant à la consolidation ou au maintien des exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable au regard des critères précisés par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA)
- que l'article L331-3-1 introduit une liste limitative de cas dans lesquels une demande d'autorisation d'exploiter peut-être refusée, notamment lorsqu'une candidature à la reprise ou un preneur en place répond à un rang de priorité supérieur au regard du SDREA
- les priorités définies par le SDREA dans son article 3
- que la demande de l'EARL PAPIN est considérée comme une demande successive et que, par

conséquent, elle ne remet pas en cause la décision prise pour le GAEC de la Horique

- que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater que la demande de l'EARL PAPIN relève de la priorité 8 ex-aequo du SDREA, à savoir « les opérations consistant à conforter l'agrandissement d'agriculteur à titre principal »
- que la demande du GAEC de la Horique relève quant à elle de la priorité 2, s'agissant de l'installation aidée au sein du GAEC de deux jeunes agriculteurs engagés concrètement dans le parcours à l'installation, Florentin et Valentin VIEL
- qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la candidature de l'EARL PAPIN s'avère moins prioritaire que celle du GAEC de la Horique

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er L'EARL PAPIN n'est pas autorisée à exploiter 10,61 ha situés à Brécey (ZA-44-96)

Article 2 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région
- soit un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen

Article 3 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire de la commune de Brécey sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché à la mairie de la commune concernée

Fait à Caen, le 14 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt

Caroline GUILLAUME

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-14-005

DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM76/SEA/20-0049

La SCEA FERME DU FOURA PAIN n'est pas autorisée à exploiter une superficie de 17ha 72a sur la commune de BOISSAY (parcelle ZA0011) et à ERNEMONT SUR BUCHY (parcelles ZC0006 et ZD0005)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UN REFUS D'EXPLOITER
N° DDTM76/SEA/20-00 49

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Haute-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019 modifié (30/06/2020) fixant la composition de la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture de la Seine-Maritime

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande formulée par la **SCEA FERME du FOUR à PAIN**, (constituée de Messieurs Didier et Julien BACHELET), dont le siège d'exploitation est situé à ERNEMONT/BUCHY (76750), visant à obtenir en agrandissement de son exploitation une surface de 17 ha 72, située à ERNEMONT/BUCHY et BOISSAY, en Seine-Maritime, enregistrée le 30 juin 2020

Vu la demande concurrente déposée par Monsieur Mathieu BERTRAND, dont le siège d'exploitation est situé à BOIS-HEROULT (76750), visant à obtenir en agrandissement de son exploitation, une surface de 21 ha 76, située à ERNEMONT/BUCHY et BOISSAY, en Seine-Maritime, enregistrée le 23 juillet 2020

Vu la demande concurrente déposée par Monsieur Marvin PERRIN, dont le siège d'exploitation est situé à FLEURY/ANDELLE (27380), visant à obtenir, dans le cadre de son installation aidée, une surface de 151 ha 23, située à ERNEMONT/BUCHY, LA-RUE-St-PIERRE, ESTOUTEVILLE-ECALLES, PREAUX), St-JACQUES / DARNETAL, St-DENIS-le-THIBOULT, BOISSAY, LA-VIEUX-RUE et SERVAVILLE-SALMONVILLE en Seine-Maritime et VASCOEUIL dans l'Eure, enregistrée le 3 mars 2020

Vu l'autorisation partielle d'exploiter, accordée le 19 décembre 2019, à Madame Emilie LEROUX, dont le siège d'exploitation est situé à LA VIEUX RUE (76160), dans le cadre de son installation, pour une surface de 117 ha 95, située à Boissay, Ernemont-sur-Buchy, La-Rue-St-Pierre, Estouteville-Ecalles, Préaux, St-Jacques-sur-Darnétal, St-Denis-le-Thiboult, La-Rue-St-Pierre et Servaville-Salmonville (Seine-Maritime) et Vascoeuil (Eure)

Vu l'avis défavorable émis par la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département de la Seine-Maritime, lors de sa séance du 1er septembre 2020, en ce qui concerne la demande d'autorisation d'exploiter présentée par SCEA FERME du FOUR à PAIN

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- les priorités définies par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Haute-Normandie dans son article 3
- que les demandes de Monsieur Mathieu BERTRAND, de la SCEA FERME du FOUR à PAIN, de madame Emilie LEROUX et de Monsieur Marvin PERRIN, sont en situation de concurrence sur la parcelle ZA11 d'une contenance de 11 ha 45 sur la commune de Boissay et les parcelles ZC0006 et ZD0005 d'une contenance de 6 ha 27 sur la commune de Ernemont/Buchy
- que la demande de la SCEA FERME du FOUR à PAIN, consiste en un agrandissement de son exploitation lui permettant d'augmenter la superficie de son exploitation de 171 ha 73 à 188 ha 85 et relève du rang 2 de priorité du SDREA « maintien et consolidation d'une exploitation existante, notamment dans le cas d'une installation progressive »
- que la demande de Monsieur Mathieu BERTRAND, consiste en un agrandissement de son exploitation lui permettant d'augmenter la superficie de son exploitation de 69 ha 06 à 90 ha 82 et et relève du rang 2 de priorité du SDREA « maintien et consolidation d'une exploitation existante, notamment dans le cas d'une installation progressive »
- que la demande de Madame Emilie LEROUX, repose sur une installation non aidée portant sur une surface de 152 ha 36, et relève du rang 4 de priorité du SDREA *« autre installation, aidée ou non »,*
- que la demande de Monsieur Marvin PERRIN, repose sur une installation aidée et relève du rang 1 de priorité du SDREA « installation aidée, dans la limite, après reprise, de 1,5 fois le seuil de viabilité défini en article 5 » soit 105 ha
- que la demande de Monsieur Marvin PERRIN est prioritaire aux demandes de Monsieur Mathieu BERTRAND, Madame Emilie LEROUX et la SCEA FERME du FOUR à PAIN,

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

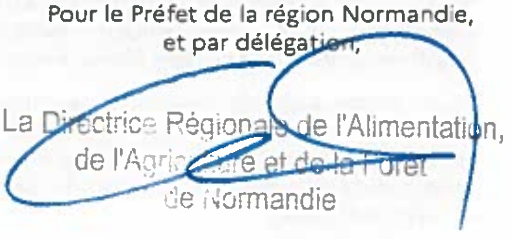
Article 1er la SCEA FERME du FOUR à PAIN, (constituée de Messieurs Didier et Julien BACHELET), dont le siège d'exploitation est situé à ERNEMONT/BUCHY (76750), n'est pas autorisée à exploiter une superficie de 17 ha 72, située à BOISSAY, *référence cadastrale : ZA0011* et ERNEMONT/BUCHY, *références cadastrales : ZC0006 et ZD0005*

Article 2 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région
- soit un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen

Article 3 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les maires de BOISSAY et ERNEMONT/BUCHY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie des communes intéressées

Fait à Caen, le 14 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,



Caroline GUILLAUME

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-14-006

DECISION PORTANT SUR UN REFUS D' AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM76/SEA/20-0050

M. Mathieu BERTRAND n'est pas autorisé à exploiter une superficie de 21ha 76a sur la commune de BOISSAY (parcelle ZA0011) et à ERNEMONT SUR BUCHY (parcelles ZC0005, ZC0006 et ZD0005)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale
de l'alimentation, de l'agriculture
et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UN REFUS D'EXPLOITER
N° DDTM76/SEA/20-0050

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Haute-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019 modifié (30/06/2020) fixant la composition de la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture de la Seine-Maritime

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande formulée par **Monsieur Mathieu BERTRAND**, dont le siège d'exploitation est situé à BOIS-HEROULT (76750), visant à obtenir en agrandissement de son exploitation, une surface de 21 ha 76, située à ERNEMONT/BUCHY et BOISSAY, en Seine-Maritime, enregistrée le 23 juillet 2020

Vu la demande concurrente déposée par la SCEA FERME du FOUR à PAIN, (constituée de Messieurs Didier et Julien BACHELET), dont le siège d'exploitation est situé à ERNEMONT/BUCHY (76750), visant à obtenir en agrandissement de son exploitation une surface de 17 ha 72, située à ERNEMONT/BUCHY et BOISSAY, en Seine-Maritime, enregistrée le 30 juin 2020

Vu la demande concurrente déposée par Monsieur Marvin PERRIN, dont le siège d'exploitation est situé à FLEURY/ANDELLE (27380), visant à obtenir, dans le cadre de son installation aidée, une surface de 151 ha 23, située à ERNEMONT/BUCHY, LA-RUE-St-PIERRE, ESTOUTEVILLE-ECALLES, PREAUX), St-JACQUES / DARNETAL, St-DENIS-le-THIBOULT, BOISSAY, LA-VIEUX-RUE et SERVAVILLE-SALMONVILLE en Seine-Maritime et VASCOEUIL dans l'Eure, enregistrée le 3 mars 2020

Vu l'autorisation partielle d'exploiter, accordée le 19 décembre 2019, à Madame Emilie LEROUX, dont le siège d'exploitation est situé à LA VIEUX RUE (76160), dans le cadre de son installation, pour une surface de 117 ha 95, située à Boissay, Ernemont-sur-Buchy, La-Rue-St-Pierre, Estouteville-Ecalles, Préaux, St-Jacques-sur-Darnétal, St-Denis-le-Thiboult, La-Rue-St-Pierre et Servaville-Salmonville (Seine-Maritime) et Vascoeuil (Eure)

Vu l'avis défavorable émis par la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département de la Seine-Maritime, lors de sa séance du 1er septembre 2020, en ce qui concerne la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur Mathieu BERTRAND

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- les priorités définies par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Haute-Normandie dans son article 3
- que les demandes de Monsieur Mathieu BERTRAND, de Madame Emilie LEROUX, de la SCEA FERME du FOUR à PAIN et de Monsieur Marvin PERRIN, sont en situation de concurrence sur la parcelle ZA11 d'une contenance de 11 ha 45 sur la commune de Boissay et les parcelles ZC0005, ZC0006 et ZD0005 d'une contenance de 10 ha 31 sur la commune de Ernemont/Buchy
- que la demande de Monsieur Mathieu BERTRAND, consiste en un agrandissement de son exploitation lui permettant d'augmenter la superficie de son exploitation de 69 ha 06 à 90 ha 82 et relève du rang 2 de priorité du SDREA « maintien et consolidation d'une exploitation existante, notamment dans le cas d'une installation progressive »
- que la demande de la SCEA FERME du FOUR à PAIN, consiste en un agrandissement de son exploitation lui permettant d'augmenter la superficie de son exploitation de 171 ha 13 à 188 ha 85 et relève du rang 2 de priorité du SDREA « maintien et consolidation d'une exploitation existante, notamment dans le cas d'une installation progressive »
- que la demande de Monsieur Marvin PERRIN, repose sur une installation aidée et relève du rang 1 de priorité du SDREA « installation aidée, dans la limite, après reprise, de 1,5 fois le seuil de viabilité défini en article 5 » soit 105 ha
- que la demande de Madame Emilie LEROUX, repose sur une installation non aidée portant sur une surface de 152 ha 36, et relève du rang 4 de priorité du SDREA *« autre installation, aidée ou non »*
- que la demande de Monsieur Marvin PERRIN est prioritaire aux demandes de Monsieur Mathieu BERTRAND, Madame Emilie LEROUX et la SCEA FERME du FOUR à PAIN

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er Monsieur Mathieu BERTRAND, dont le siège d'exploitation est situé à BOIS-HEROULT (76750), n'est pas autorisé à exploiter une superficie de 21 ha 76, située à BOISSAY, *référence cadastrale : ZA0011* et ERNEMONT/BUCHY, *référence cadastrale : ZC0005, ZC0006 et ZD0005*

Article 2 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région
- soit un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen

Article 3 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les maires de BOISSAY et ERNEMONT/BUCHY sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie des communes intéressées

Fait à Caen, le 14 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-08-005

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDT61/SET/20-0040

l'EARL DE LA GRANGE D'ASSE est autorisée à exploiter 47ha 54a sur la commune de VERRIERES (parcelles ZC00007 - ZC00023)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N° DDT61/SET/20-0040

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Basse-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 30 janvier 2018 modifié par les arrêtés des 1er août 2018, 11 avril 2019, 22 mai 2019, 25 septembre 2019 et 21 août 2020 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture

Vu l'arrêté préfectoral en date du 8 février 2018 modifié par les arrêtés des 1er août 2018, 11 avril 2019, 22 mai 2019, 25 septembre 2019 et du 21 août 2020 fixant la composition de la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande présentée le 23 juin 2020 par l'EARL DE LA GRANGE D'ASSE dont le siège d'exploitation est situé à CONDEAU (61), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter 47,54 hectares situés sur le territoire de la commune de VERRIERES (61)

Vu la demande non soumise déposée le 27 août 2020 par Madame Camille LEVIER, sur 48,35 hectares situés sur le territoire des communes de BELLOU-SUR-HUISNE et VERRIERES (61)

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

Vu l'avis de la section spécialisée de la Commission Départementale d'Orientation Agricole du département de l'Orne qui s'est tenue le 1er septembre 2020

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- l'article 3 du SDREA qui dispose que les autorisations d'exploiter sont délivrées selon un ordre de priorité
- que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater que l'autorisation d'exploiter et la demande d'autorisation d'exploiter de l'EARL DE LA GRANGE D'ASSÉ relèvent de la priorité n°5 du SDREA et que la demande non soumise de Madame Camille LEVIER relèverait, si elle était soumise, de la priorité n°5 du SDREA « à savoir installation à titre principal non aidée présentant une étude

économique démontrant que le projet est viable

- qu'en cas de concurrence au même rang de priorité, l'article 5 du SDREA dispose que les critères suivants seront pris en compte, après avis de la CDOA, pour statuer sur la demande de l'EARL DE LA GRANGE D'ASSÉ, Madame Camille LEVIER ayant obtenue l'autorisation d'exploiter en opération libre :
1 - la dimension économique des exploitations
2 - la contribution de l'opération à la diversité des productions et des systèmes agricoles
3 - la mise en œuvre par les exploitations – performances économiques et environnementales
4 - le degré de participation
5 - le nombre d'emplois de salariés
6 - l'impact environnemental
7 - la structure parcellaire
8 - la situation personnelle du demandeur

Les critères pour départager les demandes concurrentes sont attribués comme suit :

Demandeurs / Critères	Camille LEVIER Critères favorables	EARL DE LA GRANGE D'ASSE Critères favorables
Dimension économique	1	0
Diversité des productions	0	1 (circuit court)
Performance économique et environnemental	0	0
Degré de participation	0	1 (100%)
Nombre d'emplois	0	1 salarié saisonnier
Impact environnemental	0	1 (AB)
Structure parcellaire	1	0
Situation personnelle	0	0
Nombre de critères favorables	**2**	**4**

Considérant

- qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande de l'EARL DE LA GRANGE D'ASSÉ est prioritaire sur la demande, si elle était soumise, de Madame Camille LEVIER

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er L'EARL DE LA GRANGE D'ASSÉ dont le siège d'exploitation est situé à CONDEAU (61) **est autorisée** à exploiter 47,54 hectares cadastrés :
- ZC 00007 – ZC 00023 situés sur le territoire de la commune de VERRIERES

Article 2 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région
- soit un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Caen

Article 3 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire des communes de **CONDEAU – BELLOU-SUR-HUISNE et VERRIERES (61)** sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie des communes intéressées

Fait à Caen, le - 8 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-08-006

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0041

M. BOULARD Romain est autorisé à exploiter 167ha sur les communes de LA CHAPELLE YVON, COURTONNE LES 2 EGLISES et ST GERMAIN LA CAMPAGNE et 3ha 85a sur la commune de ST GERMAIN LA CAMPAGNE (parcelles D74 et ZC10 13)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N° DDTM14/SA/20-0041

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région de Basse-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 juillet 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2019 modifié fixant la composition de la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande, en date du 30/06/2020, présentée par Monsieur BOULARD Romain, dont le siège est situé à LUNERAY (76), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une surface de 170,85 hectares, située sur le territoire des communes de LA CHAPELLE YVON, COURTONNE LES DEUX EGLISES et SAINT GERMAIN LA CAMPAGNE(14)

Vu la demande partiellement concurrente, en date du 23/06/2020, déposée par Monsieur DUCLOS Christophe, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une surface de 167 hectares, située sur le territoire des communes de LA CHAPELLE YVON, COURTONNE LES DEUX EGLISES et SAINT GERMAIN LA CAMPAGNE(14)

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

Vu l'avis favorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados, lors de sa séance du 11/09/2020, concernant la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BOULARD Romain

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- les priorités définies par le SDREA dans son article 3
- qu'aucune concurrence n'a été identifiée sur les parcelles D 74 – ZC 10 13 situées sur le territoire de la commune de SAINT GERMAIN LA CAMPAGNE (14)

- que les demandes respectives de Monsieur BOULARD Romain et de Monsieur DUCLOS Christophe sont en situation de concurrence sur 167 ha, auxquelles donc doivent s'appliquer les priorités du schéma directeur régional des exploitations agricoles
- que la demande formulée par Monsieur BOULARD Romain consiste en une installation d'un jeune agriculteur avec le bénéfice des aides de l'État
- que la demande formulée par Monsieur DUCLOS Christophe consiste en une installation sur une surface supérieure au seuil de déclenchement fixé par le SDREA (70 ha)
- qu'en application de l'article 3 du schéma directeur régional des exploitations agricoles, la demande de Monsieur BOULARD Romain relève du rang de priorité 2 « installation des exploitants à titre principal ou secondaire, engagés concrètement dans le parcours à l'installation aidée (PPP agréé), présentant un projet économiquement viable et remplissant les conditions de formation ou d'expérience professionnelle nécessaires à l'obtention des aides de l'État à l'installation,
  - y compris dans le cadre de l'installation sociétaire d'un candidat qui sera au terme de son installation titulaire d'un titre de jouissance (acte de propriété, bail rural...) pour des terres qu'il mettra à la disposition de la société
  - y compris dans le cadre d'une installation progressive aidée, à titre secondaire, visant à une installation à titre principal dans les 5 années suivant la première demande d'autorisation d'exploiter dans la limite de la SAU moyenne régionale des moyennes et grandes exploitations retenue par le SDREA »
- qu'en application de l'article 3 du schéma directeur régional des exploitations agricoles, la demande de Monsieur DUCLOS Christophe, relève du rang de priorité 9 « les autres installations ou agrandissements en-deçà du seuil d'agrandissement excessif »
- qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande formulée par Monsieur BOULARD Romain est prioritaire par rapport à celle de Monsieur DUCLOS Christophe
- qu'il y a lieu d'accorder une autorisation d'exploiter à Monsieur BOULARD Romain en application de l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er Monsieur BOULARD Romain, est autorisé à exploiter une superficie de 167 ha, située sur le territoire des communes de LA CHAPELLE YVON, COURTONNE LES DEUX EGLISES et SAINT GERMAIN LA CAMPAGNE(14)

Article 2 BOULARD Romain, est autorisé à exploiter une superficie de 3,85 ha, située à SAINT GERMAIN LA CAMPAGNE(14), référence cadastrale D 74 - ZC 10 13

Article 3 Vous disposez d'un délai de deux mois à compter de la notification de la présente décision pour déposer :
– soit un recours gracieux devant le Préfet de la région Normandie
– soit un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
– soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de CAEN

Article 4 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les maires de LA CHAPELLE YVON, COURTONNE LES DEUX EGLISES et SAINT GERMAIN LA CAMPAGNE(14) sont chargés, chacun en ce qui les concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie de la commune intéressée

Fait à Caen, le - 8 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-12-006

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0043

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N° DDTM14/SA/20-00143

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région de Basse-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 juillet 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2019 modifié fixant la composition de la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande présentée par Monsieur BINET Sébastien, dont le siège d'exploitation est situé à VERSAINVILLE (14), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une surface de 120,98 ha, situés à ERAINES, à SAINT PIERRE CANIVET, à SOULANGY et à VERSAINVILLE réceptionnée complète le 3 juin 2020.

Vu la demande présentée par Monsieur DUGUEY Philippe dont le siège d'exploitation est situé à EPANAY (14), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une superficie de 20,92 ha, situés à ERAINES, à SAINT PIERRE CANIVET, à SOULANGY et à VERSAINVILLE réceptionnée complète le 15 juillet 2020

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

Vu l'avis favorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, lors de sa séance du 11 septembre 2020 en ce qui concerne la demande d'autorisation d'exploiter de Monsieur BINET Sébastien

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- les priorités définies par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) dans son article 3
- qu'aucune concurrence n'a été identifiée sur une superficie de 100,06 ha sur les parcelles réparties sur les communes ci-dessous :

Communes	Parcelles	Superficie (ha)
DAMBLAINVILLE	A 59	5,96
ERAINES	A 4 7 8	2,29
ERAINES	ZD 11	5,42
ERAINES	C 5 – ZB 27 28 - ZC 1 2 – ZD 2	27,68
ERAINES	ZB 4 6 35 36	6,64
ERAINES	ZE 4	3,63
SOULANGY	ZK 18	10
VILLERS CANIVET	ZB 46 47 105	5,33
VILLERS CANIVET	ZA 15 16 - ZB 21 22 - ZC 226	5,94
VILLERS CANIVET	ZB 50 - ZC 2 38 46 129 243 251	10,18
VERSAINVILLE	C 105 107 108 109 113	11,23
VERSAINVILLE	C 106	2,75

- que les demandes respectives de Monsieur BINET Sébastien et Monsieur DUGUEY Philippe sont en situation de concurrence sur 20,92 ha, auxquelles donc doivent s'appliquer les priorités du schéma directeur régional des exploitations agricoles
- que la demande formulée par Monsieur BINET Sébastien dont la superficie totale est de 135,46 ha repose sur un agrandissement de l'exploitation avec 1 UTH.
- que la demande de Monsieur Monsieur DUGUEY Philippe dont la superficie totale est de 195 ha repose sur un agrandissement de l'exploitation avec 1 UTH
- qu'en application de l'article 3 du schéma directeur régional des exploitations agricoles, la demande de Monsieur BINET Sébastien, relève du rang de priorité 10 : *« agrandissement au-delà du seuil d'agrandissement excessif (140 ha/UTH) »*
- que la demande de Monsieur DUGUEY Philippe relève du rang de priorité 10 : *« agrandissement au-delà du seuil d'agrandissement excessif (140 ha/UTH) »*
- qu'en cas de concurrence au même rang de priorité, l'article 5 du SDREA dispose que des critères soient pris en compte, après avis de la CDOA, pour départager les candidats.
  Les critères ci-dessous ont été retenus pour chacun :

Demandeurs / Critères	BINET Sébastien Critères favorables	DUGUEY Philippe Critères favorables
Dimension économique	1	0
Diversité des productions	0	0
Performance économique et environnemental	0	0
Degré de participation	1	1
Nombre d'emplois	0	0
Impact environnemental	1	1
Structure parcellaire	1	0
Situation personnelle	0	0
Nombre de critères favorables	**4**	**2**

Considérant

- qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande formulée par Monsieur BINET Sébastien, est prioritaire sur celle de Monsieur DUGUEY Philippe
- qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation d'exploiter à Monsieur BINET Sébastien en application de l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er Monsieur BINET Sébastien, dont le siège d'exploitation est situé à VERSAINVILLE (14), est

autorisé à exploiter 100,06 hectares répartis ainsi :

Communes	Parcelles	Superficie (ha)
DAMBLAINVILLE	A 59	5,96
ERAINES	A 4 7 8	2,29
ERAINES	ZD 11	5,42
ERAINES	C 5 – ZB 27 28 - ZC 1 2 – ZD 2	27,68
ERAINES	ZB 4 6 35 36	6,64
ERAINES	ZE 4	3,63
SOULANGY	ZK 18	10
VILLERS CANIVET	ZB 46 47 105	5,33
VILLERS CANIVET	ZA 15 16 - ZB 21 22 - ZC 226	5,94
VILLERS CANIVET	ZB 50 - ZC 2 38 46 129 243 251	10,18
VERSAINVILLE	C 105 107 108 109 113	11,23
VERSAINVILLE	C 106	2,75

Article 2 Monsieur BINET Sébastien dont le siège d'exploitation est situé à VERSAINVILLE (14), est autorisé à exploiter 20,92 hectares répartis ainsi :

Communes	Parcelles	Superficie (ha)
ERAINES	ZD 10	2,73
SAINT PIERRE CANIVET	ZE 13 28	6,16
SOULANGY	ZK 19	4,99
VERSAINVILLE	ZA 8	7,04

Article 3 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification par :
- recours gracieux devant le Préfet de la région Normandie
- recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- recours contentieux devant le Tribunal Administratif de CAEN

Article 4 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les maires d' ERAINES, de SAINT PIERRE CANIVET, de SOULANGY et de VERSAINVILLE sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie de la commune.

Fait à Caen, le 12 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME



Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-12-008

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0045

Le GAEC METTE est autorisé à exploiter 10h 29a sur la commune de BEAULIEU (parcelles ZA 162 - ZB 28 33)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N° DDTM14/SA/20-00 45

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région de Basse-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 juillet 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2019 modifié fixant la composition de la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande présentée par le GAEC METTE dont le siège d'exploitation est situé à BEAULIEU (14), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une surface de 10,29 ha, situés à BEAULIEU réceptionnée complète le 13 août 2020.

Vu La demande présentée par L'EARL GOURNAY dont le siège d'exploitation est situé à LE RECULEY (14), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une superficie de 18,05 ha, situés à BEAULIEU réceptionnée complète le 19 juin 2020

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

Vu l'avis favorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, lors de sa séance du 11 septembre 2020 en ce qui concerne la demande d'autorisation d'exploiter du GAEC METTE.

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- les priorités définies par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) dans son article 3
- que les demandes respectives du GAEC METTE et L'EARL GOURNAY sont en situation de concurrence sur 10,29 ha, auxquelles donc doivent s'appliquer les priorités du schéma directeur régional des exploitations agricoles

- que la demande formulée par Le GAEC METTE dont la superficie totale est de 277,86 ha repose sur un agrandissement de l'exploitation avec 4 UTH.
- que la demande de l'EARL GOURNAY dont la superficie totale est de 110 ha repose sur un agrandissement de l'exploitation avec 1,7 UTH
- qu'en application de l'article 3 du schéma directeur régional des exploitations agricoles, la demande du GAEC METTE, relève du rang de priorité 8 ex-aequo : « opération qui consiste à conforter l'agrandissement de l'agriculteur à titre principal, dont la surface d'exploitation se situe, après agrandissement en-deçà du seuil d'agrandissement excessif (140 ha/UTH) »
- que la demande de l'EARL GOURNAY relève du rang de priorité 8 ex-aequo : « opération qui consiste à conforter l'agrandissement de l'agriculteur à titre principal, dont la surface d'exploitation se situe, après agrandissement en-deçà du seuil d'agrandissement excessif (140 ha/UTH) »
- qu'en cas de concurrence au même rang de priorité, l'article 5 du SDREA dispose que des critères soient pris en compte, après avis de la CDOA, pour départager les candidats.
  Les critères ci-dessous ont été retenus pour chacun :

Demandeurs / Critères	GAEC METTE Critères favorables	EARL GOURNAY Critères favorables
Dimension économique	1	0
Diversité des productions	0	0
Performance économique et environnemental	0	0
Degré de participation	1	1
Nombre d'emplois	1	0
Impact environnemental	1	0
Structure parcellaire	1	0
Situation personnelle	0	0
Nombre de critères favorables	5	1

Considérant

- qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande formulée par Le GAEC METTE, est prioritaire sur celle de L'EARL GOURNAY
- qu'il y a lieu d'accorder l'autorisation d'exploiter au GAEC METTE en application de l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er Le GAEC METTE dont le siège d'exploitation est situé à BEAULIEU (14), est autorisé à exploiter 10,29 hectares répartis ainsi :

Communes	Parcelles	Superficie (ha)
BEAULIEU	ZA 162 ZB 28 33	10,29

Article 2 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification par :
- recours gracieux devant le Préfet de la région Normandie
- recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- recours contentieux devant le Tribunal Administratif de CAEN

Article 3 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire de BEAULIEU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie de la commune.

Fait à Caen, le 12 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME



Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-14-004

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N°DDTM50/SEAT/20-0048

Le GAEC de la JULINIERE est autorisé à exploiter 10ha 61a sur la commune de BRECEY (parcelles ZA-44-96)

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION D'EXPLOITER N° DDTM50/SEAT/20-00 48

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Basse-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 mars 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture (C.D.O.A.) du département de la Manche

Vu l'arrêté préfectoral du 20 mars 2019 fixant la composition de la section spécialisée de la C.D.O.A. de la Manche

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande d'autorisation d'exploiter du 2 avril 2020 déposée par le GAEC de la Julinière, représenté par Raymond LECHAPELAIN, Jérémy et Antoine ROUSSEL, dont le siège d'exploitation est situé à «La Julinière» 50370 Les Loges sur Brécey, visant à obtenir l'autorisation d'exploiter 10 ha 61 ha situés à Brécey (ZA-44-96)

Vu l'autorisation d'exploiter accordée sur les mêmes parcelles, le 1er novembre 2019, au GAEC de la Horique, représenté par Richard, Corinne, Florentin, Valentin VIEL, dont le siège d'exploitation est situé à « La Horique » 50370 Le Grand Celland

Vu l'avis favorable partiel émis par la section spécialisée de la C.D.O.A. lors de sa séance du 8 septembre 2020, en ce qui concerne la demande d'autorisation du GAEC de la Julinière

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du code rural et de la pêche maritime visant à la consolidation ou au maintien des exploitations afin de permettre à celles-ci d'atteindre ou de conserver une dimension économique viable au regard des critères précisés par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA)
- les priorités définies par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Haute-Normandie dans son article 3
- que la demande du GAEC de la Julinière est une demande successive et que par conséquent, elle ne remet pas en cause la décision prise pour le GAEC de la Horique

- que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater que la demande du GAEC de la Julinière, ainsi que celle du GAEC de la Horique, relèvent de la priorité 2, à savoir «l'installation des exploitants à titre principal engagés concrètement dans le parcours à l'installation aidée »
- qu'en cas de concurrence au même rang de priorité, l'article L. 312-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime dispose que les critères suivants seront pris en compte, après avis de la CDOA, pour départager les candidats :
  - la dimension économique des exploitations
  - la contribution de l'opération à la diversité des productions agricoles régionales
  - la mise en œuvre de systèmes de production permettant de combiner performance économique et performance environnementale
  - le degré de participation du demandeur à l'exploitation directe des biens
  - le nombre d'emplois non salariés et salariés présents sur l'exploitation
  - l'impact environnemental de l'opération
  - la structure parcellaire des exploitations
  - la situation personnelle du demandeur, des autres candidats et du preneur en place
  - l'impact environnemental
  - la structuration foncière de l'exploitation et contraintes

Demandeurs / Critères	GAEC de la Julinière Critères favorables	GAEC de la Horique Critères favorables
Dimension économique	0	0
Diversité des productions	0	0
Performance économique et environnemental	0	0
Degré de participation	1	1
Nombre d'emplois	0	0
Impact environnemental	1	1
Structure parcellaire	0	0
Situation personnelle	0	0
Nombre de critères favorables	2	2

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er Le GAEC de la Julinière est autorisé à exploiter 10 ha 61 situés à Brécey (ZA-44-96)

Article 2 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification par :
- recours gracieux devant le Préfet de la région Normandie
- recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- recours contentieux devant le Tribunal Administratif de CAEN

Article 3 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire de la commune de Brécey, sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché à la mairie de la commune concernée

Fait à Caen, le 14 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-12-009

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION PARTIELLE D'EXPLOITER N°DDTM14/SA/20-0046

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UN REFUS PARTIEL D'EXPLOITER N° DDTM14/SA/20-0046

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, L331-3-1, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région de Basse-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 12 juillet 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu l'arrêté préfectoral du 12 juillet 2019 modifié fixant la composition de la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département du Calvados

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu La demande présentée par L'EARL GOURNAY dont le siège d'exploitation est situé à LE RECULEY (14), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une superficie de 18,05 ha, situés à BEAULIEU réceptionnée complète le 19 juin 2020

Vu la demande partiellement concurrente présentée par le GAEC METTE dont le siège d'exploitation est situé à BEAULIEU (14), visant à obtenir l'autorisation d'exploiter une surface de 10,29 ha, situés à BEAULIEU réceptionnée complète le 13 août 2020.

Vu l'ordonnance n° 2020-306 du 25 mars 2020 relative à la prorogation des délais échus pendant la période d'urgence sanitaire et à l'adaptation des procédures pendant cette même période

Vu L'avis défavorable émis par la section spécialisée de la commission départementale d'orientation de l'agriculture, lors de sa séance du 11 septembre 2020 en ce qui concerne la demande d'autorisation d'exploiter de L'EARL GOURNAY

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- les priorités définies par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) dans son article 3
- qu'aucune concurrence n'a été identifiée sur les parcelles ZA 139 142 - ZB 28 33 sur une superficie de 7,90 ha, située sur le territoire de la commune de BEAULIEU (14)

- que les demandes respectives de L'EARL GOURNAY et le GAEC METTE sont en situation de concurrence sur 10,29 ha, auxquelles donc doivent s'appliquer les priorités du schéma directeur régional des exploitations agricoles.
- que la demande de L'EARL GOURNAY dont la superficie totale est de 110 ha repose sur un agrandissement de l'exploitation avec 1 UTH
- que la demande formulée par le GAEC METTE dont la superficie totale est de 277,86 ha repose sur un agrandissement de l'exploitation avec 4 UTH.
- qu'en application de l'article 3 du schéma directeur régional des exploitations agricoles, la demande de L'EARL GOURNAY relève du rang de priorité 8 ex-aequo : « opération qui consiste à conforter l'agrandissement de l'agriculteur à titre principal, dont la surface d'exploitation se situe, après agrandissement en-deçà du seuil d'agrandissement excessif (140 ha/UTH) »
- que la demande du GAEC METTE, relève du rang de priorité 8 ex-aequo : « opération qui consiste à conforter l'agrandissement de l'agriculteur à titre principal, dont la surface d'exploitation se situe, après agrandissement en-deçà du seuil d'agrandissement excessif (140 ha/UTH) »
- qu'en cas de concurrence au même rang de priorité, l'article 5 du SDREA dispose que des critères soient pris en compte, après avis de la CDOA, pour départager les candidats.
  Les critères ci-dessous ont été retenus pour chacun :

Demandeurs / Critères	GAEC METTE Critères favorables	EARL GOURNAY Critères favorables
Dimension économique	1	0
Diversité des productions	0	0
Performance économique et environnemental	0	0
Degré de participation	1	1
Nombre d'emplois	1	0
Impact environnemental	1	0
Structure parcellaire	1	0
Situation personnelle	0	0
Nombre de critères favorables	**5**	**1**

Considérant

- qu'au vu des éléments évoqués ci-dessus, la demande formulée par L'EARL GOURNAY n'est pas prioritaire sur celle du GAEC METTE
- qu'il y a lieu de refuser l'autorisation d'exploiter à L'EARL GOURNAY pour les 10,29 ha en application de l'article L331-3-1 du code rural et de la pêche maritime

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er L'EARL GOURNAY dont le siège d'exploitation est situé à LE RECULEY (14), est autorisée à exploiter les 7,9 hectares répartis ainsi :

Commune	Parcelles	Superficie (ha)
BEAULIEU	ZA 139 142 - ZB 28 33	7,90

Article 2 L'EARL GOURNAY dont le siège d'exploitation est situé à LE RECULEY (14), n'est pas autorisée à exploiter les 10,29 hectares répartis ainsi :

Commune	Parcelles	Superficie (ha)
BEAULIEU	ZA 162 ZB 28 33	10,29

Article 3 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification par :
- recours gracieux devant le Préfet de la région Normandie
- recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- recours contentieux devant le Tribunal Administratif de CAEN

Article 4 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et le maire de BEAULIEU sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture et affiché en mairie de la commune.

Fait à Caen, le 12 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-14-007

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION PARTIELLE D'EXPLOITER N°DDTM76/SEA/20-0051

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION PARTIELLE D'EXPLOITER N° DDTM76/SEA/20-00 51

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Haute-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019 modifié (30/06/2020) fixant la composition de la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture de la Seine-Maritime

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande formulée par le **Monsieur Michel LECOUTEUX**, dont le siège d'exploitation est situé à St-DENIS-le-THIBOULT (76116), visant à obtenir en agrandissement de son exploitation une surface de 12 ha 87, située à VASCŒIL, dans l'Eure et St-DENIS-le-THIBOULT, en Seine-Maritime, enregistrée le 23 juillet 2020

Vu la demande concurrente déposée par Monsieur Marvin PERRIN, dont le siège d'exploitation est situé à FLEURY/ANDELLE (27380), visant à obtenir, dans le cadre de son installation aidée, une surface de 151 ha 23, située à ERNEMONT/BUCHY, LA-RUE-St-PIERRE, ESTOUTEVILLE-ECALLES, PREAUX, St-JACQUES /DARNETAL, St-DENIS-le-THIBOULT, BOISSAY, LA-VIEUX-RUE et SERVAVILLE-SALMONVILLE en Seine-Maritime et VASCOEUIL dans l'Eure, enregistrée le 3 mars 2020

Vu l'autorisation partielle d'exploiter, accordée le 19 décembre 2019, à Madame Emilie LEROUX, dont le siège d'exploitation est situé à LA VIEUX RUE (76160), dans le cadre de son installation, pour une surface de 117 ha 95, située à Boissay, Ernemont-sur-Buchy, La-Rue-St-Pierre, Estouteville-Ecalles, Préaux, St-Jacques-sur-Darnétal, St-Denis-le-Thiboult, La-Rue-St-Pierre et Servaville-Salmonville (Seine-Maritime) et Vascoeuil (Eure)

Vu l'avis défavorable émis par la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département de la Seine-Maritime, lors de sa séance du 1er septembre 2020, en ce qui concerne la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur Michel LECOUTEUX

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- les **priorités** définies par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Haute-Normandie dans son article 3
- que les demandes de Monsieur Michel LECOUTEUX, de Madame Emilie LEROUX et de Monsieur Marvin PERRIN sont en situation de concurrence sur les parcelles B0029, C0073 et C0094 d'une contenance de 6 ha 74 sur la commune de St-Denis-le-Thiboult et ZA0004 d'une contenance de 5 ha 60 sur la commune de Vascœuil
- que les demandes de Monsieur Michel LECOUTEUX et de Madame Emilie LEROUX sont en situation de concurrence sur la parcelles C0092 d'une contenance de 0 ha 53 sur la commune de St-Denis-le-Thiboult
- que la demande de Monsieur Michel LECOUTEUX, consiste en un agrandissement de son exploitation lui permettant d'augmenter la superficie de son exploitation de 61 ha 65 à 74 ha 51 et relève du rang 2 de priorité du SDREA « maintien et consolidation d'une exploitation existante, notamment dans le cas d'une installation progressive »
- que la demande de Madame Emilie LEROUX, repose sur une installation non aidée portant sur une surface de 152 ha 36, et relève du rang 4 de priorité du SDREA « *autre installation, aidée ou non* »,
- que la demande de Monsieur Marvin PERRIN, repose sur une installation aidée et relève du rang 1 de priorité du SDREA « installation aidée, dans la limite, après reprise, de 1,5 fois le seuil de viabilité défini en article 5 » soit 105 ha
- que la demande de Monsieur Marvin PERRIN est prioritaire aux demandes de Monsieur Michel LECOUTEUX et de Madame Emilie LEROUX
- que la demande de M. Michel LECOUTEUX est prioritaire par rapport à la demande de Madame Emilie LEROUX

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er Monsieur Michel LECOUTEUX, dont le siège d'exploitation est situé à St-DENIS-le-THIBOULT (76116), est autorisé à exploiter une superficie de 0 ha 53 située à St-DENIS-le-THIBOULT (Seine-Maritime), *référence cadastrale C0092.*

Article 2 Monsieur Michel LECOUTEUX, dont le siège d'exploitation est situé à St-DENIS-le-THIBOULT (76116), n'est pas autorisé à exploiter une superficie de 12 ha 34 située à St-DENIS-le-THIBOULT (Seine-Maritime), *référence cadastrale : B0029, C0073, C0094* et Vascoeil (Eure), *référence cadastrale : ZA0004.*

Article 3 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :
- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région
- soit un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen

Article 4 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les maires de St-DENIS-le-THIBOULT et de VASCŒUIL sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie des communes intéressées

Fait à Caen, le 14 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,

La Directrice Régionale de l'Alimentation,
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

R28-2020-10-14-008

DECISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION PARTIELLE D'EXPLOITER N°DDTM76/SEA/20-0052

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE

Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de Normandie

DÉCISION PORTANT SUR UNE AUTORISATION PARTIELLE D'EXPLOITER N° DDTM76/SEA/20-00 52

Le Préfet de la région Normandie, Préfet de la Seine-Maritime
Officier de la Légion d'Honneur
Officier de l'Ordre national du Mérite

Vu les articles L 331-1 à L 331-11, R 312-1, R 313-1 à R 313-8 et R 331-1 à R 331-12 du code rural et de la pêche maritime

Vu la loi n° 2014-1170 du 13 octobre 2014 d'avenir pour l'agriculture, l'alimentation et la forêt

Vu le décret n° 2015-713 du 22 juin 2015 relatif au schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) et au contrôle des structures des exploitations agricoles

Vu l'arrêté préfectoral en date du 22 décembre 2015 établissant le schéma directeur régional des exploitations agricoles de la région Haute-Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 25 juillet 2019 fixant la composition de la commission départementale d'orientation de l'agriculture

Vu l'arrêté préfectoral du 31 juillet 2019 modifié (30/06/2020) fixant la composition de la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture de la Seine-Maritime

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination de Monsieur Pierre-André DURAND, préfet de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 23 avril 2019 portant délégation de signature à Madame Caroline GUILLAUME, directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt de la région Normandie

Vu l'arrêté préfectoral en date du 7 janvier 2020 portant subdélégation de signature

Vu la demande déposée par **Monsieur Marvin PERRIN**, domicilié à FLEURY-sur-ANDELLE (27380), visant à obtenir, dans le cadre de son installation aidée, une surface de 151 ha 23, située à Boissay, Ernemont-sur-Buchy, La- Rue-St-Pierre, Estoutteville-Ecalles, Préaux, St-Jacques/Darnétal, St-Denis-le-Thiboult, La-Vieux-Rue et Servaville-Salmonville (Seine-Maritime), et Vascœuil (Eure), enregistrée le 3 mars 2020

Vu la demande concurrente formulée par Monsieur Mathieu BERTRAND, dont le siège d'exploitation est situé à BOIS-HEROULT (76750), visant à obtenir en agrandissement de son exploitation une surface de 21 ha 76, située à Boissay et Ernemont-sur-Buchy (Seine-Maritime), enregistrée le 23 juillet 2020

Vu la demande concurrente formulée par Monsieur Michel LECOUTEUX, dont le siège d'exploitation est situé à St-DENIS-le-THIBOULT (76116), visant à obtenir en agrandissement de son exploitation une surface de 12 ha 87, située à Vascœuil (Eure) et St-Denis-le-Thiboult (Seine-Maritime), enregistrée le 23 juillet 2020

Vu la demande concurrente formulée par la SCEA FERME du FOUR à PAIN, dont le siège d'exploitation est situé à ERNEMONT-sur-BUCHY (76750), visant à obtenir en agrandissement de son exploitation une surface de 17 ha 72, située à Ernemont-sur-Buchy et Boissay (Seine-Maritime), enregistrée le 30 juin 2020

Vu l'autorisation partielle d'exploiter, accordée le 19 décembre 2019, à Madame Emilie LEROUX, dont le siège d'exploitation est situé à LA VIEUX RUE (76160), dans le cadre de son installation, pour une surface de 117 ha 95, située à Boissay, Ernemont-sur-Buchy, La-Rue-St-Pierre, Estouteville-Ecalles, Préaux, St-Jacques-sur-Darnétal, St-Denis-le-Thiboult, La-Rue-St-Pierre et Servaville-Salmonville (Seine-Maritime) et Vascoeuil (Eure)

Vu l'autorisation d'exploiter, accordée le 19 décembre 2019, au GAEC LEFAUX, (représenté par Isabelle, Dominique et Damien LEFAUX), dont le siège d'exploitation est situé à St-GERMAIN-des-ESSOURTS (76750), en agrandissement de son exploitation, pour une surface de 11 ha 09, située à La-Rue-St-Pierre (76)

Vu l'autorisation d'exploiter, accordée le 19 décembre 2019, à Monsieur BERTRAND Mathieu, dont le siège d'exploitation est situé à BOIS-HEROULT (76750), en agrandissement de son exploitation, pour une surface de 8 ha 23, située à Ernemont-sur-Buchyl (Seine-Maritime)

Vu l'autorisation d'exploiter, accordée le 19 décembre 2019, à Monsieur Michel LECOUTEUX, dont le siège d'exploitation est situé à St-DENIS-le-THIBOULT (76116), en agrandissement de son exploitation, pour une surface de 15 ha 19, située à Vascœuil (27) et St-Denis-le-Thiboult (76),

Vu l'avis favorable émis par la section « structures et économie des exploitations » de la commission départementale d'orientation de l'agriculture du département de la Seine-Maritime, lors de sa séance du 1er septembre 2020, en ce qui concerne la demande d'autorisation d'exploiter présentée par Monsieur Marvin PERRIN

Considérant

- les objectifs fixés à l'article L 331-1 du Code Rural et de la Pêche Maritime
- les priorités définies par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Haute-Normandie dans son article 3
- que la demande de Monsieur Marvin PERRIN, repose sur une installation aidée et relève du rang 1 de priorité du SDREA « installation aidée, dans la limite, après reprise, de 1,5 fois le seuil de viabilité défini en article 5 » soit 105 ha
- que la demande de Monsieur Marvin PERRIN relève du rang 4 de priorité du SDREA « »autre installation, aidée ou non » pour la surface demandée au-delà de 105 ha
- que la demande de Monsieur Mathieu BERTRAND, consiste en un agrandissement de son exploitation lui permettant d'augmenter la superficie de son exploitation de 69 ha 06 à 90 ha 82, et relève du rang 2 du schéma *« maintien et consolidation d'une exploitation existante, notamment dans le cas d'une installation progressive »*
- que la demande de Monsieur Michel LECOUTEUX, consiste en un agrandissement de son exploitation lui permettant d'augmenter la superficie de son exploitation de 61 ha 65 à 74 ha 51, et relève du rang 2 du schéma *« maintien et consolidation d'une exploitation existante, notamment dans le cas d'une installation progressive »*
- que la demande de la SCEA FERME du FOUR à PAIN, consiste en un agrandissement de son exploitation lui permettant d'augmenter la superficie de son exploitation de 171 ha 13 à 188 ha 85, pour 3 UTA, et relève du rang 2 du schéma *« maintien et consolidation d'une exploitation existante, notamment dans le cas d'une installation progressive »*
- que la demande du GAEC LEFAUX, (représenté par Isabelle, Dominique et Damien LEFAUX), consiste en un agrandissement de son exploitation lui permettant d'augmenter la superficie de son exploitation de 183 ha 25 à 194 ha 34, pour 3 UTA et relève du rang 2 de priorité du SDREA *« maintien et consolidation d'une exploitation existante, notamment dans le cas d'une installation progressive »*
- que la demande de Madame Emilie LEROUX, repose sur une installation non aidée portant sur une surface de 152 ha 36, supérieure à 1,5 fois le seuil de viabilité défini dans l'article 5 du SDREA, et relève du rang 4 de priorité du SDREA *« autre installation, aidée ou non »*,
- que la demande de Monsieur Marvin PERRIN est prioritaire aux demandes de Monsieur Mathieu BERTRAND, Monsieur Michel LECOUTEUX, le GAEC LEFAUX, Madame Emilie LEROUX et la SCEA FERME du FOUR à PAIN, dans la limite de 105 ha
- que l'application de l'article 3 du SDREA conduit à constater que les demandes de Monsieur Marvin PERRIN et de Madame Emilie LEROUX relèvent du même rang de priorité 4 du SDREA *« autre installation, aidée ou non »*, en ce qui concerne les surfaces au-delà de 105 ha, et doivent être départagées entre elles en fonction des orientations listées dans l'article 2 et des critères listés dans l'article 5, pour dégager celle qui serait la plus prioritaire
- que les **critères** d'appréciation de l'intérêt économique et environnemental énoncé à l'article L 312-1 du code rural et de la pêche maritime, définis par le schéma directeur régional des exploitations agricoles (SDREA) de la région Haute-Normandie dans son article 5, permettent de départager les candidats de la manière suivante :

Demandeurs / Critères	EMILIE LEROUX Critères favorables	MARVIN PERRIN Critères favorables
Dimension économique	1	0
Diversité des productions	0	0
Performance économique et environnemental	1	1
Degré de participation	0	0
Nombre d'emplois	1	0
Impact environnemental	0	0
Structure parcellaire	0	0
Situation personnelle	1	0
Nombre de critères favorables	4	1

Considérant

- qu'au regard des orientations et critères du SDREA évoqués ci-dessus, le projet de Monsieur Marvin PERRIN est d'un rang de priorité inférieur au projet de Madame Emilie LEROUX

Sur proposition de la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt

DÉCIDE

Article 1er Monsieur Marvin PERRIN, dont le siège d'exploitation est situé à LA VIEUX RUE (76160), est autorisé à exploiter une superficie de 104,08 ha située à Boissay (Seine-Maritime), référence cadastrale ZA0011, Ernemont/Buchy (Seine-Maritime), références cadastrales ZA0001, ZD0002, ZC0005, ZC0006 et ZD005, La Rue St-Pierre (Seine-Maritime), références cadastrales ZE0001, ZH0004, ZH0005, B0722 et B0938, Vascoeuil (Eure), références cadastrales ZA0004 et ZA0012 et St-Denis-le-Thiboult (Seine-Maritime), références cadastrales B0029, C0073, C0094, C0035, C0081, C0082, C0145, Préaux (Seine-Maritime), références cadastrales C0185, C0381, St-Jacques/Darnétal (Seine-Maritime), références cadastrales AP0002, AP0028, AP0053 et AP0039, La Vieux-Rue (Seine-Maritime), références cadastrales ZD0011.

Article 2 Monsieur Marvin PERRIN, dont le siège d'exploitation est situé à LA VIEUX RUE (76160), n'est pas autorisé à exploiter une superficie de 48 ha 38 située à Estouteville-Ecalles (Seine-Maritime), références cadastrales AD0070, AD0168 et ZS0002, Préaux (Seine-Maritime), références cadastrales D0052 et D0056, La Vieux-Rue (Seine-Maritime), références cadastrales ZE0012, ZH0008, ZE0014 et ZE0106 et Servaville-Salmonville (Seine-Maritime), références cadastrales ZA0025, ZA0024 et ZI0002.

Article 3 Cette décision peut être contestée, dans un délai de deux mois à compter de sa notification, par :

- soit un recours gracieux devant le Préfet de la région
- soit un recours hiérarchique devant le Ministre de l'Agriculture et de l'Alimentation
- soit un recours contentieux devant le Tribunal Administratif de Rouen

Article 4 Le secrétaire général pour les affaires régionales, la directrice régionale de l'alimentation, de l'agriculture et de la forêt et les maires de Boissay, Ernemont/Buchy, La Rue St-Pierre, Estouteville-Ecalles, Préaux, St-Jacques/Darnétal, St-Denis-le-Thiboult, La Vieux-Rue et Servaville-Salmonville (Seine-Maritime) et Vascoeuil (Eure),sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté qui sera publié au recueil des actes administratifs de la préfecture de région et affiché en mairie des communes intéressées

Fait à Caen, le 14 OCT. 2020

Pour le Préfet de la région Normandie,
et par délégation,

La Directrice Régionale de l'Alimentation
de l'Agriculture et de la Forêt
de Normandie

Caroline GUILLAUME

Direction régionale des douanes de Rouen

R28-2020-10-14-002

Décision de la Direction Interrégionale des Douanes et Droits Indirects de Normandie n° 20001744 du 14 octobre 2020 portant fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent.

Décision de la Direction Interrégionale des Douanes et Droits Indirects de Normandie n° 20001744 du 14 octobre 2020 portant fermeture définitive d'un débit de tabac ordinaire permanent.

DÉCISION DE LA DIRECTION INTERRÉGIONALE DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS EN NORMANDIE N° 20001744 DU 14/10/2020
PORTANT FERMETURE DÉFINITIVE
D'UN DÉBIT DE TABAC ORDINAIRE PERMANENT

LE DIRECTEUR INTERRÉGIONAL DES DOUANES ET DROITS INDIRECTS EN NORMANDIE

Vu l'article 568 du code général des impôts et de l'annexe IV du même code confiant à l'administration des douanes et droits indirects le monopole de vente au détail des tabacs manufacturés ;

Vu l'article 1 du décret n° 2010-720 du 28 juin 2010 modifié relatif à l'exercice du monopole de la vente au détail des tabacs manufacturés confiée par l'État (administration des douanes et droits indirects) aux débitants de tabac ;

Vu l'article 37 du décret susvisé énonçant les cas de fermetures définitives des débits de tabac ordinaires permanents dont la fermeture définitive pour démission du gérant sans présentation du successeur ;

Vu l'arrêté ministériel du 13 novembre 2017 portant nomination, à compter du 11 décembre 2017, de M.Jean-Paul BALZAMO, directeur interrégional des douanes et droits indirects en Normandie (direction régionale des douanes et droits indirects à Rouen) ;

Considérant que Madame Sylvie BARDEAU gérante en nom propre, a démissionné de son poste de gérante de débit de tabac sans présenter de successeur, ayant cessé son activité le 30/09/2020;

PRONONCE

Article 1er : Le débit de tabac n°2700684 H, sis 6 rue du général de Gaulle 27400 HONDOUVILLE, est fermé définitivement.

Article 2 : La chambre syndicale départementale des buralistes de l'Eure est informée de la présente décision.

Article 3 : La présente décision sera publiée au recueil des actes administratifs régional en Normandie.

Article 4 : La présente décision peut faire l'objet d'un recours contentieux devant le Tribunal administratif de Rouen dans les deux mois à compter de la date de publication de la décision.

Fait à Rouen, le 14 octobre 2020
P/Le directeur interrégional,
par délégation,
le chef du pôle action économique

Guillaume MULLER

Direction régionale et départementale de la Jeunesse, des Sports et de la Cohésion Sociale de Normandie

R28-2020-10-13-001

Rapport d'orientation budgétaire 2020 des centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Normandie

Rapport d'orientation budgétaire 2020 des centres d'hébergement et de réinsertion sociale de la région Normandie

PRÉFET
DE LA RÉGION
NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

Direction régionale et départementale de la jeunesse, des sports et de la cohésion sociale

Pôle Cohésion Sociale

Rouen, le 13 OCT. 2020

Affaire suivie par Françoise LEMOINE
Tél : 02 32 18 15 89
Mél : francoise.lemoine@jscs.gouv.fr

RAPPORT D'ORIENTATION BUDGETAIRE

des Centres d'Hébergement et de Réinsertion Sociale de la région Normandie pour la campagne budgétaire 2020

Références : a) *Projet de loi de finances 2020.*
b) *Instruction n°DGCS/SD5C/SD1A/2020/139 du 31 août 2020 relative à la campagne budgétaire des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) pour 2020.*
c) *Instruction n°DGCS/SD1A/2020/123 du 21 août 2020 relative aux orientations sur le secteur « accueil, hébergement et insertion » pour 2020 et 2021.*

En application des articles L 313-8, L 314-3 à L 314-7, R 314-22 et R 314-23 du code de l'action sociale et des familles (CASF), l'autorité de tarification approuve et réforme les budgets prévisionnels présentés par les établissements, notamment au regard des « orientations retenues [...], pour l'ensemble des établissements et services dont elle fixe le tarif ou pour certaines catégories d'entre eux » (5° de l'article R 314-22 du CASF). Ces orientations sont contenues dans un rapport d'orientation budgétaire ROB.

Pour la campagne budgétaire 2020, le présent rapport d'orientation doit permettre d'informer les établissements sur les priorités de l'Etat en matière de tarification des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS) de la région Normandie, lesquelles pourront justifier les modifications budgétaires et abattements retenus par l'autorité de tarification, dans la limite des motifs mentionnés dans l'article R 314-23 du CASF.

Les orientations ont pour objectif de favoriser l'adaptation des CHRS au contexte de la politique du logement d'abord par une meilleure efficience des crédits qui leur sont consacrés.

DRDJSCS de Normandie
Immeuble Normandie II - 55, rue Amiral Cécille - 76179 ROUEN Cedex 1
Tél. 02 32 18 15 20 – Fax 02 32 18 15 99
Site de Caen - 2, Place Jean Nouzille – CS 55427 – 14054 CAEN CEDEX 4
Tél : 02 31 52 73 00
http://normandie.drdjscs.gouv.fr/

SOMMAIRE

1 Le contexte et les priorités nationales
1.1 Le contexte national

1.2 Les priorités nationales
1.2.1 Le SIAO
1.2.2 L'accueil de jour et les maraudes
1.2.3 L'hébergement
1.2.4 Les CHRS
1.2.5 Le logement accompagné

2 Le bilan départemental et régional de l'exercice budgétaire 2019 et les orientations régionales et départementales en 2020
2.1 Le bilan régional et départemental de l'exercice budgétaire 2019

2.2 Les orientations régionales en 2020
2.2.1 Les orientations régionales
2.2.2 Les orientations départementales
2.2.2.1 Département du Calvados
2.2.2.2 Département de l'Eure
2.2.2.3 Département de la Manche
2.2.2.4 Département de l'Orne
2.2.2.5 Département de la Seine-Maritime

3 La campagne budgétaire des établissements sous statut CHRS

3.1 Les notifications et répartitions 2020 des crédits du BOP 177
3.1.1 Au niveau régional
3.1.2 Au niveau départemental

3.2 La détermination des dotations aux CHRS pour 2020

3.3. L'autorité compétente en matière de tarification

3.4. Les modalités de tarification des CHRS
3.4.1. Les crédits budgétaires 2020
3.4.2 La suspension en 2020 du mécanisme de convergence négative des CHRS au-dessus des tarifs plafonds
3.4.3 La tarification d'office
3.4.4 La procédure budgétaire en 2020
3.4.5 L'absence de modulation des financements au regard d'une sous-activité constatée en 2020
3.4.6 Le traitement des crédits d'impôts de taxe sur les salaires (CITS) 2018

3.5 Stratégie régionale et sa mise en oeuvre

3.6. Le caractère obligatoire de l'enquête ENC-AHI

3.7. Les axes majeurs de la campagne budgétaire 2020

ANNEXES :

Annexe 1	*Montant départemental des DGF reconductibles 2020*
Annexe 2	*Calendrier de la procédure budgétaire 2020*
Annexe 3	*Articles de loi relatifs aux phases et calendrier de la procédure budgétaire pour les CHRS*
Annexe 4	*Affectation des résultats*
Annexe 5	*Identification de la situation des CHRS vis à vis des tariffs plafonds*
Annexe 6	*Traitement des CITS 2017 et 2018, ainsi que des allègements généraux renforcés de cotisations sociales à partir de 2019 pour le personnel inscrit au tableau des effectifs d'un CHRS*

1. LE CONTEXTE ET LES PRIORITES NATIONALES :

1.1 Le contexte national :

Dans un contexte marqué par une hausse du taux de pauvreté, par un nombre important de personnes sans domicile ou mal logées et par la poursuite de la pression migratoire en France, la réponse de l'Etat en matière d'hébergement d'urgence s'est considérablement développée avec plus de 60 000 places créées entre 2013 et 2019, soit une augmentation de 64 % (154 000 places ouvertes fin 2019).

Ce développement a connu une accélération majeure en 2020 dans le contexte exceptionnel de crise épidémique. Des mesures sans précédents ont été prises dans le champ de l'accueil et de l'hébergement d'urgence :

- une mise à l'abri des personnes à la rue réalisée avec la mobilisation de places s'ajoutant à celles mobilisées à titre exceptionnel en 2020 au titre de la mise à l'abri hivernale : 34 000 places au total ;
- une prolongation de la trêve hivernale jusqu'au 10 juillet (date de fin de l'état d'urgence sanitaire) ;
- une mise en place d'une action nouvelle d'accès aux soins des personnes hébergées : mobilisation d'équipes mobiles sanitaires dans les centres d'hébergement et les logements adaptés, partenariat renforcé entre les DRJSCS et les ARS, création de plus de 1 600 places de centres d'hébergement spécialisés dans l'accueil des personnes malades du COVID-19 non graves pour accueillir tous publics ne pouvant être pris en charge du point de vue sanitaire dans des centres d'hébergement généraliste ou du dispositif national d'accueil.

Dans ce contexte, les remises « sèches » à la rue sont prescrites et n'autorisent les fermetures de places non pérennes que lorsque des solutions de logement ou d'hébergement sont proposées aux personnes accueillies sur ces places.

De plus, les risques épidémiologiques liés à la circulation du virus Covid-19 nécessitent que les gestionnaires de structures d'hébergement et de logement adapté continuent à faire appliquer les préconisations destinées aux publics précaires considérés comme particulièrement vulnérables (respect des gestes barrières, application du protocole de circulation et de nettoyage des locaux).

En cas de rebond de l'épidémie, les dispositions prises en lien avec les ARS durant la crise sont maintenues (intervention des équipes mobiles sanitaires pour assurer les campagnes de dépistage au sein des établissements, maintien d'un nombre suffisant de places de CHS ouvertes pour accueillir les malades non graves de la Covid-19...).

1.2 Les priorités nationales :

Dans ce contexte, le plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme (2018-2019) doit changer d'échelle.

La politique d'hébergement, en capitalisant sur les efforts sans précédent réalisés ces derniers mois par l'Etat et les opérateurs du secteur, a pour ambition d'orienter plus massivement les personnes vers le logement.

En parallèle, la politique de réduction du sans-abrisme doit poursuivre des objectifs multiples : répondre aux besoins croissants de mise à l'abri des personnes au nom du principe de l'inconditionnalité de l'accueil, améliorer les conditions de prise en charge en enrayant l'accroissement du nombre de nuitées hôtelières, favoriser l'accès direct au logement et développer des dispositifs spécialisés pour des publics spécifiques tout en fluidifiant les parcours des personnes.

Dans ce cadre, à partir de 2020 et 2021, les priorités nationales pour le secteur de l'accueil, l'hébergement et l'insertion sont les suivantes :

- veille au respect du principe d'inconditionnalité et de continuité de l'hébergement des personnes en situation de détresse ;
- meilleur repérage des publics sans domicile grâce au renfort des dispositifs de veille sociale ;
- renforcement du rôle pivot des services intégrés d'accueil et d'orientation ;
- poursuite de la structuration du parc en vue de mieux accompagner les personnes et d'améliorer la fluidité ;
- adaptation des modalités d'accompagnement des publics spécifiques ;
- poursuite des efforts en matière de logement accompagné avec notamment la création, en 2020, de 8 850 nouvelles places d'intermédiation locative et de 2 000 nouvelles places de pensions de famille.

Les priorités nationales pour le secteur AHI sont développées ci-dessous par activités du programme 177 « hébergement, parcours vers le logement et insertion des personnes vulnérables ».

1-2-1 : Le SIAO :

Le rôle pivot du SIAO est réaffirmé. Selon l'article L 345-2-4 du CASF, il a pour mission de « contribuer à l'identification des personnes en demande d'un logement, si besoin avec un accompagnement social ». Dans ce cadre, il doit identifier les personnes sans abri, hébergées ou logées temporairement et en demande de logement. Il doit être mobilisé, au même titre que les structures d'hébergement, pour que toute personne éligible au parc social dispose d'une demande de logement social (DLS).

En 2020, le renforcement du rôle pivot du SIAO se traduit par le renforcement de son pilotage par les services de l'Etat, par l'optimisation de son organisation territoriale, par le renforcement de ses missions et par la favorisation de transmissions de ses données vers l'office français de l'immigration et de l'intégration (OFII).

Ainsi, les services de l'Etat doivent fixer à chaque SIAO des objectifs annuels (assortis d'indicateurs) et étudier la pertinence de son évolution vers des services interdépartementaux voire régionaux. Des opportunités de mutualisation de fonctions support ou métier pour développer la mission d'observation sociale doivent être étudiées.

Le renforcement des missions de chaque SIAO passe par l'amélioration de la coordination de la veille sociale et de l'orientation vers le logement.

- Ainsi, la co-signature de conventions de subventions des opérateurs de maraude et d'accueil de jour par les SIAO doit être privilégiée.
- Pour favoriser l'orientation vers le logement accompagné et vers le logement ordinaire, l'application SI-SIAO doit être correctement renseignée. Cela suppose que la totalité des offres de logement accompagné (pensions de famille, intermédiation locative, 30 % des places de résidences sociales au titre du contingent préfectoral) soit recensée, qu'une liste d'attente des demandeurs pouvant accéder au logement soit constituée et que les évaluations sociales individuelles soient actualisées tous les 6 mois à minima.

En outre, chaque SIAO doit systématiser un diagnostic logement et participer au signalement et à la labellisation dans SYPLO. Il convient donc d'attribuer à chaque SIAO les droits d'accès à ce logiciel.

Afin d'appuyer les SIAO dans leurs missions, notamment en matière d'accès au logement, de favoriser les échanges et de mutualiser les bonnes pratiques, l'animation nationale des SIAO a été relancée en 2019, à travers la mise en place d'un club des SIAO associant les représentants de chacune des régions. Elle se poursuit en 2020.

1-2-2 : L'accueil de jour et les maraudes :

L'amélioration de la connaissance des publics dits « invisibles » et ne sollicitant plus le 115 est une priorité.

Il conviendra dès 2020 de systématiser le recensement du nombre de personnes ayant été accueillies ou repérées par les acteurs de la veille sociale. Il est attendu une centralisation et une exploitation des comptes-rendus de maraudes ainsi que la réalisation et la transmission par les opérateurs d'un rapport d'activité annuel comprenant des statistiques relatives au public accueilli et repéré. Un guide de pilotage comprenant des indicateurs de suivi et de résultats ainsi qu'un modèle de convention de subvention seront transmis en 2020 pour consolider le suivi des activités des maraudes.

1-2-3 : L'hébergement :

La structuration du parc d'hébergement d'urgence en vue de mieux accompagner les personnes, d'améliorer la fluidité et de mieux maîtriser les coûts doit se poursuivre.

Pour cela plusieurs leviers seront utilisés : le maintien de l'ouverture d'une partie des places temporaires d'hébergement d'urgence au-delà du 10 juillet et la transformation de certaines de ces places, la création de places d'hébergement d'urgence, de CHRS ou de logement adapté pour remplacer les nuitées hôtelières, la refonte de la gestion du dispositif hôtelier et la rationalisation des coûts de l'hébergement d'urgence.

- ***Maintien de l'ouverture d'une partie des places temporaires d'hébergement d'urgence au-delà du 10 juillet 2020 :***

Conformément à l'instruction du ministre chargé de la ville et du logement du 2 juillet 2020, une partie des places d'hébergement d'urgence seront maintenues ouvertes au-delà du 10 juillet 2020 pour éviter toute remise « sèche » à la rue dans le parc généraliste. Les places pourront être maintenues in situ dans les lieux actuellement non pérennes ou dans d'autres locaux, collectifs ou en diffus. Dans un objectif d'harmonisation des coûts de l'hébergement d'urgence entre le dispositif national d'accueil et l'hébergement généraliste, le coût cible de ces places sera de 25 euros par jour au maximum sauf en Ile-de-France. Ces tarifs comprendront l'ensemble des prestations, y compris les prestations d'accompagnement et d'alimentation. Les GHAM concernés dans l'ENC sont les suivants : 5D, 6R, 1R et 8D. Un cahier des charges précisant les prestations attendues par les gestionnaires lors de la création ou la pérennisation de nouvelles places d'hébergement d'urgence sera communiqué prochainement. Il sera intégré aux conventions de financement signées entre l'Etat et les associations.

Les places maintenues ouvertes pourront également être transformées en places d'intermédiation locative, au-delà des objectifs fixés dans le cadre du plan pour le logement d'abord.

Les personnes accueillies dans ce parc exceptionnel devront bénéficier systématiquement d'une évaluation sociale en lien avec les acteurs locaux de l'accompagnement et du SIAO dans l'objectif de les orienter au fur et à mesure vers un logement. Les demandeurs d'asile, qui sont hébergés dans ce parc, devront être réorientés vers un lieu d'hébergement du dispositif national d'accueil en lien avec les services de l'OFII et du SIAO. Ces mesures contribueront à assurer la fluidité dans le parc exceptionnel et à adapter la prise en charge des personnes en fonction de leur situation.

Parmi ces places, 1 000 places d'hébergement d'urgence seront dédiées à l'accueil des femmes victimes de violences. Ces places ont vocation à être pérennisées en 2021, le parc généraliste dédié à ce public étant encore insuffisant en dépit des 1 000 places créées suite au Grenelle contre les violences conjugales (environ 1 000 places dédiées en hébergement d'urgence et aide au logement temporaire. Il s'agit notamment d'accompagner les victimes en sortie de crise, qui n'ont pas pu être prises en charge pendant la période de confinement. Ces places seront financées à hauteur de 25 euros par place. Elles devront nécessairement répondre au cahier des charges de l'annexe 10 de l'instruction du 21 août 2020 relative aux orientations pour le secteur « « accueil, hébergement et insertion » pour 2020 et 2021.

- ***Substitution des places d'hôtels par des places d'hébergement d'urgence : CHU ou CHRS :***

Les places hôtelières ne permettent pas d'offrir des conditions d'accueil satisfaisantes dans la durée, ni un accompagnement social de qualité, notamment pour les familles.

Aussi, dès 2020, les places d'hôtel doivent être remplacées par :

- des places d'hébergement d'urgence pérennes ;
- des places de CHRS (dans ce cas, par extension de CHRS existants sous réserve d'avoir signé un CPOM et dans la limite d'un doublement de la capacité) ;
- des places d'intermédiation locative ou de pension de famille.

Un schéma pluriannuel de transformation de ces places sera élaboré par la DGCS en lien avec le DIHAL sur la base des prévisions fixées pour la région jusqu'en 2022.

Cette action s'articulera avec l'objectif de création de places en intermédiation locative, adaptées à l'accueil des familles sortant d'hôtels, fixé dans le cadre du plan quinquennal pour le logement d'abord. Il est possible d'aller au-delà des objectifs de création de places d'intermédiation locative fixés par ce plan pour la région.

Un suivi spécifique de ces suppressions de places d'hôtel et de création de places d'intermédiation locative, d'hébergement d'urgence ou de CHRS sera mis en place à partir du 1er octobre 2020.

- ***Rationalisation, meilleur pilotage et amélioration de l'accès dans le dispositif hôtelier :***

Dans la mesure du possible, la gestion du dispositif hôtelier sera confiée à un seul opérateur par département, dans le cadre d'un marché public régional ou d'une convention.

- ***Lancement d'un chantier de convergence des coûts de l'hébergement d'urgence :***

L'augmentation continue du parc d'hébergement d'urgence impacte l'évolution et la gestion prévisionnelle du programme 177. L'impossibilité à court terme d'inverser cette tendance lourde impose de rechercher une rationalisation des coûts sans dégrader pour autant la qualité de l'accueil. De plus, l'enquête régionale des coûts (ENC) fait apparaître une grande disparité des coûts entre les régions pour des structures de même groupe homogène d'activité et de mission (GHAM).

Un travail de mise en cohérence des coûts avec le niveau d'accompagnement sera lancé au niveau national d'ici la fin de l'année 2020, en lien étroit avec les associations gestionnaires. Pour ce faire, l'ENC doit être correctement renseignée. Toutes les places temporaires, les places hivernales ou les places ouvertes au cours de l'année doivent y être recensées.

1-2-4 Les CHRS :

Pour les CHRS, l'accompagnement de qualité des personnes vulnérables doit pouvoir continuer d'évoluer selon les priorités suivantes :

- poursuivre la transformation de places d'hébergement. La mise en œuvre opérationnelle de la stratégie du logement d'abord implique une transformation de l'offre existante encore trop centrée sur les solutions d'hébergement. De plus, l'hébergement reste prioritairement collectif et éloigné des normes du logement. Cette transformation s'effectue en lien avec les plans départementaux d'accès pour le logement et l'hébergement des personnes défavorisées (PDALHPD).
- remplacer les places de nuitées hôtelières par des places sous statut CHRS pour améliorer la qualité de l'accueil des personnes et permettre aux gestionnaires de s'inscrire dans un projet de long terme. Cette poursuite s'opère par l'extension de CHRS existants et sous réserve d'avoir signé un contrat pluriannuel d'objectifs et de moyens (CPOM) ou par la création de nouveaux établissements à la suite d'un appel à projet. Ces places seront destinées en particulier à l'accueil des familles.
- s'engager dans la transformation de places de CHU en CHRS. En application de l'article 125 de la loi portant « évolution du logement, de l'aménagement et du numérique » (ELAN), il est possible de transformer jusqu'au 31 décembre 2022 et sans procédure d'appel à projet, des places de CHU existantes au 30 juin 2017 en places de CHRS dans la limite de la capacité existante à cette date et sous condition de signature d'un CPOM.
- généraliser les CPOM, tel que prévu par la loi ELAN selon la programmation pluriannuelle régionale prévue et, le cas échéant, modifié par arrêté du Préfet de région. Les CPOM doivent être un outil de pilotage, de structuration du parc en répondant aux besoins au plan local et de dialogue entre les services de l'Etat et les gestionnaires notamment concernant les objectifs de fluidité et tout particulièrement s'agissant de l'accès au logement. Ils doivent respecter le modèle de contrat et le cahier des charges de l'arrêté du 25 octobre 2019. Une enveloppe d'aide à la contractualisation de 1,8 millions d'euros sera prochainement déléguée. Ces crédits d'ingénierie seront directement alloués aux gestionnaires en difficulté qui pourront ainsi faire appel à des cabinets au niveau local pour les aider dans leurs démarches (appui à la réalisation des diagnostics partagés, rédaction des contrats, etc.) ou serviront à financer un prestataire pour appuyer les services déconcentrés. Un comité de suivi de la contractualisation, réunissant les principales têtes de réseau ayant des activités dans les ESSMS et les représentants des DRJSCS et DDCS est prévu. Il suivra la réalisation des objectifs de programmation et arrêtera les indicateurs de suivi.
- adapter la prise en charge dans les centres d'hébergement pour des publics spécifiques tels que les familles, notamment monoparentales, les sortants d'institution, les femmes victimes de violence et les sortants de prison dans le cadre de la stratégie nationale de prévention et de lutte contre la pauvreté également mobilisée avec l'ambition de soutenir les publics les plus fragiles.
- restaurer la fluidité vers le logement. A compter du 1er juin, la dynamique du logement d'abord, engagée avant la crise doit être relancée, en lien avec les bailleurs sociaux ainsi que les collectivités. 17 000 attributions de logement pour les hébergés dans l'hébergement généraliste doivent être réalisées en 2020.
- suspendre en 2020 la trajectoire de convergence vers les tarifs plafonds définis en 2018, compte tenu des surcoûts engendrés par la crise sanitaire liée au coronavirus.

1-2-5 Le logement accompagné :

La circulaire du 3 juin 2020 fixe les objectifs pour la mise en œuvre et le suivi du plan quinquennal pour le logement d'abord et la lutte contre le sans-abrisme.

La mise en œuvre du plan a produit des résultats significatifs en matière d'orientation des publics hébergés vers le logement adapté avec, au terme de l'année 2019, 81 000 personnes hébergées ou à la rue qui ont pu accéder au logement pérenne ou adapté, soit 16 % de plus que l'année précédente. Les efforts doivent se poursuivre sur trois volets :

- la création de places d'intermédiation locative (IML) : en 2019, sur un objectif initial de 8 850 places, 8 253 places ont été créées (dont un quart en mandat de gestion), soit une hausse de 34 % par rapport à l'année 2018 et un taux d'atteinte de l'objectif de 93 %. Pour 2020, l'objectif national d'ouverture de places en intermédiation locative est reconduit et fixé à 8 850 nouvelles places.
- la création de places de pensions de famille : sur un objectif initial de 2 300 ouvertures de places nouvelles, 1 263 ont effectivement été ouvertes en 2019, ce qui représente un taux de réalisation de l'objectif de l'ordre de 55 %. En 2020, l'objectif national d'ouverture de places est porté à 2 000 places.
- l'intensification de l'accompagnement vers et dans le logement en lien avec les collectivités locales. Le fonctionnement du fonds national d'accompagnement vers et dans le logement (FNAVDL) est remis à plat dans le sens d'une simplification et d'un pilotage déconcentré des crédits.

Il est rappelé que l'enveloppe de crédits délégués au titre de l'aide à la gestion locative sociale (AGLS) doit être strictement réservée à ce dispositif et ne saurait être redéployée sur d'autres mesures et d'autres dispositifs, nonobstant l'existence d'insuffisances par ailleurs sur d'autres dispositifs.

2. LE BILAN DEPARTEMENTAL ET REGIONAL DE L'EXERCICE BUDGETAIRE 2019 ET LES ORIENTATIONS REGIONALES ET DEPARTEMENTALES EN 2020

2.1. Le bilan régional et départemental de l'exercice budgétaire 2019

Le Budget Opérationnel de Programme n°177 (BOP 177 en AE réalisé) s'est élevé à 63 996 022 euros en 2019 contre 62 843 250 euros en 2018, soit une hausse 1 152 772 € (1,83 %). Cet apport de crédits supplémentaires était destiné notamment à la pérennisation des places hivernales, au renfort de maraudes et au logement adapté (intermédiation locative et pension de famille).

Le montant de la Dotation Régionale Limitative (DRL) dédiée au financement des CHRS en 2019 s'est élevé à 31 660 896 € euros contre 31 964 848 € en 2018, soit une diminution de 0,95 % (303 952 €) par rapport à la DRL 2018. Ce montant représente, en 2019, 49,47 % du montant du BOP 177.

La répartition du financement des différents dispositifs du BOP 177 était la suivante :

BILAN REGIONAL ET DEPARTEMENTAL : DOTATIONS ENGAGEES EN EUROS (REALISE AU 31/12/21019)							
Actions	**TOTAL REGION**	**CALVADOS**	**EURE**	**MANCHE**	**ORNE**	**SEINE-MARITIME**	**DRDJSCS**
Aide sociale	**692 206**	**102 984**	**190 313**	**101 545**	**65 390**	**231 975**	**0**
Prévention et accès aux droits	**94 103**	**32 350**	**0**	**10 000**	**0**	**51 753**	**0**
Veille sociale	**6 031 800**	**1 761 472**	**1 336 946**	**361 006**	**625 898**	**1 946 478**	**0**
Hébergement d'urgence	**11 752 198**	**4 785 995**	**1 668 420**	**425 442**	**283 294**	**4 589 048**	**0**
CHRS sous DGF	**31 660 896 ***	**0**	**0**	**0**	**0**	**0**	**31 660 896**
CHRS activités subventionnées	**188 444 ****	**0**	**0**	**188 444**	**0**	**0**	**0**
Logement adapté	**13 527 439**	**3 707 222**	**2 365 525**	**1 372 024**	**964 365**	**5 118 302**	**0**
dont résidences sociales	***638 752***	***98 582***	***86 600***	54 191	58 979	340 400	***0***
dont maisons relais	***5 005 753***	***1 038 377***	***924 736***	694 960	379 600	1 968 080	***0***
dont intermédiation locative	***2 024 344***	***314 270***	***579 600***	***117 600***	***124 575***	***888 299***	***0***
dont ALT1 et autres actions	***4 105 082***	***1 576 414***	***448 422***	252 376	265 478	1 562 392	***0***
dont autres actions héb.et log. Adapté	***1 079 251***	***530 313***	***249 798***	162 643	55 070	81 427	***0***
dont accompagnement des réfugiés	***674 256***	***149 266***	***76 369***	90 254	80 663	277 704	***0***
Conduite et animation des politiques	**48 936**	**0**	**33 936**	**15 000**	**0**	**0**	**0**
Total	**63 996 022**	**10 390 023**	**5 595 140**	**2 473 461**	**1 938 947**	**11 937 556**	**31 660 896**

* *Activités annexes sous DGF pour la Seine-Maritime (1 369 181 € sur la DRL)*

** *Activités subventionnées pour la Manche (188 444 €)*

2.2 Les orientations régionales en 2020

2.2.1 Les priorités régionales

Les priorités régionales ont été travaillées dans le cadre du Budget Base Zéro (BBZ) qui a permis d'identifier pour la partie subventionnée du BOP 177 un socle pérenne de financement à hauteur de 31 994 573€ (hors DRL et hors enveloppe spécifique pour l'accompagnement social des réfugiés).

Ce socle, qui correspond à la notification initiale de crédits en 2020 a augmenté de 1 766 612 € (soit de 3,47 %) par rapport à 2019. Cette hausse est liée aux délégations de crédits supplémentaires pour le renfort des maraudes, le financement en année pleine de 94 places d'hébergement d'urgence restées ouvertes à la fin de l'hiver 2018/2019, le financement en année pleine de 264 places d'intermédiation locative et de 57 places de pension de famille créées en 2019.

Ainsi les priorités régionales retenues pour 2020 sont les suivantes :

a) Pour les dispositifs de veille sociale

- ***Le SIAO :***

- Travail sur la complétude de l'application Si-SIAO : places créées dans l'application, actualisation de l'évaluation sociale;
- Labellisation dans SYPLO ;
- Partenariat avec les bailleurs à poursuivre ou à développer.

En complémentarité du club national, la DRDJSCS a lancé en décembre 2018 un club régional SIAO normand dont la structuration est co-construite avec les acteurs. Ce club est un lieu d'échanges qui s'inscrit dans une démarche innovante de type laboratoire d'idées favorisant une réflexion et analyse partagée sur des questions transversales et une production de tableaux (tableaux de bord, guide, etc.).

Les travaux engagés par le club sont un appui à la mise en œuvre de la politique « Accueil, hébergement, insertion » tant au niveau départemental que régional. Cela suppose la vérification de la complétude du renseignement de l'application SI-SIAO pour en faire un véritable outil de reporting et de statistiques. Actuellement, les données renseignées ne sont pas fiables.

En 2020, ces travaux portent sur l'identification d'indicateurs pertinents alimentant un observatoire social et sur une aide à la fonction d'écoutant 115.

- ***Les accueils de jours et les maraudes :***

- Privilège de la co-signature des conventions des opérateurs de maraudes et d'accueil de jour par le SIAO de chaque département pour appuyer le positionnement du SIAO ;
- Inscription dans la formalisation du suivi de l'activité des opérateurs.

Un budget de 180 000 € vient renforcer la professionnalisation des maraudes en 2020.

b) Pour l'hébergement

De manière générale :

- Poursuite de la transformation de places d'hébergement dans les territoires en lien avec les priorités locales (PDALHPD, diagnostic à 360, etc.) et substitution des nuitées hôtelières par des places d'hébergement d'urgence, de CHRS ou de logement adapté.
- Adaptation de la prise en charge par les centres d'hébergement des publics spécifiques (familles, sortants d'institution et femmes victimes de violence) et développement de places dédiées aux femmes victimes de violence. En 2020, 13 places d'hébergement d'urgence et 45 au titre de l'allocation de logement temporaire sont créées.
- Rationalisation des coûts et recentrage de l'hébergement d'urgence sur sa fonction de réponse immédiate et inconditionnelle aux situations de détresse.
- Rationalisation du dispositif hôtelier dans la mesure du possible (un seul opérateur par département dans le cadre d'un marché public ou d'une convention) ;
- Accompagnement favorisant l'accès au logement et à l'emploi.

Post confinement :

Des places d'hébergement temporaire ont été créées, pendant la crise sanitaire, pour permettre la mise à l'abri de tout public vulnérable considéré comme étant davantage exposé au virus à l'extérieur. *L'annonce du confinement a bouleversé la gestion de l'hébergement d'urgence qui s'est traduite par la mobilisation de nouvelles nuitées hôtelières, l'extension d'ouverture en journée de certains centres d'hébergement et l'ouverture de places d'hébergement dont certaines destinées aux malades.*

- Maintien de l'ouverture d'une partie des places temporaires d'hébergement d'urgence avec évaluation sociale systématique au-delà du 10 juillet pour éviter toute remise « sèche » à la rue. Ces places pourront également être transformées en places d'intermédiation locative et certaines d'entre elles seront dédiées à l'accueil de femmes victimes de violence.

CHRS :

- Poursuite de la contractualisation via les CPOM devenus obligatoires pour les CHRS à échéance 2023 : levier pour l'évolution de l'offre notamment dans le cadre du logement d'abord : remplacement de places de nuitées hôtelières et des places de CHU par des places de CHRS, humanisation des locaux, transformation de l'hébergement collectif en hébergement diffus, transformation de l'hébergement en logement, développement de l'accompagnement hors les murs, adaptation aux publics spécifiques, etc.
- restaurer la fluidité vers le logement. En Normandie, 830 attributions de logements doivent être réalisées en faveur des ménages de l'hébergement généraliste (dont 146 entre le 1er juin et le 31 juillet).

Un arrêté du 29 juin 2019 portant programmation de 2019 à 2022 des CPOM pour les CHRS normands prévoit la signature en 2020 de 8 CPOM : 2 dans le Calvados, 2 dans l'Eure, 1 dans la Manche et 3 dans la Seine-Maritime.

c) Pour le développement du logement adapté :

- Poursuite du changement de culture dans l'orientation des personnes : l'accès direct au logement sera préféré à l'hébergement. Pour accélérer cet accès au logement, la fluidité des parcours vers le logement devra continuer à progresser ;
- Création de 96 nouvelles places de pension de famille à destination des publics en situation d'exclusion sur un objectif de 479 places dans le cadre du plan de relance 2018-2022 ;
- Création de 331 nouvelles places d'intermédiation locative sur un objectif de 1 495 places dans le cadre du plan de relance ;

- Poursuite du renforcement de l'accompagnement social vers et dans le logement pour permettre l'accès et le maintien des personnes dans le logement et développement de l'accompagnement vers l'emploi ;
- Poursuite de la mobilisation de l'ensemble des acteurs pour la mise en œuvre du plan pour le logement d'abord, notamment en accompagnant le changement de culture par des moyens d'ingénierie.

2.2.2 Les priorités départementales

2.2.2.1 Département du Calvados

1/ La veille sociale et l'hébergement d'urgence :

L'ensemble des opérateurs de l'AHI est inscrit sur le SI-SIAO. Le travail relatif à la complétude de l'outil se poursuit. L'objectif est de développer un travail sur les parcours visant l'accès au logement.

Le SIAO 14 s'inscrit pleinement au sein de l'activité du Club régional.

Le rôle du SIAO s'est renforcé pendant le confinement ainsi que dans la gestion du post-confinement.

Durant la période de confinement, les mouvements au sein des hébergements ont été réduits et les rotations suspendues avec une reprise progressive à compter du 11 mai 2020.

Le principe « Aucune sortie sèche » a été respecté au travers de la mobilisation de toutes les places d'HU et d'une augmentation du recours au dispositif hôtelier.

2/ Le CHRS :

Les priorités 2020 pour les CHRS du département sont de :

- Réviser la programmation des CPOM en raison du COVID, en concertation avec les opérateurs et engager la démarche de contractualisation avec un opérateur d'ici la fin de l'année avec une signature prévue au second semestre 2021 ;
- Poursuivre le travail sur la fluidité et améliorer l'accès au logement ;
- Engager la transformation de l'offre.

3/ Le logement adapté :

- *plan de relance « intermédiation locative » :*

Un nouvel appel à projets est lancé en 2020 afin de sélectionner 3 nouveaux opérateurs venant s'ajouter aux 4 opérateurs choisis suite aux AAP de 2018 et 2019. L'objectif est de 127 places à mobiliser en 2020. Au 30/09/2020, 97 logements sont captés.

- *plan de relance « pension de famille » :*

Après la création de 31 places en 2020 en résidences accueil, 2 nouveaux projets de pensions de famille ont démarré en 2020 pour une livraison de 60 places en 2021 (retard pris à cause du confinement). Un AAP a été lancé en décembre 2019 avec un comité de sélection le 02/10/2020 pour la création de 25 places en pension de famille sur la commune de Lisieux. Le projet de 3F/Itinéraires a été sélectionné. La structure doit ouvrir en 2023.

- *Accélération de la fluidité de l'hébergement au logement en période post confinement*

- *Mise en place d'un plan de relogement d'urgence à compter de juillet 2020 :*

- travail hebdomadaire avec les bailleurs pour relogement des ménages aptes au logement ordinaire avec ou sans accompagnement (ASLL, AVDL, bail glissant) en hébergement d'urgence et extrême urgence
- participation aux CAL organisés par les bailleurs sociaux
- Pour la période du 01/07/2020 au 01/10/2020, 60 personnes ont été relogées dans 25 logements (13 dans le parc social, 12 en parc privé).

2.2.2.2 **Département de l'Eure**

1/ La déclinaison du logement d'abord :

La DDCS poursuit avec ses partenaires plusieurs chantiers pour améliorer la fluidité vers le logement des personnes hébergées et passer d'une logique d'hébergement à une logique de logement avec accompagnement.

Les travaux de « l'équipe Logement » vont se poursuivent. Elle est composée de la DDCS, du Département, et du Service Intégré d'Accueil et d'Orientation (SIAO) aux fins d'examiner conjointement avec les équipes sociales des structures d'hébergement la situation des ménages identifiés comme pouvant aller vers le logement. Cette mobilisation permet d'apporter aux opérateurs des réponses aux freins rencontrés, et d'accélérer et accompagner les sorties vers le logement (accès aux droits sociaux, mobilisation de mesures d'accompagnement dans le logement, participations aux commissions d'attribution de logement...).

De plus, afin que les équipes éducatives des structures d'hébergement montent en compétence sur le sujet du logement social et les modalités pour y accéder, la DDCS a élaboré et déployé une formation sur les modalités de demande et d'attribution de logement social début 2020. Cette formation sera reproposée en tant que de besoin.

Afin de rapprocher les bailleurs et les opérateurs de l'hébergement, la DDCS les réunit mensuellement pour faire le point sur les attributions prononcées et les entrées dans les lieux, mais surtout sur les difficultés rencontrées par les bailleurs ou les structures sur certaines situations dans l'instruction des dossiers (manque de pièces obligatoires, pas de contact ou de réponse du demandeur, demande exhorbitante de bailleurs...). Il s'agit d'un temps d'échange sur les situations en attente de logement évoquées individuellement.

La DDCS continue de mobiliser systématiquement le contingent préfectoral de logements sociaux via l'outil de gestion SYPLO, permettant aux bailleurs de se saisir des demandes. Le SIAO se verra ouvrir un accès en 2021 pour pouvoir bénéficier d'une vision complète dans le suivi des parcours jusqu'au logement. De plus, la DDCS siège très régulièrement dans les commissions d'attribution des bailleurs pour représenter le Préfet et concrétiser les relogements.

La DDCS a initié une réflexion sur la création de deux équipes pluridisciplinaires d'accompagnement dans le logement à la fois sur le volet social ainsi que sur le volet santé (troubles psychiques et addictions). Cette réflexion se traduit par une action à conduire dans le cadre du projet territorial de santé mentale qui doit être signé début 2021. Cette action est cofinancée par l'Etat, le Conseil départemental, la CPAM et les bailleurs sociaux.

Dans le cadre de la contractualisation 2020 au titre du plan pauvreté, une action vise à déployer un accompagnement des personnes dans leur accès au logement pour accélérer leur sortie de l'hébergement vers le logement, tout en sécurisant les bailleurs sociaux par un fonds de garantie financière. Il s'agit notamment des ménages ayant eu un parcours locatif chaotique ayant donné lieu soit à une procédure de rétablissement personnel, soit à des impayés de loyers non recouvrés auprès de bailleurs sociaux.

Une action sur l'accompagnement au titre de la parentalité et de la protection de l'enfance est également inscrite dans le cadre de la convention de protection l'enfance à signer prochainement avec le Conseil départemental. Elle a pour objectif de lever les freins à l'accès au logement de ménages hébergés présentant une fragilité identifiée sur la parentalité.

2/ Le SIAO :

Les priorités sont de :

-Travailler avec le SIAO davantage sur la dimension de suivi de parcours des personnes vers le logement et sur la dimension observatoire en lien avec les travaux de réécriture du PDALHPD qui démarreront début 2021.

-Formaliser les modes de coopération existant entre le SIAO et les opérateurs de la veille sociale, de l'hébergement et du logement adapté mais aussi avec le Conseil départemental sur l'utilisation du SI-SIAO par les travailleurs locaux de secteur et avec le SPIP sur la prise en charge des personnes sortant de détention.

3/ L'évolution des prestations d'hébergement :

La question de la spécialisation de places d'hébergement d'urgence et de places d'hébergement d'insertion doit être revue afin de n'avoir que des places d'hébergement qualifiées selon les prestations qu'elles proposent : regroupées / diffus, et accueillir, héberger, alimenter, accompagner. Il convient pour ce faire de revoir l'organisation de l'AHI dans l'Eure et de définir comment se passe l'orientation en urgence et l'orientation programmée. De plus, cela nécessite de revoir avec le Conseil départemental le contenu de la convention de rétablissement de crédits au titre de leur compétence d'hébergement des femmes enceintes et des mères isolées avec enfant de moins de 3 ans (article 68 de la Loi Molle).

3/ Le développement des dispositifs du logement adapté :

Il s'agit de faire aboutir les projets de pension de famille et résidence accueil identifiés et en faire émerger de nouveaux. Afin de renforcer la dynamique dans le développement de ces projets, de partager les bonnes pratiques et d'échanger sur les freins rencontrées afin de les lever, la DDCS anime un comité départemental avec l'ensemble des opérateurs concernés et partenaires des projets (DDTM, conseil départemental, ARS).

Il s'agit également de développer des logements en intermédiation locative avec notamment le déploiement accéléré d'une agence immobilière à vocation sociale sur le territoire afin de mobiliser davantage le parc privé.

Lors des travaux d'élaboration du prochain PDALHPD, les modalités de fonctionnement du FSL seront également réexaminées avec le conseil départemental afin que ce dispositif puisse accompagner les trajectoires d'insertion dans le logement de manière beaucoup plus opérationnelle qu'il ne le fait aujourd'hui.

4/ La poursuite de la démarche de CPOM avec les CHRS :

L'année a été marquée par la crise sanitaire qui a mis un coup d'arrêt aux travaux de diagnostic. Il convient de reprendre les travaux du CPOM en cours d'élaboration avec une association qui gère plusieurs dispositifs d'hébergement et de logement adapté. L'objectif est d'aboutir à la signature au 1er trimestre 2021 pour démarrer ensuite les travaux d'élaboration d'un autre CPOM à signer fin 2021. Si les travaux avancent bien, il serait envisageable de commencer avec un 3ème opérateur les discussions sur un CPOM à partir du 2ème semestre 2021.

Pour ce faire, la DDCS a demandé à pouvoir disposer rapidement du cahier des charges du dispositif « CHRS hors les murs » de manière à engager plus avant les travaux de transformation de l'offre.

2.2.2.3 **Département de la Manche**

1/ La veille sociale

Objectif principal : le renforcement du rôle pivot du SIAO :

L'objectif principal de la Manche est le renforcement et le développement des missions du SIAO tel que définis par l'instruction du 21 août 2021 relative aux orientations du secteur AHI pour 2020 et 2021. La présentation de l'instruction est à l'ordre du jour de la réunion des acteurs de l'AHI et de l'asile du 13 octobre 2020.

Par ailleurs, la convention pluriannuelle arrivant à échéance au 31 décembre 2020, son renouvellement sera l'occasion de formaliser les nouvelles missions attendues du SIAO et de réaffirmer son rôle essentiel dans l'accès au logement ordinaire et l'observation sociale. A cette fin, des réunions de concertation seront menées avec le GCSMS SIAO 50. La première est programmée en octobre. Elles seront l'occasion de faire le point sur les missions mises en œuvre et les moyens dédiés.

Concernant le SI-SIAO, toutes les places relevant d'un financement du BOP 177 mais aussi les mesures d'Accompagnement Vers et Dans le Logement et les places d'Appartements de coordination thérapeutiques sont mises à disposition. Début 2020, la DDCS a mené en lien avec le SIAO un travail de vérification de l'enregistrement des places sur le logiciel qui devra être poursuivi du fait de la récente refonte. L'objectif pour les mois à venir est d'intégrer les places correspondant au contingent préfectoral sur les résidences sociales.

Sur le volet orientation vers le logement ordinaire, le SIAO 50 dispose désormais des accès à SYPLO. Afin d'asseoir le rôle du SIAO sur ce volet, un travail partenarial avec l'ensemble des bailleurs doit être impulsé afin d'organiser les rôles de chacun.

Il est précisé que le SIAO effectue, tous les trois mois, une mise à jour de la situation sociale des ménages orientés par la commission SIAO et en attente d'admission dans le dispositif pressenti. Toutefois, il s'agit d'une procédure informelle qui n'apparaît pas encore dans le SI-SIAO. Il s'agit d'un axe d'amélioration qui devra être travaillé en lien avec les prescripteurs.

La professionnalisation des maraudes :

Les crédits accordés dans le cadre de la professionnalisation des maraudes ont permis de financer une équipe professionnelle gérée par COALLIA. Elle intervient en complémentarité de l'activité de l'association Conscience Humanitaire et permet une meilleure couverture du territoire de Cherbourg en Cotentin.

Par ailleurs, l'association Conscience Humanitaire a bénéficié de cette enveloppe pour l'achat d'un nouveau véhicule adapté à son activité.

Ces deux associations ont été largement mobilisées dans le cadre de la crise sanitaire pour aller vers les personnes hébergées à l'hôtel notamment. Les équipes ont travaillé en lien rapproché avec le 115. Elles ont également été sollicitées par l'équipe partenariale constituée de la CAF et de la CPAM dans le cadre de l'accélération de l'accès aux droits des personnes confinées à l'hôtel. Ce travail a permis d'éviter les sorties sèches conformément à l'instruction du 3 juin 2020.

Dans ce même objectif, la DDCS s'est également rapprochée du Conseil départemental pour échanger des informations sur la situation des ménages bénéficiaires du RSA.

Le renforcement de l'accueil de jour :

Le département de la Manche compte un seul accueil de jour situé à Cherbourg en Cotentin dont les locaux deviennent inadaptés notamment au nombre de personnes accueillies.

Dans le cadre de la stratégie de lutte contre la pauvreté sur le volet du renforcement des accueils de jour, le projet déposé par l'association gestionnaire comportait trois actions : accès aux droits, prestations d'hygiène, autres prestations (bagagerie,...). Suite aux arbitrages nationaux priorisant le premier item, l'enveloppe de 11 000 € allouée couvre le développement de l'écoute et l'accompagnement psychologique des personnes accueillies (recours à un psychologue).

Les deux autres actions proposées suite aux besoins repérés, s'inscrivent dans la prise en charge globale des personnes accueillies. Leur financement aurait permis de renforcer la qualité de la prise en charge de l'accueil et de répondre aux besoins repérés.

L'accueil de jour a étendu les plages horaires d'ouverture au cours de la crise sanitaire. Au déconfinement, l'équipe a du faire face des comportements inadaptés suite à la mise en œuvre des gestes barrières. L'association a, de ce fait, eu recours à un vigile afin de réguler la fréquentation.

2./ L'hébergement : restructuration de l'offre :

Le département de la Manche compte quatre CHRS. Initialement, il était prévu sur la période 2019/2023 d'engager la démarche d'élaboration des CPOM au rythme d'un établissement par an. Ainsi, le calendrier prévisionnel prévoyait la signature du premier CPOM en septembre 2020. La crise sanitaire a mis en suspens les discussions débutées avec l'association Femmes. La démarche est donc à reprendre en lien avec la DRDJSCS et l'opérateur sur le dernier trimestre.

En parallèle, des discussions sont en cours sur d'éventuelles coopérations, fusions ou regroupements avec les gestionnaires des CHRS (ADSEAM/Association Le Prépont et CCAS de Saint Lô/Association Femmes). Ces pistes de travail font suite aux difficultés de certains établissements pointées par la mise en œuvre de la convergence tarifaire en lien avec l'ENC notamment du fait de leur faible capacité. Des réunions ont lieu régulièrement avec les opérateurs, la DRDJSCS et la DDCS.

Le Grenelle dédié aux femmes victimes de violence fin 2019 a permis au département de la Manche d'augmenter la capacité de places d'hébergement d'urgence et d'Allocation Logement Temporaire dédiées à ce public. En effet, deux des trois projets déposés par des opérateurs gestionnaires de CHRS ont été retenus par le ministère. La Manche compte désormais 12 places d'hébergement d'urgence et un nombre équivalent de places d'ALT.

Il est à noter qu'une fiche action du PDALHPD de la Manche est dédiée à ce public. Un retour sur le Grenelle qui s'est déroulé fin 2019 était à l'ordre du jour du comité responsable du plan du 29 septembre 2020.

La Manche a également demandé la pérennisation des 15 places hivernales dédiées à l'accueil de familles. Ce dispositif a montré sa pleine utilité depuis son ouverture pour la période hivernale 2019/2020 qui s'est prolongée jusqu'au 10 juillet. Par ailleurs, il a permis de faire face à la prise en charge des familles lors de la crise sanitaire notamment lors du confinement en évitant pour certains ménages le recours à l'hôtel.

Concernant le dispositif hôtelier, le département de la Manche dispose d'une faible enveloppe sur le BOP 177. La désignation d'un seul opérateur pour assurer la gestion de ce dispositif à compter de 2021 est néanmoins en cours de réflexion.

3/ La mise en œuvre du plan logement d'abord :

La mobilisation du parc privé à des fins sociales :

En 2020, le département de la Manche a bénéficié d'un nouveau volant de places d'intermédiation locative sous mandat de gestion. Ces 20 nouvelles places ont permis de rééquilibrer l'offre entre les deux types de dispositifs (mandat de gestion et sous-location).

Le développement des pensions de famille :

La Manche a un projet d'ouverture de places de maison-relais sur le territoire de Coutances dont la crise sanitaire a retardé le démarrage. Une solution alternative provisoire est recherchée pour quelques places afin de permettre une ouverture progressive.

La sortie des ménages présents dans l'hébergement généraliste :

La DDCS effectue un suivi précis des sorties vers le logement des ménages présents dans les structures d'hébergement généraliste. Les derniers chiffres font apparaître un différentiel important entre les données récoltées grâce à la présence de la DDCS aux commissions d'attribution des bailleurs, à l'exploitation des comptes rendus de celles-ci et les extractions effectuées via le SNE. Un travail est en cours afin que les codifications soient correctement complétées lors de la constitution des demandes de logement.

Dans le cadre du déconfinement, la DDCS en lien avec l'ensemble des partenaires du secteur a initié un travail d'évaluation des situations qui a permis des sorties vers un hébergement d'insertion mais aussi vers le logement ordinaire.

La fluidité des sorties d'hébergement des réfugiés et bénéficiaires d'une protection subsidiaire

La DDCS réunit régulièrement un comité de suivi composé des acteurs de l'asile et de l'OFII, de l'association en charge de l'accompagnement des BPI et des bailleurs. Il s'agit de faire un point sur le suivi des objectifs ainsi que sur les éventuelles difficultés rencontrées. Au cours de ces échanges, une thématique particulière est également présentée (dispositifs emploi/formation, apprentissage linguistique, service civique...).

Pour les orientations nationales, la DDCS a organisé une procédure avec la DIHAL. Celle-ci propose les candidatures des ménages pressentis en amont des remontées de logement. Des échanges ont lieu avec les bailleurs et l'association en charge de l'accompagnement afin de proposer le logement adapté à la typologie, aux ressources et aux attentes des familles. Ainsi, il n'y a pas de logements mobilisés sans occupants et les bailleurs sont très réceptifs et réactifs à nos demandes.

Concernant les personnes hébergées au niveau local, la DDCS effectue un suivi des sorties en lien avec les structures et lors de sa participation aux commissions d'attribution de logement.

Un travail est également mené pour l'accueil des réinstallés avec les bailleurs et les associations agréées pour leur accompagnement.

2.2.2.4 **Département de l'Orne**

1/ L'amélioration de la connaissance des publics sans domicile :

Il s'agit de :
- Poursuivre la mise en place des maraudes et équipes mobiles pour un accompagnement de proximité et identifier les publics à la rue afin de proposer des solutions adaptées.
- Renforcer l'activité des accueils de jour dans leur mission d'accès au logement, diversifier les modes d'intervention au sein des accueils de jour pour l'accès au logement.

2/ Le développement des solutions de logement adapté :

Les priorités sont de :
- Poursuivre l'accompagnement du projet de création de pension de famille sur le secteur d'Argentan en lien avec la collectivité locale (ouverture prévisionnelle en fin 2021).
- Créer de nouvelles places d'IML en fin d'année 2020.

3/ La mobilisation du parc privé à des fins sociales :

Elle consiste à :
- Suivre et valoriser l'accès au parc privé des personnes sortant d'hébergement.
- Relancer la création d'une AIS dans le département.
- Développer l'IML dans le parc privé avec mandat de gestion (lien avec la DDT et les représentants des propriétaires privés).

4/ La priorité donnée au logement dans l'orientation des publics pris en charge :

Il s'agit de :
- Mobiliser les gestionnaires de structures généralistes et "asile" pour s'assurer de la constitution systématique et rapide de demandes de logement social pour les personnes en capacité d'accéder à un logement (ressources et situation administrative régulière sur le territoire).
- Poursuivre le suivi de l'accès au logement des personnes hébergées.
- Renforcer les liens du SIAO avec le secteur du logement notamment avec le conventionnement avec les bailleurs sociaux.

5/ Le développement du lien entre l'insertion socio-professionnelle et l'accès au logement :

Il consiste à développer la dimension insertion socio-professionnelle et à lier le logement et l'emploi dans l'accompagnement des personnes prises en charge.

6/ La poursuite des démarches de contractualisation de CPOM avec les opérateurs AHI:

Les travaux de contractualisation avec l'association Ysos vont se poursuivre et la démarche de CPOM va s'engager avec l'association Coallia pour 2021.

7/ Le renforcement du positionnement du SIAO dans son rôle d'observatoire suite à la mise en place du nouveau SI SIAO

2.2.2.5 Département de la Seine-Maritime

1/ La gestion de la crise sanitaire :

Elle a mobilisé fortement l'ensemble des acteurs du dispositif AHI ainsi que les agents de la DDDCS. Elle a permis de renforcer le partenariat avec les services de la santé et l'ARS en particulier, avec les services du Conseil départemental, notamment avec les services de la PMI.

Le risque sanitaire majeur au sein des structures collectives (peu de cas signalés dans les structures mais avec une prévalence plus forte dans les centres d'hébergement collectifs, résidences sociales, pensions de familles...) a été contenu grâce aux organisations drastiques et adaptées mises en place par les directeurs d'établissements. La crise sanitaire a été difficile à vivre pour les personnes hébergées aggravant des fragilités psychologiques déjà présentes. En ce sens, les appels à projets lancés par l'ARS nous semblent apporter des réponses supplémentaires dans le domaine de la santé.

Plusieurs dispositifs d'hébergement ouverts temporairement dans le cadre de la gestion de la crise sanitaire reçoivent toujours du public de manière à éviter les « sorties sèches » : il s'agit sur Rouen du site « Colette Yver » (dispositif ouvert en période hivernale) avec une capacité réduite à 30 personnes et des dispositifs hôteliers ouverts sur le Havre et sur Rouen pour assurer une continuité d'accueil des jeunes ex-MNA devenus majeurs antérieurement accompagnés par les services de l'Aide Sociale à l'Enfance.

2/ La restructuration du SIAO 76 :

Suite à l'adoption du règlement de fonctionnement sur la partie insertion, l'année 2020 va permettre l'installation des commissions territoriales uniques sur les territoires de Rouen, le Havre et Dieppe. Ces commissions vont favoriser une représentation élargie à l'ensemble des dispositifs d'insertion et des orientations adaptées.
Elles vont également favoriser la mise en place de pratiques harmonisées sur tous les territoires.
Un état des lieux du renseignement de l'application SI/SIAO/Insertion est mené par la DDDCS depuis le dernier trimestre 2019. Ce travail sera poursuivi jusqu'à la fin de l'année 2020 /début 2021.

3/ La poursuite de l'axe de travail du PDALHPD sur l'évolution de l'offre d'hébergement :

Dans le cadre du PDALHPD, la DDDCS poursuit en 2020 la réflexion sur l'adaptation de l'offre d'hébergement avec les opérateurs, les services de la préfecture et la DRDJSCS. La définition du cadre de cette réorganisation est attendue avant la fin de l'année de manière à servir de référence à la négociation des CPOM et à la poursuite de la restructuration du SIAO au regard de l'évolution des modalités d'orientations.
Les délégations de crédits spécifiques dont a bénéficié le département de la Seine-Maritime en 2019 et 2020, ont permis d'engager le renforcement des services de 1er accueil qui constitue un axe d'évolution prioritaire du PDALHPD. Le renforcement de l'évaluation des situations et de l'accompagnement continu des personnes à la rue favorisera la mise en œuvre de la priorité de la rue au logement.

4/ La fluidité des sorties d'hébergement

Le département de la Seine-Maritime présente un niveau d'atteinte très faible des objectifs de relogement fixés, dans le cadre du plan logement d'abord, pour les publics sortant d'hébergement généraliste. Ce constat persistant a conduit la DDDCS de la Seine-Maritime à proposer la mise en place et l'animation, aux côtés du SIAO, de « commissions fluidité ». Ces commissions ont pour objectif de conduire une évaluation partagée des situations (DDDCS, SIAO, équipes sociales) des ménages hébergés depuis plus de 6 mois, d'identifier les ménages qui sont en capacité d'accéder au logement et de définir leurs besoins d'accompagnement. Dès qu'elle sera suffisante, la montée en charge du SIAO sur la mission logement lui permettra d'assurer ces procédures.

En 2020, la ligne de crédits alloués pour l'accompagnement des réfugiés permettra de poursuivre le travail engagé avec les 4 associations conventionnées depuis 2018. La définition d'un cahier des charges commun AVDL/accompagnement des réfugiés est actuellement travaillée par la DDDCS avec des opérateurs.

Suite à l'appel à candidature lancé en 2019 pour la création de 107 places de pensions de famille/résidences accueil, 6 projets sont en cours d'élaboration. L'animation des COPIL aux côtés des autres partenaires (opérateurs, villes, DDTM, Conseil départemental, DDTM) est une priorité pour la DDDCS 76. L'ouverture prochaine d'une résidence accueil de 17 places sur Rouen (rive droite) ainsi que la vacance de plusieurs places au sein de la résidence accueil de Dieppe rendent nécessaire la mobilisation, dans un délai très court, des gestionnaires de places d'hébergement pour repérer les ménages qui pourraient relever de ce dispositif.
Le projet de majoration du forfait journalier, s'il arrive à terme, permettrait de renforcer l'encadrement dans les pensions de famille.

Il est prévu de créer 72 places supplémentaires d'intermédiation locative sur le Havre (AFFD, FADS, CLHAJ) et sur Rouen (AGL). Au regard de la mobilisation plus rapide des bailleurs sociaux et de l'urgence à reloger en sortie de crise sanitaire, la mobilisation de l'intervention locative auprès des bailleurs sociaux a été, pour cette année, priorisée. L'ouverture de ces nouvelles places se réalise progressivement. A ce jour, la moitié des places sont ouvertes. La mise en place des commissions territoriales uniques va permettre de généraliser les orientations sur ces places via le SIAO.

3) LA CAMPAGNE BUDGETAIRE DES ETABLISSEMENTS SOUS STATUT CHRS

3.1. Notifications et répartitions 2020 des crédits du BOP 177

Le BOP 177 a fait l'objet d'une notification initiale en début d'année 2020 d'un montant de 63 655 469 €.

Ces crédits ont fait l'objet de la répartition initiale suivante au niveau régional et départemental :

NOTIFICATION INITIALE 2020 ET REPARTION REGIONALE ET DEPARTEMENTALE DES CREDITS DU BOP 177							
Actions	**TOTAL REGION**	CALVADOS	EURE	MANCHE	ORNE	SEINE-MARITIME	DRDJSCS
Aide sociale	**811 738**	110 000	267 603	114 000	77 500	242 635	0
Prévention et accès aux droits	**96 328**	32 350	12 225	0	0	51 753	0
Veille sociale	**5 789 423**	1 815 093	1 065 691	352 000	694 272	1 862 367	0
Héberge-ment d'urgence	**11 758 626**	4 659 530	1 896 914	335 070	198 575	4 668 537	0
CHRS sous DGF	**31 660 896 (*)**	0	0	0	0	0	31 660 896
CHRS activités subvention-nées	**188 444 (**)**	0	0	188 444	0	0	0
Logement adapté	**13 192 947**	3 720 826	2 403 344	1 290 449	852 133	4 926 195	0
Conduite et animation des politiques	**0**	0	0	0	0	0	0
Réserve régionale	**157 067**	0	0	0	0	0	157 067
Total	**63 655 469**	**10 337 799**	**5 645 777**	**2 279 963**	**1 822 480**	**11 751 487**	**31 817 963**

* *Activités annexes sous DGF pour la Seine-Maritime (1 369 181 € sur la DRL)*

** *Activités subventionnées pour la Manche (188 444 €)*

3.2. La détermination des dotations aux CHRS pour 2020

L'arrêté du 19 août 2020 fixant la dotation régionale limitative (DRL) a fait l'objet d'une publication au Journal Officiel de la République française le 30 août 2020.

La dotation régionale limitative a été fixée à **31 660 896 euros** pour la région Normandie. Ce montant correspond au montant total de programmation prévisionnelle de dépense sur la ligne CHRS de l'UO régionale. La DRL représente 49,74 % du BOP 177.

3.3. L'autorité compétente en matière de tarification

Le Préfet de région est l'autorité compétente pour la tarification des établissements et services sociaux dont les prestations sont financées par le budget de l'Etat conformément aux dispositions des articles L.314-1 et R.314-3 du code de l'action sociale et des familles (CASF). En pratique, elle met en œuvre la procédure tarifaire par une organisation administrative dans sa circonscription qui tient compte des réalités locales.

Le Comité de l'Administration Régionale du 6 juillet 2017, a acté le principe de la mise en œuvre d'une stratégie de la politique d'Accueil, d'Hébergement, Insertion au niveau régional avec une organisation des dialogues de gestion avec les établissements et l'échelon départemental.
Cette stratégie a pour conséquence la centralisation des opérations de tarification dans le cadre d'une enveloppe unique pour l'ensemble des départements avec pour corollaire l'application des principes de transparence et de collaboration entre l'échelon régional et départemental. L'enjeu de la stratégie régionale de tarification est de garantir une équité des situations des établissements relevant du BOP 177.

3.4. Les modalités de tarification des CHRS

3.4.1. Les crédits budgétaires 2020 :

S'agissant des centres d'hébergement et de réinsertion sociale (CHRS), les crédits inscrits en LFI 2020 s'élèvent à 643 313 063 €, soit une hausse de 7 175 216 € par rapport à 2019.

- D'une part, du fait de la crise sanitaire, ces crédits tiennent compte de la suspension en 2020 de la convergence tarifaire négative mise en place en 2018. La DRL de 636 137 847 € en 2020 reste donc similaire à celle de 2019 même si les tarifs plafonds fixés en 2018 sont maintenus. **Le principe de l'allocation de ressources repose ainsi sur une reconduction des charges nettes reconductibles approuvées en 2019 pour chaque CHRS. La reprise d'un résultat ou l'attribution de crédits non reconductibles peuvent cependant faire varier le montant de la dotation globale de financement par rapport à 2019.**
- D'autre part, ces crédits intègrent l'impact lié à la transformation de l'offre d'hébergement sous statut CHRS opérée dans plusieurs régions en application de l'article 125 de la loi ELAN. 7 175 216 € sont redéployés au sein du programme et des budgets opérationnels de programme régionaux pour financer des places ainsi créées au sein des CHRS.
- Enfin, ces crédits prennent en compte en base les 10 millions d'euros issus des crédits de la stratégie pauvreté alloués en 2019. Ces ressources sont destinées aux établissements dont les difficultés de fonctionnement peuvent fragiliser l'offre de prise en charge sur le territoire. Ces crédits doivent également soutenir les CHRS dont le projet d'établissement est en cohérence avec les priorités de la stratégie pauvreté : accueil des femmes victimes de violence et/ou en sortie de prostitution, familles monoparentales et sortants d'institution.

Le montant des DRL des CHRS de 643 313 063 € n'inclut pas les compensations des surcoûts liés à la crise sanitaire et de la prime Covid pour les salariés du secteur.

3.4.2. La suspension en 2020 du mécanisme de convergence négative des CHRS au-dessus des tarifs plafonds :

L'article L. 314-4 du CASF prévoit que : « *[Le montant total annuel des dépenses des établissements et services mentionnés aux 8°, 13° et 14° du I de l'article L. 312-1] est constitué en dotations régionales limitatives. Le montant de ces dotations régionales est fixé par le ministre chargé de l'action sociale, en fonction des besoins de la population, des priorités définies au niveau national en matière de politique médico-sociale, en tenant compte de l'activité et des coûts moyens des établissements et services et d'un objectif de réduction progressive des inégalités dans l'allocation des ressources entre régions. A cet effet, un arrêté interministériel fixe, annuellement, les tarifs plafonds ou les règles de calcul desdits tarifs plafonds pour les différentes catégories d'établissements sociaux et médico-sociaux mentionnés au premier alinéa, ainsi que les règles permettant de ramener les tarifs pratiqués au niveau des tarifs plafonds.* »

En 2018 et 2019, une convergence tarifaire négative, fondée sur des tarifs plafonds nationaux, a été mise en place pour les CHRS au titre du ou des GHAM qu'ils mettent en œuvre. Ces tarifs plafonds correspondent à un coût à la place brut moyen par GHAM.

En 2020, le principe de tarifs plafonds applicables aux CHRS est maintenu et les montants des tarifs plafonds fixés en 2018 et 2019 sont reconduits mais, compte tenu de la crise sanitaire, les règles de convergences négatives sont neutralisées.

Ainsi, compte tenu de la suspension de la convergence négative des dotations CHRS en 2020, aucun abattement automatique ne peut être réalisé sur le dépassement des tarifs plafonds et aucun effort budgétaire ne peut être demandé.

L'identification de la situation des CHRS vis-à-vis des tarifs plafonds ainsi que leur mise en oeuvre sont précisées à l'annexe 5.

Les financements complémentaires attribués au titre d'autres dispositifs (AAVA, etc.) ne sont pas visés par ces dispositions.

3.4.3. La tarification d'office :

La tarification d'office des CHRS repose sur deux dispositions distinctes : une disposition législative applicable aux CHRS de façon spécifique et une disposition réglementaire applicable à l'ensemble des établissements et services.

- ***Les dispositions de l'article L 345-1 du CASF :***

L'article L345-1 du CASF, dans sa rédaction issue de la loi n°2017-1837 du 30 décembre 2017 de finances pour 2018, prévoit : « *Les centres remplissent chaque année une enquête nationale de coûts relative au secteur de l'accueil, de l'hébergement et de l'insertion, pour le recueil des données relatives à l'année précédente. En l'absence de transmission de ces données, l'autorité compétente de l'Etat procède à une tarification d'office de l'établissement*». En conséquence, les CHRS qui n'auraient pas rempli l'ENC AHI 2019, voient leur tarification arrêtée d'office en application de cet article.

- ***Les dispositions de l'article R 314-38 du CASF :***

L'autorité de tarification procède d'office à la tarification d'un établissement ou d'un service lorsque :

- Les données relatives aux indicateurs n'ont pas été transmises avec le compte administratif. Dans le cas des CHRS, cette condition est remplie avec la transmission des données relatives à l'ENC-AHI ;
- Les propositions budgétaires n'ont pas été établies et transmises dans les conditions prévues par les dispositions du CASF (composition et forme des propositions budgétaires, respect de la date du 31 octobre N-1).

- ***Les conséquences de la tarification d'office :***

La procédure de fixation de la dotation globale de financement du CHRS n'est pas soumise à la procédure contradictoire. L'autorité de tarification notifie sa décision d'autorisation budgétaire dans le délai de la campagne budgétaire qui court à compter de la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives pris en application de l'article L314-4.

3.4.4 : La procédure budgétaire en 2020 :

L'ordonnance n°2020-737 du 17 juin 2020 modifiant les délais applicables à diverses procédures en matière sociale et sanitaire afin de faire face aux conséquences de la propagation de l'épidémie de covid-19 prévoit une dérogation au délai de droit commun de 60 jours pour les campagnes intervenant entre le 12 mars 2020 et le 10 juillet inclus. **Compte tenu de la date de publication des DRL pour les CHRS, cette dérogation n'est pas applicable et le délai de droit commun prévu par l'article L 314-7 du CASF (60 jours) s'applique.**

3.4.5 : L'absence de modulation des financements au regard d'une sous-activité constatée en 2020 :

L'ordonnance n°2020-313 du 25 mars 2020 modifiée, relative aux adaptations des règles de fonctionnement des établissements sociaux et médico-sociaux, prévoit que, par dérogation aux articles L313-12 IV ter, L 313-12-2 et L 314-2 du CASF, une modulation des tarifs ne sera pas applicable au titre de l'exercice budgétaire 2021 ou 2022 pour une sous-activité ou une fermeture temporaire constatée en 2020. Bien que l'article L313-11-2 ne soit pas cité, aucune modulation ne doit être appliquée aux CHRS.
Par extension, aucune modulation des financements ne pourra être opérée dans ces conditions, que cette modulation soit prévue par la loi ou par un CPOM.

De même, aucune modulation ne doit être réalisée sur le budget 2020 au titre d'une sous-activité ou une fermeture temporaire liée à l'épidémie de covid-19.

Une modulation de la dotation globale de financement en 2020 reste néanmoins possible au regard de sous-activités réalisées sur des exercices antérieurs (2018 ou 2019).

3.4.6 : Le traitement des crédits d'impôts de taxe sur les salaires (CITS) 2018 :

Les CITS viennent majorer les résultats 2018 des CHRS qui font l'objet d'une affectation de résultat par l'autorité de tarification. Ils ne constituent pas des fonds propres de l'association. Par

conséquent, l'autorité de tarification a un droit de regard sur ces CITS. Le traitement des CITS est rappelé en annexe 6.

3.5. La stratégie régionale et sa mise en œuvre :

- **Stratégie régionale :**

Afin d'assurer une équité de traitement des CHRS plusieurs principes ont été retenus :

- **Le total départemental des DGF reconductibles 2020 similaire à celui de 2019** ;
- **Les DGF allouées 2020 différentes de celles de 2019** compte tenu de l'affectation des résultats de l'exercice 2018 ;
- **Une marge de manœuvre laissée aux DDCS** en ce qui concerne la gestion des excédents dans le respect des règles budgétaires ;
- **La non reprise des déficits des CHRS** au dessus des tarifs plafonds. Pour ceux en dessous des tarifs plafonds, **une étude circonstanciée** pour déterminer si les dépenses dépassant les enveloppes allouées sont justifiées. Dans les deux cas, s'il s'agit de déficits structurels, **un plan de retour à l'équilibre doit être établi.**

- **Mise en œuvre de la stratégie :**

La dotation régionale limitative 2020 des CHRS s'élève à 31 660 896 € (dont 413 760,41 € de crédits « stratégie pauvreté »). Elle est similaire à celle de 2019.

Les abattements sont gelés cette année du fait de la crise sanitaire compte tenu de l'arrêté du 19 août 2020 fixant les tarifs plafonds.

Afin de pouvoir respecter la dotation régionale limitative de 31 660 896 €, il a été retenu de reprendre régionalement et de manière équitable dans tous les départements, 50,03 % des excédents 2018 retenus par l'autorité de tarification (874 552,82 € pour l'ensemble des CHRS normands). Les 49,97 % restant d'excédents sont laissés libres à la charge des départements, sous réserve de ne pas aggraver la situation structurelle d'un établissement déjà au dessus des tarifs plafonds.

En synthèse, les montants par département aux fins de discussions budgétaires sont les suivants :

Département	DGF reconductible 2020	Excédents à affecter à la réduction des charges d'exploitation	DGF allouée 2020
14	5 014 331	68 883	4 945 448
27	5 208 855	48 505	5 160 350
50	2 140 339	101 313	2 039 026
61	1 369 338	49 005	1 320 333
76	18 365 549	169 810	18 195 739
UO Région	32 098 412	437 516	31 660 896

Cf annexe 1 : montant départemental des DGF reconductibles 2020

3.6. Le caractère obligatoire de l'enquête ENC-AHI

L'ENC est un outil de pilotage du secteur AHI. Il sert de base à l'analyse de l'activité des opérateurs de l'hébergement et à leur classement en groupes homogènes d'activités et de missions (GHAM) permettant une connaissance objectivée des activités, de la qualité et des coûts de prestations proposées aux personnes. Il fournit, en outre, des informations agrégées qui présentent les données d'activité par niveau de territoire. L'outil permet aussi de disposer in fine de tableaux des coûts par GHAM. L'ensemble de ces indications offre des repères pour nourrir le dialogue de gestion avec les gestionnaires d'établissements et calculer les tarifs-plafonds par GHAM.

Des évolutions importantes ont été actées et ont pris effet en 2018 :

- L'enquête annuelle de l'ENC est obligatoire pour tous les établissements quelle que soit leur taille, aux termes de l'article 128 de la loi de finances pour 2018. Faute de déclaration, l'établissement s'expose à une tarification d'office s'il s'agit d'un CHRS ou d'une réduction de sa subvention s'il s'agit d'une structure financée par subvention.
- L'ENC sert d'appui à l'élaboration des tarifs-plafonds mis en œuvre depuis 2018. Ces tarifs plafonds sont arrêtés par voie réglementaire et par type de GHAM et s'appliquent aux unités GHAM des établissements sous statut CHRS.
- Pour les CHRS, les informations recueillies par l'enquête ENC se substituent à celles qui étaient jusqu'ici demandées lors de la transmission du compte administratif. (Cf. Arrêté du 12 mars 2018 publié au JO du 20 mars 2018). La transmission de ces mêmes indicateurs avec le budget prévisionnel n'est également plus obligatoire.

Le remplissage de l'enquête ENC en 2020 :

- **Pour l'exercice 2020 et en raison des évènements liés à la crise sanitaire, l'enquête ENC-AHI est décalée. Elle doit être renseignée en ligne par les opérateurs sur le SI-ENC-AHI dédié entre le 15 juin et le 31 décembre 2020 pour les données d'activité 2019.**
- Cette enquête doit être réalisée comme les autres années. Les données recueillies seront indispensables pour être mesurées à celles de l'année prochaine impactées par la crise sanitaire (données 2020 recueillies en 2021).
- Le périmètre reste identique à celui de 2019. Pour mémoire et afin de mieux couvrir la réalité de l'activité des établissements, un GHAM expérimental « accompagnement sans hébergement » (hors les murs) a été introduit dans l'enquête 2019.

3.7. Les axes majeurs de la campagne budgétaire 2019 :

Les axes majeurs de la campagne budgétaire 2020 sont :

- D'accroître l'efficience des CHRS notamment en :
  - Identifiant les dépenses activité par activité ;
  - Fluidifiant les parcours des usagers vers le logement ordinaire, adapté ou accompagné ;
  - Encourageant les mutualisations et coopérations. La diversité des acteurs sur un même territoire doit faire l'objet d'une cartographie afin de proposer des mesures incitatives de regroupement notamment au travers du modèle de groupement de coopération ;
- De veiller au maintien ou au retour à l'équilibre budgétaire, avec des plans de retour à l'équilibre pour les CHRS présentant des déficits chroniques ;
- De sortir à terme les activités annexes financées sous dotation globale de fonctionnement sous réserve de l'accord de la DGCS. Les activités annexes ne sont pas remises en cause mais un travail sur la source de financement est à étudier ;
- De poursuivre la démarche de transformation de l'offre, d'améliorer le service rendu à l'usager et de renforcer l'adéquation entre l'offre et la demande ;
- De poursuivre la contractualisation pluriannuelle au travers notamment des contrats pluriannuels d'objectif et de moyen (CPOM) afin de respecter l'échéance de 2023.

Le préfet de la région Normandie



Pierre-André DURAND

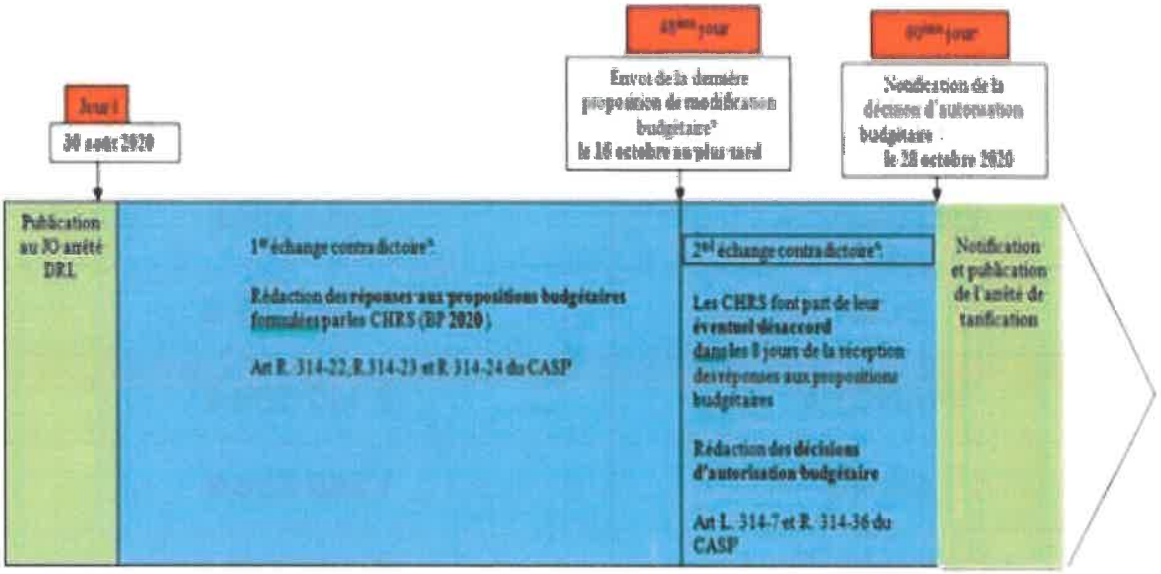
ANNEXE 1
REPARTITION DRL EN NORMANDIE
DGF RECONDUCTIBLE PAR DEPARTEMENT

DEPARTEMENT	DGF reconductible 2020
CALVADOS	5 014 331 €
EURE	5 208 855 €
MANCHE	2 140 339 €
ORNE	1 369 338 €
SEINE MARITIME	18 365 549 €
TOTAL NORMANDIE	32 098 412 €

ANNEXE 2 :

CALENDRIER PROCEDURE BUDGETAIRE 2020

CHRS



ANNEXE 3

ARTICLES DE LOI RELATIFS AUX PHASES ET CALENDRIER DE LA PROCEDURE BUDGETAIRE POUR LES CHRS

Article L.314-7 du CASF

« II. Le montant global des dépenses autorisées des établissements et services mentionnés au I de l'article L. 312-1 et au I de l'article L. 313-12 sont fixés par l'autorité compétente en matière de tarification, au terme d'une procédure contradictoire, au plus tard soixante jours à compter de la date de notification des dotations mentionnées, selon le cas, aux articles L. 313-8, et L. 314-3 à L. 314-5, selon des modalités fixées par décret en Conseil d'Etat.»

Article R.314-36 du CASF

« I.-La décision d'autorisation budgétaire est notifiée par l'autorité de tarification à l'établissement ou au service dans un délai de 60 jours qui court à compter : 2° De la publication de l'arrêté fixant les dotations régionales limitatives en application de l'article L. 314-4, pour les établissements et services mentionnés au a du 5°, au 8° et au 13° du I de l'article L. 312-1 [...].»

Article R314-22

En réponse aux propositions budgétaires, l'autorité de tarification fait connaître à l'établissement ou au service les modifications qu'elle propose. Celles-ci peuvent porter sur :

1° Les recettes autres que les produits de la tarification qui paraissent sous-évaluées ;

2° Les dépenses qui paraissent insuffisantes au regard notamment de leur caractère obligatoire ;

3° Les dépenses qui paraissent manifestement hors de proportion avec le service rendu ou avec le coût des établissements et services fournissant des prestations comparables ;

4° Les dépenses qui paraissent injustifiées ou dont le niveau paraît excessif, compte tenu des conditions de satisfaction des besoins de la population, ou de l'activité et des coûts des établissements et services fournissant des prestations comparables ;

5° Les dépenses dont la prise en compte paraît incompatible avec les dotations limitatives de crédit mentionnées aux articles L. 313-8, L. 314-3 à L. 314-5, au regard des orientations retenues par l'autorité de tarification, pour l'ensemble des établissements et services dont elle fixe le tarif ou pour certaines catégories d'entre eux ;

6° Les modifications qui découlent de l'affectation du résultat d'exercices antérieurs, conformément aux dispositions des articles R. 314-51 à R. 314-53.

Article R314-23

Les propositions de modifications budgétaires mentionnées à l'article R. 314-22 sont motivées.

L'autorité de tarification peut les justifier au regard, notamment :

1° Des règles d'imputation des dépenses mentionnées au sous-paragraphe 3 du paragraphe 3 de la présente sous-section ;

2° Des dépenses réelles constatées au cours des exercices antérieurs, lorsqu'elles correspondent à des dépenses autorisées ;

3° Du classement des personnes accueillies dans l'établissement ou le service par groupes iso-ressources, mentionnés au 2° du I de l'article R. 314-17, lorsque la réglementation applicable à l'établissement ou au service prévoit un tel classement ;

4° Des besoins sociaux et médico-sociaux de la population ou de certaines catégories de la population, telles qu'elles sont notamment appréciées par le schéma d'organisation sociale et médico-sociale, mentionné à l'article L. 312-4, dont relève l'établissement ou service ;

5° Des stipulations d'un contrat d'objectifs et de moyens mentionné à l'article L. 313-11, d'une convention mentionnée au I de l'article L. 313-12 ou de l'une des formules de coopération énumérées à l'article L. 312-7 ;

6° Des coûts des établissements et services qui fournissent des prestations comparables, et notamment des coûts moyens et médians de certaines activités ou de certaines prestations, en vue de réduire les inégalités de dotation entre établissements et services ;

7° De la valeur des indicateurs calculés dans les conditions fixées à l'article R. 314-30, rapprochée des valeurs de ces mêmes indicateurs dans les établissements ou services qui fournissent des prestations comparables ;

8° Des priorités qu'elle se fixe en matière d'action sociale, notamment celles mentionnées au deuxième alinéa de l'article L. 313-8 ;

9° Des résultats des études diligentées conformément aux dispositions de l'article R. 314-61 ;

10° des indicateurs de référence arrêtés en application de l'article R. 314-33-1.

Article R314-24

I.-Les propositions de modifications budgétaires mentionnées à l'article R. 314-22 peuvent être formulées à l'établissement ou au service par plusieurs courriers successifs. Ceux-ci doivent lui être transmis au plus tard douze jours avant l'expiration des délais prévus à l'article R. 314-36.

II.-Dans un délai de huit jours après réception de chaque courrier, l'établissement ou le service doit faire connaître son éventuel désaccord avec la proposition de l'autorité de tarification.

L'établissement ou le service motive ce désaccord de manière circonstanciée, en indiquant notamment les raisons qui rendent impossible, selon lui, le respect du niveau de recettes ou de dépenses que l'autorité de tarification se propose de retenir. A ce titre, il indique :

1° Pour les dépenses de personnel, en quoi les projets de promotion ou d'augmentation catégorielle de l'établissement ou du service sont insusceptibles d'être adaptés pour assurer le respect du niveau de dépenses que l'autorité de tarification se propose de retenir ;

2° Pour les autres dépenses, les raisons qui rendent impossible toute modification de ses propositions budgétaires visant à les rendre compatibles avec le montant total de dépenses que l'autorité de tarification se propose de retenir.

II bis.-Les courriers mentionnés aux I et II peuvent être transmis par voie électronique.

III.-A défaut de réponse apportée dans les conditions et délai mentionnés au II, l'établissement ou le service est réputé avoir approuvé la modification proposée par l'autorité de tarification.

ANNEXE 4

AFFECTATION DES RESULTATS :

L'affectation des résultats est réalisée par l'autorité de tarification dans les conditions précisées à l'article R. 314-51.

Par dérogation à cet article, un CPOM signé au titre de l'article L. 313-11 peut prévoir une libre affectation des résultats par le gestionnaire sous réserve d'une pluriannualité budgétaire.

Tout ou partie d'un résultat peut être repris dans le cadre de la tarification de l'exercice N+1 ou N+2.

L'affectation des résultats s'effectue dans les conditions suivantes :
Un excédent d'exploitation peut être affecté :

- À la réduction des charges d'exploitation de l'exercice au cours duquel il est constaté, ou de l'exercice qui suit ;
- Au financement de mesures d'investissement ;
- Au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivant celui auquel le résultat est affecté ;
- À un compte de réserve de compensation ;
- À un compte de réserve de trésorerie dans la limite de la couverture du besoin en fonds de roulement, tel que défini au III de l'article R. 314-48 ;
- A un compte d'excédent affecté à la compensation des charges d'amortissement des équipements, agencements et installations de mise aux normes de sécurité.

Un déficit est couvert en priorité par reprise sur le compte de réserve de compensation, le surplus étant ajouté aux charges d'exploitation de l'exercice au cours duquel le déficit est constaté, ou de l'exercice qui suit. En cas de circonstances exceptionnelles, la reprise du déficit peut être étalée sur trois exercices.

Lorsque l'activité fait apparaître un déficit durant trois exercices consécutifs, le directeur précise dans son rapport d'activité les mesures de redressement nécessaires à la poursuite de l'activité, ainsi que leurs délais de mise en œuvre.

ANNEXE 5

IDENTIFICATION DE LA SITUATION DES CHRS VIS-A-VIS DES TARIFS PLAFONDS :

I. Identification de la situation des CHRS vis-à-vis des tarifs plafonds – Données générales.

Compte tenu du contexte sanitaire, la mise en œuvre de la convergence négative des CHRS, appliquée en 2018 et 2019, est suspendue en 2020. L'existence de tarifs plafonds applicables aux CHRS est cependant maintenue.

La mise en œuvre des tarifs plafonds repose sur deux processus :

1) L'identification des CHRS au dessus des tarifs plafonds ;
2) Le gel des charges brutes affectées aux GHAM se trouvant au-dessus de ces tarifs.

Le gel des charges brutes par rapport à 2019 ne présente pas de difficultés particulières.

La présente annexe a pour objet de préciser et d'illustrer les modalités d'identification de la situation des CHRS vis-à-vis des tarifs plafonds.

I.1. Identification des CHRS au dessus-des tarifs plafonds :

Règle générale :

L'identification des établissements au-dessus des tarifs plafonds s'effectue en répartissant les charges brutes autorisées dans l'arrêté de tarification 2019 au titre du ou des GHAM mis en œuvre (hors charges couvertes par des crédits non reconductibles, par des crédits de la stratégie pauvreté ou par des subventions attribuées par d'autres administrations, et hors financements accordés pour d'autres dispositifs), en fonction des clés de répartition validées dans l'ENC AHI 2019 en région.
Ces montants sont ensuite divisés par le nombre de places associé à chacun de ces GHAM, ce qui permet d'obtenir le(s) coût(s) brut(s) à la place d'un CHRS. Ces coûts doivent ensuite être comparés au(x) tarif(s) plafond(s) correspondant(s). Les CHRS dont au moins l'un des coûts bruts à la place se situe au dessus des tarifs plafonds se voient appliquer les règles de convergence prévues ci-après.

A noter que pour les charges couvertes par des crédits de la stratégie pauvreté attribués en 2019 ou par des subventions attribuées par d'autres administrations, la neutralisation peut intervenir de deux façons, en fonction de la situation rencontrée :

- Ces financements sont attribués sur l'ensemble du budget du CHRS : la neutralisation intervient sur l'ensemble du budget ;
- Ces financements sont attribués pour un ou plusieurs GHAM précis : la neutralisation intervient au titre du ou des GHAM concernés, après répartition des charges brutes telle qu'identifiée dans l'ENC AHI 2019.

Montant des tarifs plafonds en 2020 :

Sur la base de l'article L.314-4 du CASF, l'arrêté interministériel du 19 août 2020 fixe pour 2020 les tarifs plafonds par GHAM et les règles permettant de ramener les tarifs pratiqués au niveau des tarifs plafonds. L'arrêté fixe les tarifs plafonds applicables comme suit :

GHAM	ACTIVITE PRINCIPALE	MISSIONS PRINCIPALES				Tarifs plafonds 2018
		Héberger	Alimenter	Accompa-gner	Accueillir	
1R	Accueillir en regroupé	x	x		x	17 806 €
6R	Accueillir en regroupé	x			x	14 499 €
5D	Accueillir en diffus	x			x	8 626 €
2R	Accompagner en regroupé	x	x	x		19 500 €
3R	Accompagner en regroupé	x	x	x	x	20 551 €
4R	Accompagner en regroupé	x		x	x	18 592 €
5R	Accompagner en regroupé	x		x		17 399 €
2D	Accompagner en diffus	x		x		16 140 €
3D	Accompagner en diffus	x	x	x	x	17 813 €
4D	Accompagner en diffus	x		x		11 506 €
7D	Accompagner en diffus	x		x	x	14 846 €
8D	Accompagner en diffus	x	x	x		16 445 €

Situation des CHRS au regard des tarifs plafonds 2020 :

La situation de chaque CHRS au regard des tarifs plafonds doit être appréciée sur la base du coût de fonctionnement brut à la place constaté par GHAM au 31 décembre 2019.

Comme indiqué supra, pour chacun de ces établissements, il est procédé au calcul de ses charges brutes – hors charges exceptionnelles couvertes par des crédits non reconductibles (CNR) , par des crédits du plan « stratégie pauvreté » ou par des subventions attribuées par d'autres administrations - à partir du budget prévisionnel autorisé au titre de l'exercice 2019 fixé dans l'arrêté de tarification.

Après déduction des charges liées à d'autres dispositifs (AAVA, SIAO, etc.), ces charges brutes sont ensuite réparties entre le ou les GHAM que l'établissement met en œuvre. Lorsque le CHRS comprend plusieurs GHAM, à cette répartition est associée une fraction de la capacité d'accueil autorisée et financée. Ces répartitions sont réalisées à partir des données de l'ENC AHI 2019 validées en région. Le total des places réparties ne peut excéder le nombre total des places autorisées et financées de l'établissement.

Le ou les GHAM associés à une capacité d'accueil permettent de déterminer le coût de fonctionnement brut à la place pour chacun d'entre eux. Ces derniers sont ensuite comparés au tarif plafond correspondants. Les autorités de tarification tiennent compte des éventuelles modifications intervenues dans l'activité de ces établissements.

I.2. Conséquences d'un dépassement des tarifs plafonds en 2020 :

L'arrêté interministériel fixant les tarifs plafonds au titre de 2020 prévoit que les CHRS, dont le coût de fonctionnement brut à la place constaté au 31 décembre 2019 dépasse le ou les tarifs plafonds dont il relève, perçoivent pour l'exercice 2020 – au titre de ce ou ces GHAM – un financement égal au financement accordé en 2019, au titre de ce ou ces mêmes GHAM.

Par suite, les produits de la tarification de ces CHRS comprennent les produits obtenus pour chaque GHAM qu'ils mettent en œuvre et sont complétés, le cas échéant, par des financements correspondant à d'autres dispositifs, des crédits non reconductibles et des crédits de la stratégie pauvreté.

Le principe des tarifs plafonds est donc maintenu en 2020, mais, compte tenu de la crise sanitaire, les règles de convergences négatives sont neutralisées. Ainsi, aucun abattement automatique ne peut être réalisé sur le dépassement des tarifs plafonds, et aucun effort budgétaire supplémentaire ne peut être demandé.

Cas des CHRS sous CPOM

Les CHRS bénéficiant actuellement d'un CPOM relevant de l'article L. 313-11 du CASF, voient leur tarification obéir aux dispositions particulières prévues par ce CPOM dès lors que ce contrat a déterminé des modalités de financements pluriannuels spécifiques. Les tarifs plafonds ne sont donc pas opposables à ceux ayant conclu un conclu un contrat avant le 1er janvier 2017 et en vigueur en 2020, sauf si un avenant a été signé, retenant l'application des tarifs plafonds comme nouveau mode de pluri-annualité budgétaire pour le reste de la période couverte par le CPOM.

Les tarifs plafonds sont opposables aux CHRS ayant conclu un CPOM ou un avenant à ce CPOM à partir du 1er janvier 2017 et en cours de validité pour l'année 2020, si ce contrat prévoit l'application des tarifs plafonds.

Les CPOM signés postérieurement à la date de parution de l'arrêté fixant les tarifs plafonds au titre de 2018, comporteront un volet financier prévoyant, par groupe fonctionnel et pour la durée du contrat, les modalités de fixation annuelle de la tarification conformes aux règles permettant de ramener les tarifs pratiqués au niveau des tarifs plafonds, en application de l'article R. 314-40 du même code.

Ces tarifs plafonds sont également opposables aux CHRS ayant conclu un contrat mentionné à l'article L. 313-11-2 du même code.

En tout état de cause, même si le CPOM prévoit l'application d'une convergence négative, celle-ci ne serait pas applicable en 2020.

Utilisation de la calculette 2020 :

La calculette est applicable à l'ensemble des CHRS pour déterminer leur situation vis-à-vis de(s) tarif(s) plafond(s).

L'exemple ci-après illustre les modalités d'identification de la situation des CHRS vis-à-vis des tarifs plafonds.

Montant de la dotation globale de financement :

La somme des financements accordés pour chacun des GHAM de l'établissement est, le cas échéant, complétée des financements accordés pour d'autres dispositifs mis en œuvre par le CHRS (AAVA, SIAO, etc.), de crédits non reconductibles ou de crédits « stratégie pauvreté », et diminués des recettes en atténuation retenues au budget.

Le cas échéant, le budget de l'établissement prend en compte les charges d'exploitation couvertes par des subventions attribuées par d'autres administrations.

En application de l'article R. 314-106 du code de l'action sociale et des familles, la dotation globale de financement attribuée en 2020 tient également compte des recettes en atténuation retenues au budget prévisionnel 2020.

II Exemple d'identification de la situation des CHRS vis-à-vis des tarifs plafonds

Soit un CHRS d'une capacité de 44 places réparties entre 3 GHAM comme suit :

- 6R : 20 places ;
- 3R : 20 places ;
- 8D : 4 places.

De l'ENC 2019, il ressort que les charges brutes de l'établissement sont réparties entre les 3 GHAM comme suit :

- 6R : 24 % ;
- 3R : 66,4 % ;
- 8D : 9,6 %.

Au titre de l'année 2019, le budget prévisionnel du CHRS s'établit comme suit :

Classe 6 brute 2019 :	**719 069 €**
Dont charges couvertes par des crédits « stratégie pauvreté » non ciblés sur un GHAM particulier	15 000 €
Dont charges couvertes par des crédits « stratégie pauvreté » ciblés sur un GHAM particulier (8D)	1 500 €
Montant des recettes en atténuation :	**- 38 313 €**
Reprise résultat N-2 (ici un déficit)	**+10 000 €**
Montant de la DGF 2019 :	**690 756 €**

⇨ ***A partir de la DGF 2019, reconstitution de la classe 6 brute du CHRS consacrée au financement des GHAM hors crédits « stratégie pauvreté », charges subventionnées, charges exceptionnelles couvertes par des crédits non reconductible et report à nouveau :***

Montant de la DGF 2019 :	**690 756 €**
- Charges couvertes par des crédits « stratégie pauvreté » (non affectées à un GHAM en particulier)	- 15 000 €
- Charges couvertes par des subventions attribuées par d'autres administrations (non affectées à un GHAM en particulier)	0 €
- Charges exceptionnelles couvertes par CNR	0 €
- Reprise de résultat 2019	-10 000 €
- Financements consacrés à d'autres dispositifs	0 €
+ Recettes en atténuation	+ 38 313 €
= Montant des charges brutes à répartir entre les différents GHAM	= 704 069 €

=> Attribution des clés de répartition par GHAM identifiées dans l'ENC 2019 à la classe 6 brute 2019 autorisée dans l'arrêté de tarification et consacrée au financement de ces GHAM (hors charges exceptionnelles couvertes par CNR et charges couvertes par des crédits « stratégie pauvreté » - 15 000 € dans l'exemple – ou par une subvention attribuée par l'administration).

GHAM concerné	*Clé de répartition ENC AHI 2019*	*Montant des charges brutes autorisées en 2019 consacrées à ces GHAM (hors crédits « stratégie pauvreté », charges subventionnées, charges exceptionnelles couvertes par CNR, autres dispositifs et report à nouveau)*
6R	*24,00 %*	*168 977 €*
3R	*66,40 %*	*467 502 €*
8D	*9,60 %*	*67 591 €*
Total	*100 %*	*704 069 €*

⇨ ***Détermination des coûts bruts à la place du CHRS pour chacun de ses GHAM et comparaison de ces coûts avec les tarifs plafonds applicables***

GHAM concerné	Montant des charges brutes consacrées à ces GHAM	Charges couvertes par des crédits stratégie pauvreté ou par des subventions lorsque ces financements sont affectés à des GHAM identifiés	Montant des charges brutes consacrées à ces GHAM corrigé (le cas échéant)	Nombre de places associé à chacun de ces GHAM	Coût brut à la place	Tarifs plafonds applicables à ces GHAM	Situation vis-à-vis des tarifs plafonds
6R	168 977 €		168 977 €	20	8 449 €	14 499 €	Au-dessous
3R	467 502 €		467 502 €	20	23 375 €	20 551 €	Au dessus
8D	67 591 €	1 500 €	66 091 €	4	16 523 €	16 445 €	Au-dessus

Les GHAM 3R et 8D se situent au-dessus des tarifs plafonds. **En 2020, aucun abattement n'est à réaliser sur les charges dépassant les tarifs plafonds, compte tenu de la suspension de la convergence négative des dotations CHRS.**

ANNEXE 6

Traitement des CITS 2017 et 2018, ainsi que des allègements généraux renforcés de cotisations sociales à partir de 2019 pour le personnel inscrit au tableau des effectifs d'un CHRS

Rappel des caractéristiques du CITS et des allègements généraux :

- CITS :
  - Versé à compter du 1er janvier 2017.
  - Calculé sur la base des rémunérations comprises dans l'assiette de la taxe sur les salaires dès lors que ces rémunérations n'excèdent pas 2,5 fois le SMIC.
  - Taux du CITS: 4% de ces rémunérations diminué du montant de l'abattement prévu par le CGI (20 304 € pour le CITS 2017 et 20 507 € pour le CITS 2018).

- Allègements généraux renforcés de cotisations sociales :
  - Remplacent le CITS et le CICE à compter du 1er janvier 2019.
  - Conséquences pour le secteur associatif :
    - ✓ Le bénéfice de l'abattement sur la taxe sur les salaires est maintenu.
    - ✓ Renforcement des allègements généraux au niveau du SMIC.
    - ✓ Exonération de 6% de la masse salariale sur les rémunérations inférieures à 2,5 SMIC.

Traitement budgétaire et comptable :

Le CITS s'analyse de la même façon que le CICE. A savoir que le montant du crédit d'impôt doit être comptabilisé soit en minoration de l'impôt (CICE), soit comme une réduction de charges sur salaires (CITS).

Ces montants sont donc crédités aux comptes de charges correspondants et leur enregistrement comptable s'effectue au titre de l'exercice pour lequel ces droits sont constatés, indépendamment de tout mouvement en trésorerie.

Ainsi, les CITS au titre des années 2017 et 2018 sont enregistrés en diminution des charges sur salaires, respectivement des exercices 2017 et 2018. Dans l'attente d'un encaissement (ou d'une diminution de charges à payer), leur montant est enregistré en contrepartie à l'actif du bilan comptable dans un compte de tiers.

Les CITS obtenus aux titres des exercices 2017 et 2018 viennent donc majorer les résultats comptables du CHRS concerné, au titre de ces mêmes exercices.

L'affectation d'un excédent comptable s'effectue dans les conditions précisées à l'article R. 314-51 du code de l'action sociale et des familles :

« I.- L'affectation du résultat du budget général, ou le cas échéant des budgets principal et annexes, ainsi que, pour les établissements mentionnés au I de l'article L. 313-12, de chaque section d'imputation tarifaire, est décidée par l'autorité de tarification. Celle-ci tient compte des circonstances qui expliquent le résultat.

II.- L'excédent d'exploitation peut être affecté :

1° À la réduction des charges d'exploitation de l'exercice au cours duquel il est constaté, ou de l'exercice qui suit ;

2° Au financement de mesures d'investissement ;

3° Au financement de mesures d'exploitation n'accroissant pas les charges d'exploitation des exercices suivant celui auquel le résultat est affecté ;

4° À un compte de réserve de compensation ;

5° À un compte de réserve de trésorerie dans la limite de la couverture du besoin en fonds de roulement, tel que défini au III de l'article R. 314-48 ;

6° A un compte d'excédent affecté à la compensation des charges d'amortissement des équipements, agencements et installations de mise aux normes de sécurité. (...) »

Notamment, l'affectation au 3° peut permettre de verser une prime « pouvoir d'achat » dans les conditions définies par la loi.

En revanche, ces financements ne constituent pas des fonds propres de l'association, en application des dispositions du code de l'action sociale et des familles.

Rectorat Caen

R28-2020-10-07-003

Arrêté du 7 octobre 2020 portant délégation de signature - Division des affaires juridiques -

ACADÉMIE
DE NORMANDIE
Liberté
Égalité
Fraternité

LA RECTRICE DE LA REGION ACADEMIQUE NORMANDIE
RECTRICE DE NORMANDIE,
CHANCELIERE DES UNIVERSITES

Vu la loi organique n° 2001-692 du 1er août 2001 relative aux lois de finances ;

Vu les articles R 222-1, R* 222-25, R 222-36, D 222-27 et D 222-35 du code de l'éducation ;

Vu l'article R 811-10-4 du code de justice administrative ;

Vu le décret n°99-89 du 8 février 1999 pris pour l'application de l'article 3 du décret n° 98-81 du 11 février 1998 modifiant la loi n° 68-1250 du 31 décembre 1968 relative à la prescription des créances sur l'Etat, les départements, les communes et les établissements publics et relatif aux décisions prises par l'Etat en matière de prescription quadriennale ;

Vu le décret n°2004-374 du 29 avril 2004 relatif aux pouvoirs des préfets, à l'organisation et à l'action des services de l'Etat dans les régions et départements ;

Vu le décret n° 2012-16 du 5 janvier 2012 relatif à l'organisation académique ;

Vu le décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique ;

Vu le décret n° 2015-1616 du 10 décembre 2015 relatif aux régions académiques ;

Vu le décret du 1er avril 2019 portant nomination du préfet de la région Normandie, préfet de la Seine-Maritime (hors classe) - M. Pierre-André DURAND ;

Vu le décret n° 2019-1056 du 15 octobre 2019 portant création de l'académie de Normandie ;

Vu l'arrêté du 7 janvier 2003 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le budget de la jeunesse et de l'enseignement scolaire et le budget de l'enseignement supérieur ;

Vu le décret du 6 janvier 2020 portant nomination de la rectrice de l'académie de Normandie - Mme Christine GAVINI-CHEVET ;

Vu l'arrêté du 3 juillet 2009 portant règlement de comptabilité pour la désignation des ordonnateurs secondaires et de leurs délégués en ce qui concerne le ministère de l'éducation nationale ;

Vu l'arrêté préfectoral SGAR n°SGAR 20-010 du 10 janvier 2020 donnant délégation de signature à Mme Christine GAVINI-CHEVET, rectrice de l'académie de Normandie, en matière d'ordonnancement secondaire et de contrôle de légalité;

Vu l'arrêté en date du 18 décembre 2019 nommant M. Philippe DIAZ, dans l'emploi de secrétaire général de l'académie de Normandie ;

Vu l'arrêté en date du 9 janvier 2020 portant nomination et classement de M. François FOSELLE, dans l'emploi d'adjoint au Secrétaire Général d'Académie, directeur des relations et des ressources humaines, (académie de Normandie) ;

Vu l'arrêté en date du 3 janvier 2020 nommant M. Jérôme FEILLEL, attaché d'administration hors classe, secrétaire général adjoint, directeur du budget académique par intérim, de l'académie de Normandie.

ARRÊTE

Section des affaires juridiques

Article 1 : Délégation est donnée à M. Philippe DIAZ et, en son absence, à M. Jérôme FEILLEL, M. François FOSELLE, à l'effet de signer au titre du contentieux et de l'expertise juridique liée à la mise en œuvre de l'action éducatrice ainsi que du champ disciplinaire des agents et des élèves relevant des compétences et attributions du recteur au sein de l'académie de Normandie, les actes ou pièces suivantes :

- les mémoires en défense visés à l'article D 222-35 du code de l'éducation ;
- les actes ou pièces valant saisine des juridictions administratives et judiciaires ;

- les actions subrogatoires contre les tiers responsables de faits dommageables dont sont victimes des personnels de l'éducation nationale ;
- les actions récursoires à l'encontre des tiers responsables des dommages subis par les agents ou les élèves et les étudiants qui leur sont confiés ;
- les actions récursoires à l'encontre de ces agents, élèves et étudiants lorsqu'ils sont les auteurs de dommages dont l'Etat a été amené à assurer l'indemnisation ;

- les décisions relatives à la protection fonctionnelle du fonctionnaire ;

- les convocations devant la commission académique d'appel ;
- les arrêtés de confirmation ou d'infirmation de sanction prise par un conseil de discipline d'un établissement public local d'enseignement ;

- les autorisations d'utilisation des véhicules personnels pour les enseignants du second degré ;

Article 2 : En cas d'absence de M. Philippe DIAZ, de M. Jérôme FEILLEL et de M. François FOSELLE la délégation consentie à l'article 1 sera exercée par Mme Anabelle ARIES, AENESR, cheffe de la division des affaires juridiques et par M. Nicolas BRUS, attaché principal d'administration, adjoint à la chef de la division des affaires juridiques.

Article 3 : En cas d'absence de Mme Anabelle ARIES, AENESR, cheffe de la division des affaires juridiques et de M. Nicolas BRUS, attaché principal d'administration, adjoint au chef de la division, délégation est consentie à Madame Aurélie LEMYRE, Cheffe du bureau des affaires juridiques et du contentieux à l'effet de signer :

- les décisions relatives à la protection fonctionnelle du fonctionnaire ;
- les courriers de renonciation à l'appel contre une sanction du conseil de discipline prise par les établissements publics locaux d'enseignement ;
- les courriers réclamant des pièces complémentaires ;
- les bordereaux d'envoi ;
- les convocations devant la commission académique d'appel ;

Article 4 : En application de l'arrêté N° SGAR/20-010 du 10 janvier 2020 portant délégation de signature à Madame la rectrice en matière d'ordonnancement secondaire, subdélégation de signature est donnée à M. Philippe DIAZ, à M. Jérôme FEILLEL à M. François FOSELLE, à Mme Anabelle ARIES et M. Nicolas BRUS l'effet de signer :

a) les décisions de règlement amiable des demandes d'indemnité mettant en cause la responsabilité de l'État, pour les litiges relevant de la compétence des services déconcentrés et portant sur un montant inférieur à 50 000 euros ;

b) les décisions à caractère financier prises pour l'exécution des décisions de justice portant sur les litiges mettant en cause la responsabilité des services déconcentrés ;

c) les décisions à caractère financier en lien avec les missions du service dans le cadre :

- de la protection fonctionnelle

- de la désignation des avocats chargés de défendre les intérêts de l'administration en accord avec le Ministère de l'éducation nationale conformément à l'article L 911-4 du code de l'éducation ;

- les décisions relatives à la prise en charge des dommages liés aux accidents impliquant des véhicules administratifs, survenus dans le ressort de l'académie ;

d) les états liquidatifs ;

Article 4bis : En cas d'absence ou d'empêchement de M. Philippe DIAZ, de M. Jérôme FEILLEL de M. François FOSELLE, de Mme Anabelle ARIES et de M. Nicolas BRUS, subdélégation de signature est donnée à Mme Aurélie LEMYRE pour signer les états liquidatifs précités.

Section du contrôle de légalité

Article 5 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe DIAZ et, en son absence, à M. Jérôme FEILLEL et à M. François FOSELLE au titre du contrôle de légalité et du contrôle budgétaire des EPLE, EREA et ERPD, à l'effet de signer, au nom du recteur, tous les actes ou pièces y afférents tel qu'organisé par l'arrêté de mutualisation du 7 février 2012 pour l'ensemble des collèges et lycées des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime ainsi que les arrêtés et décisions administratives de nomination et de cautionnement des agents comptables (recettes à l'années).

Article 6 : Subdélégation de signature est donnée à M. Philippe DIAZ et, en son absence, à M. Jérôme FEILLEL et à M. François FOSELLE, à l'effet de recevoir et d'assurer le contrôle de légalité des actes des établissements locaux d'enseignement EREA et ERPD des départements de l'Eure et de la Seine-Maritime visés par l'arrêté préfectoral n°SGAR 20-010 du 10 janvier 2020, à savoir :

1. Les délibérations des conseils d'administration des lycées relatives :
- à la passation des conventions et marchés ;
- au recrutement des personnels ;
- au financement des voyages scolaires ;

2. Les décisions des chefs d'établissement des lycées relatives :
- au recrutement et au licenciement des personnels liés par contrat à l'établissement ainsi qu'aux mesures disciplinaires prises à l'encontre de ces personnels ;
- aux marchés et aux conventions comportant des incidences financières.

Article 7 : En cas d'irrégularités constatées dans les actes visés à l'article 6, délégation est donnée à M. Philippe DIAZ secrétaire générale de l'académie de Normandie à l'effet de :

- Déférer au tribunal administratif les actes des établissements publics locaux d'enseignement

Article 8 : En cas d'absence de M. Philippe DIAZ, de M. François FOSELLE et de M. Jérôme FEILLEL, la délégation consentie aux articles 5 et 6 sera exercée par Mme Anabelle ARIES et par M. Nicolas BRUS, pour les EPLE, ERPD et EREA de l'Eure et de la Seine-Maritime,

Article 9 : En cas d'absence de Mme Anabelle ARIES et de M. Nicolas BRUS, les subdélégations visés à de l'article 7, en matière d'accusé de réception sera exercée par Mme Pascale CHAZALET, cheffe du bureau du contrôle et du conseil auprès des EPLE, ERPD et EREA :

En cas d'absence de Mme Anabelle ARIES et de M. Nicolas BRUS, délégation est également donnée à Mme Pascale CHAZALET pour signer les correspondances courantes touchant à l'instruction des affaires traitées par le bureau du contrôle et du conseil auprès des EPLE, les budgets et décisions modificatives réglés conjointement en vertu de l'article L 421-11 du code de l'éducation, ainsi que la mise en place des tutorats.

Article 10: En cas d'absence de Mme Anabelle ARIES et de M. Nicolas BRUS, subdélégation permanente est donnée sous la forme d'habilitations à intervenir dans l'outil de dématérialisation des actes administratifs DEM'ACT pour procéder à l'instruction des actes des conseils d'administration, des commissions permanentes et des actes des chefs d'établissements des EPLE, ERPD et EREA , aux fonctionnaires désignés ci-après, à savoir :

- Mme Pascale CHAZALET, cheffe du bureau du contrôle et du conseil auprès des EPLE, ERPD et EREA division des affaires juridiques pour les lycées et collèges de l'Eure et de Seine-Maritime ;

- Mme Julie GIRARD contrôle et du conseil auprès des EPLE, ERPD et EREA division des affaires juridiques pour les lycées et collèges de l'Eure et de Seine-Maritime ;

- Mme Sandrine PIN contrôle et du conseil auprès des EPLE, ERPD et EREA division des affaires juridiques pour les lycées et collèges de l'Eure et de Seine-Maritime ;

- Mme Marie GALLAIS contrôle et du conseil auprès des EPLE, ERPD et EREA division des affaires juridiques pour les lycées et collèges de l'Eure et de Seine-Maritime ;

Section relatives aux archives

Article 10 : Délégation de signature est donnée à M. Philippe DIAZ et, en son absence, à M. Jérôme FEILLEL et à M. François FOSELLE à l'effet de signer les décisions relatives à l'archivage des services et à la gestion de la politique académique d'archivage en charge des territoires de Calvados, de l'Orne et de la Manche.

En cas d'absence de M. Philippe DIAZ, de M. Jérôme FEILLEL et de M. François FOSELLE, la délégation sera exercée par exercée par Mme Anabelle ARIES et par M. Nicolas BRUS et en leur absence à M. Vincent Galland, responsable du pôle des archives.

Article 11 : M. le secrétaire général de l'académie de Normandie est chargé de l'exécution du présent arrêté qui sera publié aux recueils des actes administratifs de la préfecture de l'Eure, de la préfecture de la Seine-Maritime, et de la région Normandie.

Fait à Caen, le 07.10.2020

Christine GAVINI-CHEVET